

Dominique Bidou



城市,让生活更美好
Better City, Better Life

Le progrès s'appelle Dédé

Manifeste

**pour redonner un sens au mot « *progrès* »,
avec le développement durable**

Sommaire

Inventer un monde nouveau	4
Demain sera plus souriant qu'aujourd'hui	7
Alimentation	12
Cuisine	13
Potager	14
Avenir	15
Cadastre	16
Recoin	17
Banc	18
Génie	19
Atout	20
Musique	21
Papier	22
Cadeau	23
Un nouveau mode de mode de penser	24
Autrement	31
Créativité	32
Nez	33
Regards	34
Bénéficiaire	35
Acteurs	36
Frileux	37
Contre-courant	38
Contradiction	39
Nombre	40
Aventure	41
Bidon	42
Donner envie, lever les obstacles	43
Chemin	51
Continuité	52
Mode	53
Proximité	54
Bouton	55
Appropriation	56
Banque	57
Client	58
Opinion	59
Techno	60
Lever	61
14 juillet	62
Faites vous-même votre bonheur	63



Dominique Bidou

Ingénieur et démographe de formation, Dominique Bidou, ancien directeur au ministère de l'Environnement, est consultant en développement durable. Son expérience l'a convaincu que l'important, pour mobiliser nos concitoyens pour le développement durable, est de leur en donner envie, et non de leur donner des leçons ou de les culpabiliser. Le développement durable doit à nouveau donner du sens au mot « *progrès* », en ce début de millénaire.

Ouvrages précédents :

- **Tous gagnants, La dynamique du développement durable**, éditions Ibis Press, 2004
- **Coup de shampooing sur le développement durable**, éditions Ibis Press, 2007
- **Construction durable et HQE**, avec Michel Le Sommer et Catherine Parant, Territorial Editions, 2011
- **Le développement durable, l'intelligence du xxi^e siècle**, Editions PC, 2011
- **Le Grand Paris, terre d'échanges**, avec Carine Merlino, MOOK aux éditions AUTREMENT, 2013
- **Le maire et son écoquartier**, avec Gwenaëlle Carfantan, Victoires Editions, 2013
- **Composés volatils**, avec Gilles Sacksick, Litho-Lissac, 2013
- **Le développement durable, une affaire d'entrepreneurs**, Editions PC, 2016

La matière première du présent ouvrage est issue de l'ensemble de ces livres, dont il constitue une sorte de synthèse. Elle reprend également les « *mots* » du « *dictionnaire du développement durable* », le site de l'auteur www.dictionnaire-du-developpement-durable.fr

Dan Bialod édition et conseil SASU
Collection EnR & DD Magazine
enretddmagazine@danbialod-conseil.fr
<http://www.danbia-conseil.fr>
ISBN : 978-2-9562509-0-6
Novembre 2017
© **Dan Bialod édition et conseil 2017**

Inventer un monde nouveau

Curieusement, la clarté du concept de développement durable, *satisfaire nos besoins sans compromettre les chances de nos descendants de satisfaire aux leurs*, est sans doute un handicap : c'est trop évident, personne ne peut plaider l'inverse, la terre brûlée au sens propre. Comme un concept consensuel n'intéresse personne, il faut donc le livrer à des exégètes, lui trouver des assises théoriques, qui, elles, ouvrent la voie du débat, et permettent de traduire le développement durable en termes professionnels, vite rendus incompréhensibles par le profane.

On a ainsi fait du développement durable une affaire compliquée, avec ses spécialistes. Un objet d'études. Rendez-vous compte : trois *piliers*, et peut-être quatre avec la culture, et pourquoi pas cinq avec la santé ? 27 principes, la « *bonne gouvernance* », et maintenant les « *transitions* » énergétiques et écologiques, les 17 objectifs onusiens de développement durable, le tout à conjuguer ensemble. Il en faut un bon coup de main, pour faire prendre une telle mayonnaise. Tout ça n'est pas très communicant, alors que justement, le développement durable a besoin avant toute chose de l'adhésion de chacun. La présentation qui en est donnée le plus souvent en fait une affaire de spécialistes, avec un vocabulaire codé, des mots-clés, comme *précaution*, auxquels on a donné un sens différent du sens commun. Pas étonnant que le message ait du mal à passer. Ajoutons que les promoteurs du développement durable, en bons militants, font facilement peur par des niveaux d'exigences considérés comme exagérés. Le développement durable est ainsi devenu une affaire de spécialistes et de militants, au lieu d'être présenté comme une affaire engageante, facile à comprendre, à laquelle chacun peut contribuer, même si l'enjeu est énorme, et les inconnues encore nombreuses.

Deux attitudes face au changement

Comme les résistances au changement sont multiples, c'est du bon pain pour tous ceux qui voudraient que rien ne bouge.

Le réchauffement climatique, la mondialisation, les nanotechnologies, la fin du pétrole, la vie marine en danger, la surpopulation, l'arrivée en force des pays émergents, etc. tous ces événements bouleversent notre vie quotidienne, créent à la fois des opportunités, de la misère et de l'angoisse. Ce sont des défis à relever, et quel que soit l'angle sous lequel on les observe, ils sont incontournables, eux ou d'autres, déjà bien identifiés ou tout juste naissants. Face à eux, deux attitudes sont possibles :

- Gagner du temps, résister, tenter de passer entre les mailles, avancer à reculons, attendre la génération suivante de défis, etc. bref, espérer que tout continuera comme avant, que les événements que nous vivons ne sont qu'un cauchemar, et qu'un jour, nous nous réveillerons heureux, dans un monde fleuri où chaque chose est à sa place, celle qui a toujours été.
- Prendre les devants, anticiper et se placer de manière à bénéficier de ces changements, et même les guider, en prendre l'initiative ou « *feindre d'en être les organisateurs* », bref accepter le changement, et se dire qu'inventer un monde nouveau, en définitive, ce n'est pas si mal, et que c'est même enthousiasmant.

C'est que l'époque est particulière. Certaines communautés humaines ont déjà, par le passé, accepté ou même décidé de limiter leur progression, en ayant recours à l'infanticide si nécessaire pour ne pas dépasser une population considérée comme maximum pour assurer l'équilibre avec les ressources disponibles. C'était essentiellement dans des îles, parfois grandes comme le Japon, mais en général plus modestes,

toujours dans un monde *fini*. Aujourd'hui, cette perspective prend forme au niveau planétaire. C'est la fin du principe fondateur de l'humanité « *croissez et multipliez* ». Ce n'est pas une mince affaire, c'est un véritable bouleversement dans nos mentalités, un moment crucial dans l'histoire de l'humanité, *extraordinaire*. Il n'y en aura pas beaucoup de cette envergure, et c'est à notre génération qu'il revient de le mener à bien. Quelle responsabilité, quelle formidable perspective pour ce XXI^e siècle, charnière entre les deux planètes que Bertrand de Jouvenel évoquait-il y a près de 50 ans : *nous n'habitons plus la même planète que nos aïeux : la leur était immense, la nôtre est petite*³.

Accepter de relever le défi, et de participer activement à cette mutation, cette refondation du monde, c'est faire du développement durable. Le développement durable est la recherche active de nouveaux modes de développement, les anciens étant devenus obsolètes, et conduisant l'humanité dans l'impasse. *Le développement durable est la recherche du sens du mot « progrès », à l'aube du III^e millénaire.*

Trois pistes pour surmonter les crises

Les crises d'aujourd'hui sont multiples. La crise financière tient la Une depuis 2008, et n'en finit pas de produire ses effets. Il y a aussi la crise des matières premières et de l'énergie, des crises alimentaires, et des crises culturelles, d'identité, qui provoquent des ravages. Et des crises moins visibles, structurelles, tectoniques pourrait-on dire, qui avancent en profondeur comme la crise de la biodiversité, le réchauffement climatique et le vieillissement de la population, qui ne se manifestent pas dans la vie de tous les jours, mais qui sont porteuses de chocs très profonds. L'ensemble de ces crises, de natures très variées, demande une réponse originale : nous allons vers l'inconnu. Donnerons-nous les moyens de piloter cette exploration et l'avancée qui en résultera, ou bien subirons-nous cette évolution, avec fatalisme, en « *croisant les doigts* » et en espérant que ça se passe bien ?

A défaut de lire l'avenir et de savoir le décrire, même avec des scénarii, plusieurs orientations peuvent être retenues, comme des pistes à explorer pour s'ouvrir des marges de manœuvre, et offrir à l'humanité des nouvelles perspectives. En voici 3, présentées en alternative à des pratiques actuelles, dont on sait qu'elles ne sont pas durables en l'état.

- « *Croissez et multipliez* », telle était la feuille de route de l'humanité, pour découvrir le monde et le valoriser. Une croissance par expansion, en devenant plus nombreux, en allant plus loin chercher des ressources, en comptant sur demain pour apporter les réponses aux problèmes d'aujourd'hui. Une forme de croissance que l'on peut qualifier de « *minière* », exploitant sans ménagement toutes les ressources aisément accessibles. Cette vision est à présent dépassée. Elle perdure par suite du conservatisme des intérêts établis, mais chacun sait qu'elle ne répond pas à l'observation que nous faisons chaque jour de la *finitude* du monde. La croissance de demain sera d'une autre nature, fondée sur le meilleur service obtenu à partir des ressources disponibles, et non sur la recherche sans fin de nouvelles ressources. Une croissance par *valorisation*, et non plus par *expansion*.
- La *sélection* est une manière de faire bien répandue, qui entraîne l'exclusion des non sélectionnés. Il s'agit des humains comme des territoires ou du « *matériel génétique* » des animaux et des végétaux. Une manière de faire et un état d'esprit qui renforce un modèle de développement prédéterminé et refuse d'aller voir ailleurs si d'autres modèles ne conviendraient pas mieux, pour faire face à l'inconnu qui se profile devant nous. La sélection se fonde sur les vertus nécessaires aujourd'hui, et tend à reproduire le modèle indéfiniment. A l'opposé, le « *bilan de compétences* » se fonde non pas sur un modèle existant, mais sur le potentiel observé, chez les humains et par extension dans tous les éléments constitutifs de notre planète. Valoriser ce dont nous disposons, en tirer le maximum de bénéfices pour la planète et l'humanité. Aller progressivement de la sélection, appauvrissante et conservatrice par nature, vers le bilan de compétences décliné à toutes les échelles, pour élargir le champ des possibles. La *valorisation des compétences*, plutôt que la *sélection*.
- La *compétition* s'exerce dans de nombreux domaines : chacun tente d'accroître sa part de marché, ce qui entraîne mécaniquement une croissance de la production. Pas de problème si la production est

³ Arcadie, *Essais sur le mieux vivre*, Futuribles, SEDEIS, 1968

immatérielle, et ne demande que de l'ingéniosité et du savoir-faire humain. La ressource est infinie, profitons-en, et offrons à chacun le meilleur cadre pour exprimer sa créativité. Ce n'est pas le cas pour les ressources matérielles, physiques ou biologiques. L'augmentation de la part de marché de chacun ne peut qu'accroître la pression sur la planète. La recherche désespérée de pétrole, dans des conditions extrêmes et dangereuses, illustre cette dérive, que l'on observe aussi dans d'autres secteurs comme la pêche et tous ceux qui exploitent des matières premières. Dans ces domaines, la coopération pour la valorisation des « *biens communs* », sera bien plus fructueuse que la concurrence. La *coopération* plutôt que la *compétition*.

Dans ces 3 exemples, il ne s'agit pas d'abandonner immédiatement les principes d'expansion, de sélection et de compétition, qui conservent quelques vertus et ont fortement marqué nos organisations sociales et économiques. Il faut néanmoins en comprendre les limites et leur substituer progressivement, ou les compléter par, d'autres principes qui ouvriront des espaces nouveaux : la valorisation maximum des ressources et des compétences, et la coopération. C'est un basculement des pratiques et des modes de pensée qu'il faut entreprendre, ce qui ne va pas sans risques, et suscite bien des résistances.

Le moment est venu de passer aux actes, le temps des atermoiements est terminé, et c'est une bonne chose : Le développement durable constitue une ouverture extraordinaire sur le monde de demain.

Une approche impressionniste

La difficulté à donner un sens précis et reconnu de tous au terme « *développement durable* » ne doit pas laisser indifférent. Elle témoigne de la difficulté à traduire dans les faits les concepts les plus clairs, les plus simples, tant nos esprits sont emplis d'*a priori*, structurés par l'éducation, les médias, notre histoire personnelle à chacun, empêchant ainsi de se référer aux choses élémentaires, de revenir aux origines. Comme le dit le célèbre économiste John Maynard Keynes, *la difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes*.

Le développement durable est un concept universel. Tous les événements de la vie sont concernés, toutes les valeurs. C'est à la fois sa force et sa faiblesse. Comment définir en termes simples et concrets une attitude face aux choses de la vie ? Chaque illustration, nécessaire pour mieux comprendre ce concept, est fatalement réductrice ; chaque exemple en trahit inévitablement la richesse.

Plutôt que de tenter une énième définition, qui se rajouterait aux nombreuses autres qui circulent, dont certaines sont des plus autorisées, le parti retenu ici est d'illustrer le propos avec des mots de tous les jours. Des mots simples qui ne font pas a priori référence au développement durable. Chaque chose de la vie, chaque événement, chaque objet, peut être examiné au filtre du développement durable, et nous permet ainsi, en retour, d'en approcher le sens. Chaque mot, avec sa définition, constitue une traduction du développement durable, concrète mais partielle par nature. C'est leur accumulation qui compose un tableau, à la manière des impressionnistes, un tableau qui donne tout son sens au développement durable, en alliant le général et le particulier, le discours et le passage à l'acte.

Le développement durable en 36 mots.

Le tableau qui vous est proposé comporte 36 touches, trois fois 12 mots en provenance du dictionnaire du développement durable⁴. Un premier lot pour montrer le développement durable en pratique, car la nécessaire « *métamorphose* », chère à Edgar Morin, est engagée ici et là. Et elle est riche en opportunités. Demain sera plus souriant qu'aujourd'hui. Nous sommes bien dans le progrès. Le second pour souligner une exigence que nous devons respecter pour entrer dans cette ère nouvelle, et retrouver le sens du mot progrès : adopter un nouveau mode de penser. Le troisième pour donner envie du développement durable. Donner envie d'explorer ces avenir inconnus, de découvrir des territoires pleins de charmes inédits, avec un regard neuf et un nouveau mode de penser. Le progrès s'appelle Dédé !

⁴ www.dictionnaire-du-developpement-durable.fr

Demain sera plus souriant qu'aujourd'hui

Ce n'est pas ce que pensent la majorité des Français, plutôt moroses. C'est pourtant l'objectif que nous devons nous donner, un objectif raisonnable et stimulant. Demain sera plus souriant qu'aujourd'hui si nous savons changer, entrer dans le futur en adoptant la nouvelle règle du jeu, celle de la finitude du monde. Le monde n'est pas infini, voilà une découverte qui change tout. Comme en son temps le fait que la Terre soit ronde et qu'elle tourne autour du soleil. Nos esprits sont encore marqués par l'ancien credo, celui du monde « *infini* », qui nous est inculqué subrepticement dès notre naissance, et que nous prenons comme intangible. Sortons de cette pernicieuse certitude, qui nous empêche de construire un monde meilleur, et *Demain sera plus souriant qu'aujourd'hui*.

C'est une ère nouvelle qui s'ouvre, mais elle a ses exigences, qu'il nous faut découvrir. Quelle croissance dans un monde fini ? Nous avons déjà quelques réponses, qui permettent d'y voir clair et d'avancer. Nous avons des balises qui nous disent où il ne faut pas aller, les écueils à éviter. En route pour des demains qui nous sourient !

Un pari sur l'intelligence

Dans ce domaine de l'énergie, pourtant objet de toutes les attentions, les raisonnements et les initiatives sont encore fortement marqués par le passé. Nous sommes toujours en train de craindre la pénurie, et faisons des efforts considérables pour aller chercher des ressources dans des conditions extrêmes. Tous ces efforts techniques et financiers vont à l'encontre de la nécessaire transition. La préoccupation majeure de demain n'est pas la fin des énergies fossiles, il y en a encore beaucoup d'accessibles à 50 \$ de baril de pétrole. Elle réside dans les rejets consécutifs à leur utilisation, notamment l'effet de serre et les produits radioactifs. C'est dans cette direction que l'essentiel des efforts doit se concentrer, avec l'efficacité en première réponse, à savoir rendre plus de services avec moins d'énergie. La meilleure énergie est celle que l'on ne consomme pas, à condition bien sûr de disposer du même confort et des mêmes performances techniques. Les puissances économiques, industrielles, étant historiquement du côté de la production, la transition vers une économie de l'usage est difficile à obtenir. De nouveaux instruments comme les quotas ou les certificats d'économie d'énergie ont été lancés, espérons qu'ils modifieront les attitudes des « *producteurs* ». L'enjeu n'est plus l'expansion quantitative, impossible à poursuivre durablement, mais l'intensification de la valorisation des ressources utilisées. De la sensibilité, du talent, du savoir-faire, du brevet, en un mot des ressources humaines, à la place de ressources matérielles. Tel est le sens de la transition historique à entreprendre aujourd'hui. Le développement durable est un pari sur l'intelligence. Le problème est que l'intelligence et le talent, de même que l'espoir et la confiance ne figurent pas dans les comptes de la nation. Nous parlons là de capitaux immatériels, incontournables mais négligés dans les calculs économiques. C'est là, d'ailleurs, que le politique peut pleinement s'exprimer et influencer les équations traditionnelles de l'économie.

Il y a plein de choses qui n'apparaissent pas dans les bilans, et qui comptent quand même. Ce sont les actifs immatériels, qui contribuent pour une grande part à la production d'une entreprise comme d'une nation. Notre culture et notre capacité à l'enrichir d'apports extérieurs, notre histoire, notre niveau de formation, notre organisation territoriale et notre fameux modèle social, notre esprit gaulois et bien d'autres traits caractéristiques de notre société, voilà notre richesse. *Nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons des idées*, et bien faisons de cette plaisanterie une feuille de route. La croissance par les idées est sans limites, contrairement à celle par le pétrole.

L'intelligence au service de la croissance

En période de transition, comme celle que nous connaissons actuellement, les réponses traditionnelles et universelles ne fonctionnent pas. La question du pouvoir d'achat illustre cette exigence. La réponse

traditionnelle est de donner plus d'argent, de mobiliser plus de ressources, pour faire face aux besoins. C'est évidemment une réponse commode, et qui crée mécaniquement une forme de croissance économique. Le volume de l'argent distribué, le chiffre d'affaires de notre société en quelque sorte, ne peut qu'augmenter avec ces pratiques. Jusqu'à quand ? Est-ce la seule manière d'améliorer nos conditions de vie ? Cette formule a en effet un défaut, celui de ne pas s'interroger sur la qualité de la prestation fournie, sur la manière dont elle répond effectivement à nos besoins. Elle ne pousse pas à l'efficacité. C'est le volume des échanges qui compte, avec en arrière-plan la nécessité de produire toujours plus, et non le désir de mieux satisfaire les besoins. Une autre approche du pouvoir d'achat aurait été de réduire les charges auxquelles nous faisons face : la pollution de l'air coûte 100 milliards d'euros par an, le bruit près de 60 milliards. Des coûts diffus mais bien payés, des coûts qui affectent notre qualité de vie, qui provoquent des besoins supplémentaires en matière de santé, qui pèsent sur la rentabilité des entreprises. Une augmentation du pouvoir d'achat non pas par une hausse des revenus mais par une baisse des charges supportées par chacun.

L'intelligence est de répartir des besoins, de voir s'il n'est pas une autre manière d'assurer la croissance, la croissance en termes de services rendus et de bien-être. Les conséquences sur la production ne sont pas à négliger, mais prenons les pour des contingences et non des objectifs à atteindre à tout prix. Le mode de pensée actuel privilégie la production, et le service rendu est instrumentalisé à son profit. Peut-on inverser cette vision ?

Une des façons d'entrer, de manière opérationnelle, dans le développement durable est résumée par l'expression : *facteur 4*, soit 2×2 . Deux fois plus de bien-être, en prélevant deux fois moins de ressources⁵. Croissance, donc, pour la qualité de vie et le plaisir, et décroissance de la pression sur la planète. Pendant des années, le postulat implicite était que le bonheur dépendait de richesses matérielles, elles-mêmes obtenues en exploitant la nature, qu'il s'agisse de biens en stock (minéraux, charbon, etc.) ou de produits renouvelables au rythme des saisons. La terre était infinie et le problème essentiel consistait à surmonter les difficultés d'accès et d'extraction de ses ressources. Le *facteur 4* casse cette logique. Arrêtons d'accepter comme une fatalité que la croissance du bien-être soit indissolublement liée à celle des prélèvements. Il est vrai que cette idée est profondément ancrée en nous. Pour ne prendre qu'un exemple, le WWF nous invite régulièrement, depuis 2007, à manifester notre amour de la planète en éteignant la lumière 1 heure, le dernier samedi de mars. Privons-nous de lumière pour la planète. Une idée sympathique, mais qui va à l'encontre de l'objectif recherché. Elle affirme le lien entre bien-être et prélèvements. Pour réduire les prélèvements, il faut donc se priver et réduire notre train de vie. Cette « *heure pour la planète* », ou « *earth hour* », va à l'encontre du principe d'efficacité. Nous sommes loin du « *découplage* » recherché entre bonheur et pression sur la planète.

Un pari sur notre talent collectif

Il faut donc s'extraire d'un mode de pensée ancien, et construire un futur débarrassé de fausses certitudes. *Le danger ne vient pas de ce que nous ignorons, mais de ce que nous tenons pour vrai et qui ne l'est pas*, disait Mark Twain. Adoptons de nouvelles grilles d'analyse de la situation économique, en prenant pour référence la satisfaction des besoins et de nos envies. Nous sommes ainsi dans une économie dite « *de fonctionnalité* ». Il s'agit de traiter convenablement la fonction mobilité, ou la fonction habitat, la fonction santé, la fonction alimentation, etc.

La croissance industrielle que nous avons connue ne nous a pas incités à être judicieux. Le « *toujours plus* » ne fait pas appel à l'intelligence. La réduction des prélèvements de ressources sans réduction de notre train de vie, voilà un challenge intéressant qui va stimuler nos neurones. C'est un pari sur notre talent collectif, c'est un changement dans nos modes de pensée. Nous avons du mal à faire le saut, la tentation est toujours forte de prolonger au maximum le confort du passé. Ce serait bien sûr une impasse, où il ne faut pas s'engager. Soyons intelligents, ayons confiance en nos capacités. C'est tellement plus passionnant. C'est la voie du développement durable.

⁵ Nous reprenons ici le titre d'un rapport au Club de Rome daté de 1997, *Facteur 4*, d'Ernst U. Von Weizsäcker, Amory B. Lovins, et L. Hunter Lovins, Terre Vivante pour l'édition Française.

Les pièges de la compétitivité et de la sélection

Notre pays manque de compétitivité. Le verdict est souvent annoncé, en référence à ce que produisent les pays émergents et, plus proches de nous, les autres pays européens, comme l'Allemagne, avec lesquels nous sommes aussi en compétition. Mais ladite compétition se fait sur un terrain, et on ne s'interroge pas suffisamment sur la nature de ce terrain. N'allons-nous pas nous battre sur les terrains de l'adversaire, là où il dispose d'un contexte favorable avant même d'avoir ouvert les hostilités, pour rester dans un vocabulaire guerrier? La France, avec son esprit gaulois, n'est peut-être pas faite pour des productions de masse, anonymes, uniformes, mais plutôt pour du sur mesure, de la petite série, personnalisée. Son efficacité réside sans doute plus dans sa sensibilité que dans sa discipline. Le célèbre nombre de fromages fabriqués en France est la marque d'un mode de production, d'une organisation économique, d'une forme de génie, qu'il serait bien dommage de passer par pertes et profits. Ce n'est pas le « *nombre de divisions* » de notre pays, 1 % de la population mondiale, qui contribue à son rayonnement, mais son style, sa culture, sa personnalité. La compétitivité ne consiste pas à courir derrière les autres, réputés plus performants, en essayant d'adopter leurs modèles, mais à tirer au mieux parti de ses ressources, humaines et naturelles.

Il existe dans notre pays une richesse humaine exceptionnelle. Depuis toujours, grâce à sa situation géographique privilégiée, la France a accueilli une diversité de populations avec leurs apports culturels propres. Un « *bouillon de culture* » pourrait-on dire. Il s'agit aujourd'hui d'en tirer le maximum. Un exemple frappant du potentiel accumulé au fil de l'histoire est la reconnaissance par l'UNESCO du bassin minier du Nord-Pas de Calais au titre du patrimoine mondial de l'humanité. Quelle perspicacité et quelle opiniâtreté a-t-il fallu aux élus et aux forces vives du pays minier pour faire reconnaître une compétence particulière à ce territoire, si facile à condamner au nom d'une vision étroite et dépassée du progrès !

Le recentrage, que l'on observe de plus en plus vers le cœur de métier et les valeurs sûres, avec l'abandon de tout ce qui paraît secondaire, est souvent nécessaire, mais attention à ne pas brader ainsi des richesses, au motif qu'on saurait mal en tirer profit, ou que ce dernier est diffus. Si je suis agriculteur, je produis des denrées agricoles pour le marché, si je suis postier, je distribue des lettres, je suis industriel, je fabrique des produits d'usine, etc. Une priorité, et puis tant pis pour le reste. La simplification des objectifs peut effectivement apporter des réponses immédiates, mais elle ne va pas dans le sens de la vie. La vie est complexe. Chacune de nos actions, même si elle vise un objectif principal, a des effets secondaires.

L'importance des fonctions « *gratuites* »

Le travail, pour commencer, a de nombreuses fonctions : produire, bien sûr, mais aussi assurer des revenus, offrir une place dans la société, un statut social, permettre des rencontres et contribuer à la vie collective, et bien d'autres choses encore. Et même le premier poste, la production, est à décliner. Le travail des champs, ce n'est pas que de la production de denrées, c'est aussi la préservation des sols, la régularisation du régime des eaux, la création de paysages, la création de la biodiversité, etc.

Bref, la concentration sur un objectif unique peut se révéler satisfaisante pour une entreprise, elle ne l'est pas forcément pour la collectivité. Une série de fonctions prises en charge « *spontanément* » et gratuitement se retrouvent orphelines. Pour certaines, ce n'est pas grave, mais ça l'est beaucoup plus pour d'autres. Le chômage n'est pas qu'un problème économique, c'est un drame personnel, une déqualification, une désocialisation, une humiliation pour certains. Le coût direct, supporté par l'économie des entreprises et les prélèvements sociaux assis sur le travail, ne représente qu'une partie du coût réel, tout compris, et qui n'est pas que monétaire.

Il n'y a pas si longtemps, les métiers constituaient aussi un statut dans la société. Le boulanger n'est pas qu'un fabricant de pain, il occupe une place spécifique dans la société, avec des responsabilités associées à cette place. Le commerçant ambulant était un lien et un « *media* » autant qu'un vendeur de marchandises. Les exemples peuvent être multipliés à l'envi. Au-delà de sa mission officielle, chacun se sentait investi d'un rôle, qu'il mettait un point d'honneur à tenir indépendamment de toute considération mercantile ou financière. Les retombées qui en résultaient constituaient une richesse considérable, dont le tort principal est encore de ne pas apparaître dans les comptes.

Les limites du management financier

La société du management financier et du contrôle de gestion ignore ces aspects secondaires. Ils n'entrent pas dans les comptes, si ce n'est en termes de temps passé pour ne pas dire perdu. La chasse à ces activités périphériques est donc ouverte, à grands coups d'audits et de rapports d'activité. Le postier ne fera que distribuer ses lettres, l'agriculteur tirera le maximum de profit de sa terre, les yeux fixés sur les cours des céréales. C'est toute une richesse qui disparaît de fait, et en silence puisqu'elle n'apparaissait nulle part, si ce n'est dans la vie des gens. On ne parle pas de pouvoir d'achat, mais il s'agit bien d'un appauvrissement, dont les plus modestes sont les premières victimes. La disparition de services et de réseaux sociaux traditionnels se fait discrètement. Au début, c'est sans importance, et puis, à force, on atteint des seuils critiques et les problèmes apparaissent, avec des coûts sociaux qui finissent par entrer dans les comptes.

La rigueur budgétaire affecte aujourd'hui les comptes publics. Les services publics sont épurés de toutes les utilités secondaires, comme apporter de la chaleur humaine ou créer du lien. A ne se soucier que de l'essentiel, on abandonne une foule de services secondaires dont la somme contribue à la vie économique et sociale. Le « *moral des troupes* » n'apparaît guère dans les missions des services publics, la sensibilisation à des valeurs collectives non plus, alors que nous savons que c'est là que se fonde la dynamique d'une société. Une approche purement comptable et fonctionnelle ne donne qu'une vision très partielle de la bonne santé du pays, y compris la santé économique. Oui, il faut de la rigueur dans la gestion publique, mais pas d'aveuglement, surtout pour prendre en charge des services diffus, personnels ou collectifs, qu'aucun acteur économique privé ne peut assurer. Toutes les dimensions de la vie, comptables ou non, doivent être prises en considération, le cœur de métier ne doit pas faire oublier les à-côtés, qui, cumulés, finissent par être aussi importants que le cœur de métier lui-même. Un oubli qui provoque le désarroi et l'impression d'être inutile, en trop, gênant, et contribue à faire monter un sentiment de révolte.

Une nouvelle économie

Une nouvelle économie est en train d'émerger. Abandonnons l'économie du passé, fondée sur l'idée d'un monde infini, où l'on peut prélever et rejeter à l'envie, au profit de l'économie de demain, qui permet de progresser dans un monde « *fini* ». Une économie de l'efficacité dans l'usage des ressources plutôt que dans leur exploitation « *minière* ». Une économie fondée également sur notre génie propre, l'ouverture d'esprit et le goût de l'aventure, et non à la remorque d'autres économies.

Le développement durable, c'est anticiper. Au-delà des raisonnements et des calculs traditionnels, conçus il y a bien longtemps dans des contextes bien différents, quand on pensait que la Terre était infinie. Manifestement, nous allons vers des impasses, et plus nous avançons, plus le retour en arrière sera douloureux. D'autres voies de développement sont possibles, fondées sur la valorisation maximum des ressources plutôt que sur le prélèvement perpétuel de nouvelles ressources. *Deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources* pourrait être un bon slogan pour l'économie de demain.

Les politiques contre productives

Ces choix contre productifs ne sont pas exceptionnels. Aujourd'hui, on fait confiance à la concurrence pour faire baisser les prix. Ça peut effectivement donner de bons résultats dans de nombreux domaines, là où les compétences et le talent des hommes font la différence. L'émulation provoque la recherche et la mise en œuvre de solutions innovantes, sources d'économies. La concurrence se révèle ainsi un bon moteur de progrès, mais peut-on la généraliser à tous les domaines? Quand il s'agit de l'exploitation des ressources naturelles, ne conduit-elle pas à des impasses, susceptibles de ruiner les économies?

Ces ressources sont limitées, soit en quantité globale ou accessibles, soit du fait d'un rythme de renouvellement des stocks, soit encore du fait des conséquences négatives de leur utilisation: Ressources minières proches de l'épuisement, populations de poissons en danger d'extinction du fait d'une surpêche, ou effet de serre consécutif à l'utilisation de combustibles fossiles. La concurrence pousse chaque opérateur à élargir sa part de marché, et à accroître par tous les moyens ses capacités de prélèvement, alors qu'il faudrait maîtriser

le volume global prélevé. La logique des acteurs va à l'encontre de la logique du système global. On s'engouffre dans l'impasse avec détermination. Certains disent qu'on fonce dans le mur, et qu'on accélère ! Nous pouvons obtenir des résultats spectaculaires si nous savons changer de cap. L'important n'est pas la ressource, mais ce que l'on fait avec, le service qu'elle rend. La concurrence pour stimuler la créativité et la performance n'a pas de sens si elle pousse à cette accélération « *vers le mur* ». Elle en a, bien au contraire, si elle est mise au service de la valorisation des ressources. Tirer plus de profit pour la société de ressources par nature limitées. Plus de bien-être et de qualité de vie avec des prélèvements maîtrisés.

L'art de la navigation

Le cap de la transition n'est pas intangible. La nouvelle économie ouvrira des voies pour une croissance d'un nouveau type, mais il faut abandonner l'ancienne et s'aventurer sur de nouvelles mers. Selon que les vents soient favorables ou non, ou que des écueils se manifestent, pour rester dans une métaphore maritime, il faut savoir naviguer, louvoyer, contourner des obstacles. Ceux-ci prennent la forme d'évènements particuliers, de contraintes techniques inattendues, de résistances légitimes. Il faut accompagner le changement pour faire en sorte que chacun s'y retrouve. Même si la transition entretient sa propre dynamique, avec les forces vives qu'elle a su mobiliser, des pauses et des détours sont inévitables.

Quelques règles simples peuvent être énoncées pour passer ces moments difficiles, dans le respect du principe de réalité. En voici quelques-unes.

- Chercher le génie du lieu, de la communauté, faire ressortir les compétences d'un groupe humain ou d'un territoire, pour *faire « avec » le plus possible, « contre » le moins possible*⁶.
- Ne jamais donner l'impression qu'un délai, un ballon d'oxygène temporaire, ne puisse être une remise en cause de l'orientation générale. Ce serait trahir les acteurs les plus avancés dans la transition, et souvent mettre en difficulté ceux qui ont pris des risques. Le contre choc pétrolier des années 1970 a fait bien des dégâts et marque encore les esprits.
- Eviter « *l'acharnement thérapeutique* » qui consisterait, évidemment pour des raisons louables, à faire durer artificiellement des activités destinées à disparaître ou à se transformer en profondeur. L'accompagnement doit veiller à l'avenir des personnes, qui ont vocation à retrouver un nouvel équilibre à la suite de la transition, mais pas de l'activité pour elle-même. Les ressources disponibles, toujours comptées, ne doivent pas être détournées de la conduite de la transition.
- Veiller à ce que les solutions d'aujourd'hui ne soient pas les problèmes de demain. La tolérance vis-à-vis des pollutions agricoles, par exemple, retarde la transition de cette activité et dégrade des ressources (eau douce, eau littorale, paysage, sols, etc.) qui manqueront gravement demain. De même, les solutions au besoin de logements qui provoqueraient un étalement urbain incontrôlé peuvent coûter très cher, demain, à la fois pour leurs occupants et pour la collectivité.

Beaucoup d'autres règles de ce type pourraient prolonger cette énumération. Il ne s'agit somme toute que d'anticiper, de se projeter dans l'avenir et de ne pas accepter, parmi les compromis envisageables, ceux qui affecteraient nos chances d'opérer convenablement la transition. Une « *règle d'or* » d'un nouveau type.

12 mots pour illustrer que « *Demain sera plus souriant qu'aujourd'hui* »

Alimentation
Cuisine
Potager
Avenir

Cadastre
Recoin
Banc
Génie

Atout
Musique
Papier
Cadeau

⁶ Gilles Clément, *Le jardin planétaire*, 2000

Alimentation



Voilà un sujet bien prosaïque, voire trivial, mais il nous offre une entrée royale et populaire à la fois dans l'univers du développement durable. L'alimentation entre pour environ un tiers dans notre « *empreinte écologique* ». Ce sont notre vie quotidienne, notre santé, notre plaisir, nos fêtes, notre vie familiale et sociale qui sont concernés. Les pays riches comme les pays pauvres peuvent souffrir d'une mauvaise alimentation, entre obésité et carences. L'alimentation, c'est aussi toute une économie, des savoir-faire, une chaîne de production et de transformation, des problèmes de conservation

et de stockage, un énorme business et des enjeux de commerce international. Tout y est, culture, économie, société, santé, et bien sûr environnement : la matière première de notre alimentation vient de la terre et du soleil, sous un tas de formes différentes.

Préserver et même renforcer la productivité de nos sols et de la mer est une des clés de l'avenir de l'humanité. De nombreux travaux montrent que ce n'est pas gagné d'avance. Nourrir les 9 à 10 milliards d'êtres humains qui peupleront la planète en 2050 n'est pas évident, surtout si nous laissons se dégrader nos écosystèmes. Il semble que ce ne soit pas désespéré, mais un des paramètres déterminants est justement la composition de notre alimentation. L'élévation du niveau de vie conduit souvent à changer les modes traditionnels, au profit d'un modèle « *occidental* » où la viande joue un rôle important, ce qui alourdit nettement le bilan écologique. Il faut créer d'autres modèles d'alimentation, et les populariser.

L'innovation en cuisine, c'est le choix des aliments, et la manière de les préparer. La richesse de l'offre de la nature a été négligée. Puisque nous sommes nombreux, privilégions les réponses de « *masse* », voilà le raisonnement qui semble avoir dominé jusqu'à présent. Le sur-mesure et le local, le circuit court, ne semblent pas être à l'échelle du problème. La diversité en a pris un grand coup. Les semenciers ont réduit le nombre de variétés de céréales effectivement cultivées, la sélection a éliminé de nombreuses races de porc ou de bovin, etc. L'adaptation au milieu et aux habitudes alimentaires ont été ainsi laissées de côté. Un mouvement de retour aux variétés locales est-il possible ? La diversité des pratiques alimentaires est un réservoir où il faut puiser abondamment. Il faut même fonder l'innovation sur ces bases.

Prenons l'exemple des légumes secs. Particulièrement économiques, pour les consommateurs et pour la nature, leur consommation diminue avec l'élévation du niveau de vie. A cela des raisons de prestige et de position sociale, bien plus que gustatives ou nutritionnelles. En France, la consommation moyenne par an et par habitant a été divisée par 10 en un siècle. L'art culinaire et une bonne promotion peuvent-ils retourner la tendance, et donner envie de remettre les lentilles et les haricots au cœur de nos menus ? Préparés selon de nouvelles recettes, dans l'air de notre temps, pour satisfaire les plus exigeants, tant pour leur palais que pour leur santé. La mode et l'imitation des personnalités en vue sont alors de bons ressorts. Faut-il encore que le mot « *écologie* » ne soit pas associé à privation ou à pénitence. Il y a du plaisir personnel, sensoriel, sensuel, à faire du bien à la planète, profitons-en !

L'alimentation est le reflet d'un mode de vie. S'asseoir tranquillement autour de la table, et prendre le temps de savourer un repas, même des plus simples, voilà un plaisir qui peut parfaitement s'accorder avec l'amour de la planète. L'UNESCO ne s'y est pas trompé en inscrivant le repas familial Français au patrimoine mondial. Ce « *patrimoine* » ne doit pas rester figé. Il s'agit à présent de le faire vivre pour notre plaisir, un plaisir « *durable* ».

Cuisine



Partons du local, de la cuisine, pièce majeure de toute habitation, bien que longtemps négligée, reléguée au rang de pièce de service. Et pourtant, nous y passons de longues heures, et c'est à la cuisine que les Français prennent l'essentiel de leurs repas. C'est même pour une grande majorité d'entre eux le lieu où sont pris *tous* les repas.

Un retour, en somme, à la pièce commune, à la campagne, où une seule grande salle servait à la fois à faire la cuisine, à manger, à de petits travaux domestiques, à recevoir les amis et les gens de passage, et même parfois à dormir. Une salle qui

bénéficiait de la chaleur du foyer, cheminée, poêle ou cuisinière, qui faisaient d'une pierre deux coups : chauffer et cuisiner.

Mais aujourd'hui, ces cuisines sont petites, le mètre carré coûte cher, et il est plus prestigieux d'avoir une grande pièce « *à vivre* », qui est finalement bien moins occupée que la cuisine.

Ne croyez pas que la situation ancienne soit idyllique. Outre le peu d'intimité qu'elles offraient, les grandes salles étaient le plus souvent sombres et polluées. La combustion dans un local fermé produit des émanations, que le tirage de la cheminée ou de tout autre appareil doit éliminer. Encore aujourd'hui, par grand froid, la tentation de se calfeutrer exagérément entraîne des morts, quelques centaines par an en France. Dans les cuisines, le simple fait de faire chauffer des ingrédients, avec des matières grasses notamment, provoque des émanations. Nous sommes sensibles aux odeurs, qui parfois ouvrent l'appétit, mais elles ne sont que la partie émergée de l'iceberg : nous respirons bien d'autres choses, dont certaines ne sont pas très bonnes pour la santé. Et puis, quand on ne cuisine pas à l'électricité, il y a les feux, qui brûlent de l'oxygène, et produisent du gaz carbonique et de l'humidité. La qualité de l'air est un point très sensible dans les cuisines, et la santé n'est pas que dans l'assiette.

Le régime alimentaire est un grand sujet d'actualité : l'obésité se répand dans nos sociétés, du fait des modes de vie et de l'alimentation. Il y a aussi les maladies cardiovasculaires, le diabète, et bien d'autres maux qui sont directement liés à l'alimentation. Il y a aussi le poids écologique de notre alimentation. Il faut produire les denrées de base, céréales, légumes, viandes, etc., les transformer, par exemple en farine et en pain, les acheminer vers les lieux d'achat, après les avoir conditionnés. Une fois chez vous, vous « *faites la cuisine* », et vous rejetez des épluchures, des emballages, des restes, qui repartent dans les déchets ménagers et les eaux usées, qui doivent être traités. Toute cette filière représente une pression sur l'environnement, consommation de ressources, rejets de toutes natures dans des processus de transformation, et les transports. C'est une contribution à notre « *empreinte écologique* », un tiers environ.

L'alimentation est assurément un secteur où des progrès sont possibles, en jouant la carte de la qualité et de la proximité. C'est toute la chaîne qu'il faut améliorer, en resserrant notamment le lien entre producteur et consommateur, en réduisant la quantité de transport nécessaire, en favorisant le commerce de proximité, en réduisant les emballages, et tout simplement en respectant le rythme des saisons.

Et puis il y a le plaisir. N'est-ce pas un plaisir de faire de la bonne cuisine, de sélectionner ses produits, de les mijoter, et d'en faire jouir sa famille ou ses amis ? La bonne cuisine, c'est aussi une valeur sociale.

Potager



Un tiers des Français jardinent, et leurs jardins représentent une surface d'un million d'hectares, soit autant que les réserves naturelles. 5000 tonnes de pesticides sont utilisées par les jardiniers amateurs. Ça ne pèse pas bien lourd par rapport aux quantités épandues par les agriculteurs, mais elles sont utilisées dans des lieux sensibles, près des habitations. L'enjeu en vaut donc la peine, pour réduire les pollutions et pour diffuser une culture environnementale auprès du public.

Comment se passer des pesticides ? Cela commence dès la conception de son jardin et le choix des cultures. Le vieux principe de varier les légumes

qui se succèdent sur vos planches, année après année, est rappelé. Un bon compost pour enrichir la terre, et des traitements naturels : Les vieilles recettes sont toujours bonnes, et il faut les rappeler et les mettre au goût du jour.

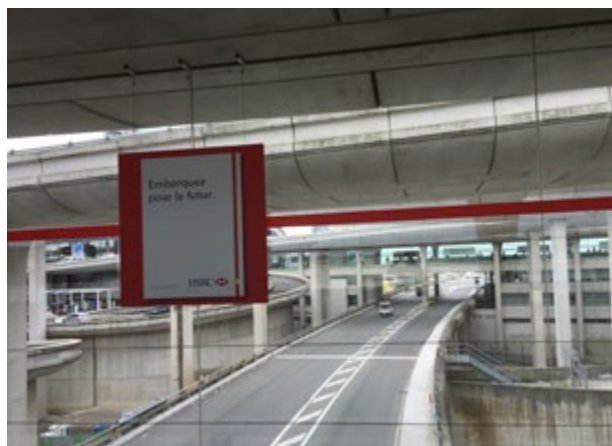
Le plus difficile est sans doute la petite révolution culturelle que ces pratiques demandent. Pour favoriser un meilleur enracinement du gazon, on va le couper plus haut. Adieu le gazon anglais tondu ras. Cela permet d'économiser de l'eau et des herbicides, mais la physionomie du jardin va un peu changer. C'est la même évolution dans les villes, où les herbes folles ont fait leur apparition. La nature sauvage reprend ses droits, mais pour certains, ça fait désordre, ou même sale. Les modèles du jardin idéal vont prendre un coup de vieux.

Pour abandonner ou réduire l'usage des pesticides, il faut des alliés. Ce sont les prédateurs des parasites que l'on éliminait avant avec des produits. Il faut parfois les séduire, pour qu'ils viennent s'installer chez vous. Vous devrez les attirer en créant des milieux favorables, comme des haies ou des mares, ou encore des nichoirs pour les oiseaux. Tout compte fait, ça diversifie votre jardin, c'est plutôt sympa, mais ça oblige à devenir savant. Ce sont des mécanismes biologiques que l'on active ou que l'on favorise. Il faut apprendre à les connaître pour les maîtriser et en faire bon usage.

Rassurez-vous, ils sont souvent très simples, vous les trouverez dans les nombreux magazines de jardinage. Ils demandent juste un peu d'attention, de sens de l'observation, voire de curiosité. C'est une école de la nature. Votre potager est un petit biotope, que vous faites vivre et dont vous extrayez les fruits. Abandonnez toute idée de le contraindre, de le forcer et le faire entrer dans un moule. Il vous faudrait pour cela rendre votre culture artificielle, et faire usage de nombreux produits, pour apporter à la plante les aliments dont elle a besoin et tuer toute autre forme de vie. Au contraire, laissez faire la nature, en favorisant les penchants qui vous intéressent, en pilotant finement un foisonnement qui peut vous paraître du désordre, mais qui est l'expression d'une richesse extraordinaire.

De l'intelligence et de la sensibilité, au lieu de pesticides. Toute une culture qui ne s'improvise pas, mais qui s'approfondit à la pratique. Les échanges que tout jardiner entretient avec ses voisins, et parfois même ses communautés d'internautes, jouent un rôle important dans cette « *acculturation* ». Réduire l'usage des pesticides dans son potager, c'est bon pour l'environnement comme pour votre porte-monnaie. C'est bon pour votre santé, physique et mentale. Et c'est bon pour la vie sociale. Y a pas à hésiter !

Avenir



La ville est l'avenir de l'humanité, nous affirment les experts, statistiques à l'appui. La moitié de l'humanité vit dans des villes. Dans des univers artificiels, des concentrations humaines parfois gigantesques, de plusieurs dizaines de millions d'habitants. Six d'entre elles dépassent les 20 millions, Tokyo 37 millions, rendez-vous compte ! et loin derrière New York, Mexico, Séoul, Bombay et Sao Paulo.

L'espace est rare, il faut concentrer les hommes pour l'économiser. Il est vrai qu'on lui demande de plus en plus de choses, à cet espace réputé « naturel ».

Notre nourriture, notre énergie, nos matières premières, notre détente, nos paysages, notre eau douce et notre air pur, et notre patrimoine biologique. Et comme nous serons de plus en plus nombreux, « *la ville n'est pas un problème, c'est la solution* ».

La solution est malgré tout couteuse. L'empreinte écologique des villes est lourde. Rapportée au nombre d'habitants, l'empreinte d'un Londonien est supérieure de 8 % à celle d'un sujet moyen de Sa Majesté. Si les villes sont notre avenir, il faudrait qu'elles soient plus performantes. Côté efficacité des concentrations humaines, il y a encore du boulot.

Pour relever le défi, la nouvelle tendance est d'aller plus loin dans l'autonomie des grandes agglomérations. Il va falloir que les villes nous nourrissent, et qu'elles fournissent leur propre énergie. Au moins, qu'elles n'émettent pas de pollution ni de carbone. On voit apparaître d'immenses projets de ce type. Masdar City, à Abou Dhabi. Dédiée aux technologies du développement durable, sans voiture, sans aucune émission de gaz carbonique, elle doit accueillir 50.000 personnes et 1.500 entreprises sur 6 km². Architecte : Foster & Partners. Initiative gentille en comparaison avec l'ambition de la Ziggurat, à Dubaï qui accueillera 1 million d'habitants sur 2,3 km². Une ville en forme de pyramide, complètement autosuffisante. Zéro carbone, autonome en énergie grâce aux vents et au soleil. Conception Timelinks. Autre inspiration, le projet de Vincent Callebaut d'une « *ferme métabolique pour l'agriculture urbaine* », sous le nom de Dragonfly, à New-York. Un projet où « *La végétation foisonne, la terre grouille d'insectes et les animaux de ferme sont élevés librement en viviers par les consommateurs urbains à faible revenu. L'architecture devient comestible !* ».

Les projets se multiplient. Ce sont des écosystèmes d'un nouveau genre, de haute technologie, tous présentés comme écologiques, à leur manière, zéro carbone, et souvent auto suffisante en nourriture. Les villes de demain retrouvent les jardins des villes d'hier, mais sous une forme parfois surprenante.

Un autre avenir, est la ville lente. De taille humaine, fondée sur les relations entre ses habitants et la capacité à produire sur place ou à proximité tout ce dont elle a besoin. La simplicité, mais aussi la performance, l'efficacité pour répondre aux besoins des habitants, une autre forme de démarche qualité revendiquée par le mouvement « *Cittaslow* ».

L'avenir n'est pas écrit, il est probablement multiple et c'est heureux. Ces deux orientations décrites brièvement ne s'opposent pas, elles se complètent en offrant plusieurs modes de vie, et il y en a sans doute encore beaucoup. Autant d'avenirs viables pourvu que les règles du jeu que nous établissons chaque jour, et que les techniques disponibles, ouvrent le champ du possible.

Cadastre



Le cadastre est un concept vieux comme le monde, ou presque. Plus de 4000 ans, nous disent les archéologues. Un peu comme les recensements, dont les plus anciens datent de la même époque, sous le règne des pharaons. Ce sont des instruments de connaissance, et surtout de pouvoir pour les princes, qui pouvaient ainsi faire le décompte de leurs richesses et de leurs sujets, pour lever l'impôt et faire la guerre. Le cadastre est resté longtemps dédié à la reconnaissance du droit de propriété et au calcul de l'impôt. Depuis quelques années, une nouvelle orientation est apparue : faire du cadastre le recueil de

connaissances multiples, pour caractériser une parcelle sur de nombreux plans. Le pouvoir qui en résulte n'est plus réservé aux dirigeants. Chaque propriétaire peut en bénéficier et valoriser les qualités reconnues de son terrain.

C'est à partir de travaux sur le paysage urbain des villes moyennes, réalisés par le cabinet Eco-Projet au milieu des années 1970, qu'est né le concept de « *cadastre vert* ». Il s'agissait alors de mettre en évidence l'importance du patrimoine végétal ignoré des traditionnels plans d'espaces verts des communes. Une approche intégrée et participative, où étaient répertoriés les éléments végétaux selon plusieurs critères, et notamment des critères d'usage et de perception de la part des habitants, d'ailleurs mis à contribution dans la phase de relevé. De nombreuses villes se sont ainsi dotées de cadastres verts, sous des formes diverses, intégrés par la suite à des systèmes d'information géographique, SIG, informatisés et aisément mobilisables pour des études d'environnement ou d'aménagement.

Après la végétation, le soleil. C'est en 2013 que Paris publie le premier cadastre solaire en France, suivi de Lyon (dans le cadre de son plan climat énergie) et tout récemment de Brest, pour ce qui est des grandes villes. Des communes rurales ont de leur côté développé des approches similaires, pour susciter des vocations parmi leurs habitants. Les parcs naturels régionaux ont souvent joué un rôle important en appui à ces petites communes. Tous les modes de valorisation des rayons du soleil sont au rendez-vous, aussi bien thermique (pour l'eau chaude et le chauffage) que photovoltaïque (pour l'électricité). Là encore, le potentiel solaire est souvent intégré à des SIG, pour en faciliter l'exploitation.

Bien d'autres caractéristiques pourraient faire l'objet d'un cadastre spécifique. Le niveau d'exposition au bruit, par exemple, fait l'objet d'un cadastre d'exposition au bruit (en Suisse) ou cadastre du bruit routier (en Belgique). On pourrait aussi imaginer des cadastres pour les eaux pluviales ou la capacité de rétention (ou d'infiltration) des parcelles, pour la qualité de l'air, etc. Le report sur un cadastre et l'accès à l'information qui en résulte serait une incitation à valoriser les atouts ou à maîtriser les faiblesses des îlots, en ville ou dans les villages. Une connaissance qui serait alors largement diffusée lors des transactions, et qui serait intégrées à des plans d'action, tels des plans de développement économique, des plans énergie-climat territoriaux, ou des plans d'urbanisme.

La valorisation des ressources locales constitue une des voies vers le développement durable. Pour cela, la connaissance du potentiel et de la manière de l'utiliser au mieux ne doit pas être réservée aux experts ou aux dirigeants, elle doit être disponible et présentée dans un langage que chacun peut comprendre. Un vrai « *bilan de compétences* » pour une parcelle ou un morceau de ville. Un cadastre pour chacun et pour la planète, un exemple supplémentaire du concept de double dividende, constitutif du développement durable.

Recoin



Il y en a partout. Au hasard des rues, vous trouvez des recoins hérités du passé. Des règles d'urbanisme changeantes, comme les règles d'alignement, des choix anciens de propriétaires sur l'implantation de leur immeuble, des restes d'expropriations et des délaissés, etc. Et nous voilà bien embarrassés, avec ces recoins qui finissent mal, en décharges ou en toilettes publiques.

Parallèlement, l'espace est un bien rare, surtout dans les villes denses. On en cherche toujours, pour de multiples raisons. Ici, ce sera pour implanter un mobilier urbain. Le concept de « *jardin de poche* », qui nous vient de nos amis suisses et américains, est l'illustration d'une approche ambitieuse de cette volonté d'installer des aménités pour habitués et promeneurs de passage. C'est une sorte de petit salon en plein air, conçu et partagé entre voisins, et ouvert à tous ceux qui ressentent le besoin de se poser un instant dans la ville.

Là, ce sera un recoin pour la biodiversité. Une aire végétalisée, un arbre dont le développement sera adapté

au volume disponible, un sol libre pour installer une plante grimpante et recouvrir un mur de verdure. Un triple dividende peut être visé, un élément de « *pas japonais* » dans une « *trame verte* » pour la biodiversité, une touche de couleur dans un paysage urbain à requalifier, et même un peu de fraîcheur grâce à l'évapotranspiration au moment des fortes chaleurs. Voilà des recoins bien agréables.

Plus loin, les deux roues trouveront un lieu de parking. Avec ou sans moteur, ils se multiplient comme des lapins, et on ne trouve pas de place où les mettre. Le moindre parking à vélo est saturé, et c'est bien pire pour les motos. Pourquoi ne pas dédier les recoins qui s'y prêtent, à l'écart des passages effectifs de piétons, pour y installer des dispositifs à vélo, ou peindre au sol des emplacements autorisés pour les deux roues motorisés? Cela évitera de voir les trottoirs encombrés là où il y a du monde.

Et puis il y a la solution conforme à l'observation sur le terrain. Ces recoins deviennent des décharges? Faisons-en des lieux de dépôt de déchets, mais organisés, avec des bacs de tri. Ce sont des toilettes publiques? Installons-y des toilettes, mais des vraies, propres et bien entretenues. Ou encore, des toilettes pour chiens, « *espaces canins* », pour préserver les rues avoisinantes. Il faut pour cela que les lieux s'y prêtent, volume disponible, accessibilité, emplacements de réseaux, mais mieux vaut « *faire avec* » quand cela est possible.

On le voit, les recoins peuvent perdre leur statut de délaissés pour trouver un véritable usage. Dans tous les cas, l'écoute des voisins sera déterminante. Tout d'abord, pour faire le bon choix, et aménager les lieux de la bonne manière, et ensuite parce qu'il faut prendre en compte la vie après les travaux. En particulier s'il est prévu des plantations, pourquoi ne pas en confier l'entretien à des riverains, comme il se fait aujourd'hui pour les pieds d'arbres en ville? Les recoins doivent devenir des occasions de rencontre et de vie sociale. Ils peuvent se situer à mi-chemin entre l'espace public et l'espace privé, offrir une note de fantaisie dans un univers trop uniforme. Les recoins bien « *recyclés* », réintroduits dans les circuits « *naturels* », participent ainsi à l'intensité de la ville, à sa richesse, au plaisir d'y habiter. Une chance à ne pas laisser passer.

Banc



Le fameux volet social du développement durable vise à lutter contre toutes les formes d'exclusion. Il en est une promesse à un bel avenir, celle des vieux, dont le nombre s'accroît régulièrement. Le collectif « *Combattre l'isolement* »⁷, constitué de huit associations dédiées à l'entraide et à la lutte contre l'exclusion, a mené une grande enquête auprès de 5.000 personnes âgées de 60 ans et plus. Il s'agissait de mieux comprendre comment l'isolement engendre un sentiment de solitude, facteur aggravant d'exclusion et de souffrance.

Cette étude met en évidence le problème du confinement à domicile. Un problème d'autant plus grave qu'il survient progressivement, sans crier gare. La perte de capacité à se déplacer tient à peu de chose : pas d'ascenseur ou un ascenseur qui fonctionne mal, et bien sûr l'absence de banc pour se reposer, marquer des haltes dans un déplacement. A défaut, on reste chez soi, de crainte d'une trop grande fatigue, et c'est la solitude. C'est fou ce que le simple fait de pouvoir se déplacer peut ouvrir le monde. L'autonomie de mouvement est une véritable source de liberté, et son absence est vécue comme un enfermement. Les solutions ? Des commerces de proximité, et des transports en commun adaptés, mais aussi des bancs publics. Les amoureux devront les partager.

Certaines villes ont imaginé, notamment dans cette perspective, de créer des « *jardins de poche* ». Cela répond au besoin identifié dans l'enquête : « *Créer des lieux de rencontres où se mélangent les jeunes et les vieux, et permettent aux acteurs présents d'échanger leurs expériences et de découvrir leurs compétences respectives* ». Ces jardins de poche nous viennent d'Amérique, de New York précisément ou des « *pocket garden* » ont vu le jour dès les années 1960. Ce sont des petits espaces, à peine plus grands que des salons, aménagés comme lieux de rencontre, de repos, d'observation de la vie du quartier.

Il y a bien d'autres types de bancs, que l'on pourrait commenter. Laissons de côté le banc de touche, qui nous renvoie à l'exclusion, ou celui des accusés, nécessaire mais parfois garni avec précipitation.

Attardons-nous un instant sur le banc d'essai, instrument privilégié des associations de consommateurs. Il contribue à la transparence du marché, et permet de comparer des prix et des performances. Le rapport qualité/prix, élément déterminant du choix. Les paramètres à évaluer au banc d'essai sont multiples, et la difficulté est toujours de savoir lesquels sont à privilégier par rapport aux autres. Cette hiérarchie de valeurs reste le fait du consommateur lui-même, aucun banc ne peut le faire pour lui. Il peut juste aider à ne pas en oublier, à comprendre les conséquences de ses choix de consommation. L'essai comparatif est un auxiliaire de l'intelligence. Il ne doit pas s'y substituer, mais la stimuler, de même que tous les labels ou certificats. Il faut juste que ces essais ne soient pas consacrés exclusivement aux vertus attendues par le consommateur, mais qu'ils s'intéressent aussi aux attentes du citoyen, et intègrent des intérêts généraux. L'émission de gaz à effet de serre pourrait-elle devenir, parmi d'autres et notamment le prix de revient du service rendu, un critère de choix ?

⁷ Le Collectif « *Combattre la solitude* » : Association des Cités du Secours Catholique, Croix Rouge Française, Fédération de l'Entraide Protestante, Fédération Française de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, Fonds Social Juif Unifié, les petits frères des Pauvres, Religieuses dans les Professions de Santé, Secours Catholique/Caritas France.

Génie



Le génie dont nous allons parler est le « *génie du lieu* », celui qui donne sa personnalité à un territoire, et à qui chacun de ses habitants se réfère implicitement. Il y a les divinités des eaux, des forêts, des collines, qu'il convient de respecter, mais aussi les fées qui se penchent sur les berceaux, les magiciens qui vous donnent des talents. A Houdan (Yvelines), c'est la poule qui constitue ce talent. Une poule bien typée, avec sa huppe, race très ancienne, on en parle dès le XIV^e siècle, et évidente source de richesse. Une richesse historique, hélas, c'est-à-dire dépassée dès que la concurrence a contraint à l'abandon des pratiques traditionnelles. La qualité n'est plus à l'honneur, place à la quantité. La volaille de Houdan périclite au cours du siècle dernier, et frôle l'extinction. Quelques amateurs et collectionneurs la préservent, bien heureusement, et la voilà de retour, sous le signe de la qualité. La poule de Houdan, sous ses diverses formes du poulet à la poularde, revient sur les tables avec tous les honneurs. Elle retrouve progressivement sa place dans la culture et l'économie locale. Le génie du lieu est réveillé !

Cette histoire illustre la nécessité de faire allégeance aux caractéristiques de chaque territoire. A vouloir imiter un modèle, dont on observe le succès ailleurs, on entre en concurrence sur le terrain de ses adversaires tout en abandonnant ses atouts. Mauvaise stratégie. Tout l'art est de révéler ce génie et sa signification d'aujourd'hui.

Il peut revêtir de multiples habits. C'est la géographie, le climat, la géologie et les reliefs, c'est aussi l'histoire, les populations, les usages, les activités, les cultures, les savoirs et les savoir-faire. Le potentiel d'un site est influencé par ses alentours, les autres territoires et communautés humaines parmi lesquels il s'inscrit. C'est sa position de carrefour ou de cul-de-sac au fond d'une vallée. C'est un génie « *Arlequin* », aux nombreuses couleurs, qu'il faut découvrir et comprendre, pour aller tenter de les sublimer dans les projets que l'on échafaude.

Cultiver sa différence, sa spécificité, pour mieux trouver sa place dans sa région et dans le monde moderne. Appliquons cette approche aux éco quartiers. Ils fleurissent aujourd'hui. Point de nouveau quartier, de ZAC, d'extension urbaine qui ne se proclame pas « *éco* » ou « *durable* ». Les innovations techniques, à intégrer dans ces quartiers pour les rendre plus performants sont nombreuses et forcent l'admiration : il s'agit d'économiser des matériaux, de recycler l'eau, de composter sur place les déchets organiques, de récupérer l'énergie des égouts, de favoriser la biodiversité, de créer des microclimats, et de bien d'autres choses encore.

Le risque est grand, dans ces conditions, de se faire dominer par la technique. Ils doivent être au service des objectifs du premier rang : Cet écoquartier, pour quoi faire ? Quel est le projet, humain, politique au sens plein du terme ? Pas de projet « *durable* » sans la mise à jour du génie du lieu.

Pour les humains, on parle de « *bilan de compétences* », où l'on cherche à mettre en évidence le génie propre de chaque personne, parfois enfoui dans des profondeurs. Le « *bilan de compétences* » d'un territoire consiste à retrouver le génie du lieu, de manière à mettre sa puissance au service du projet. Un projet qui ne peut être conçu sans rendre au génie du lieu l'hommage qui lui revient.

Atout



La recherche d'économies est parfois mauvaise conseillère. Telle économie immédiate pourra se payer cher plus tard et le dicton « *ça coûte cher d'être pauvre* » est là pour l'illustrer. Prenons deux exemples.

Le service militaire coûtait cher. Il est abandonné à la fin des années 1990 : les derniers « *appelés* » ont rendu leur paquetage le 30 novembre 2001. Il est vrai que la Défense nationale n'en avait plus besoin. A l'époque, l'idée de le transformer en service civil avait été évoquée, mais très vite, elle avait été enterrée pour cause d'économies.

On avait tout simplement négligé les autres « *services* » que le « *service* » rendait. Des sous-produits, forcément imparfaits du fait même qu'ils n'étaient pas la raison d'être de l'institution, mais

qui n'en étaient pas moins réels. Certains aspects ont toutefois été conservés, tels que le recensement d'une classe d'âge, qui permet de dresser un « *bilan de santé* » physique, culturel et mental des générations qui se succèdent. Les autres fonctions annexes du service militaire sont bien connues, d'ordre médical, social et sociétal, formation professionnelle, etc. Le brassage social en faisait partie, même si de nombreuses critiques ont pu être émises. Encore une fois, les fonctions « *sous-produit* » n'étaient pas remplies au mieux, mais elles l'étaient un peu malgré tout, et c'est mieux que rien.

Il y avait besoin d'une réforme profonde de cette institution, pour l'ouvrir au monde civil et à ses besoins, tout aussi légitimes que la Défense. Mais il y avait un savoir-faire, une compétence accumulée, qui était un véritable trésor. Comment organiser le rassemblement de 400 000 jeunes par an, les loger, les nourrir, les habiller, les soigner, leur donner une activité, les encadrer, les punir le cas échéant, ça ne s'improvise pas. Aujourd'hui, au nom du « *vivre ensemble* », à l'analyse des situations de ghetto, d'absence totale de contact entre jeunes d'origine ou de communautés différentes, le concept de service civil refait surface, mais le savoir-faire et les moyens logistiques ont été perdus. Saura-t-on les reconstituer, à quel prix, dans quel délai ? La mutation de l'ancien service militaire était délicate mais serait partie d'un socle bien réel, alors qu'il faut aujourd'hui tout reconstruire. Nous avons laissé filer un atout, au lieu de le jouer au bon moment.

Le risque est grand, aujourd'hui, de voir abandonner un autre capital social spécifique à la France, et qui constitue un de ses atouts : les communes rurales. Pensez donc ! 36 000 communes, c'est de la folie. Ça coûte cher, etc. Vous connaissez le discours. Eh bien, ce serait leur suppression qui serait une folie. La demande massive de nos concitoyens porte sur la proximité. Le pouvoir est bien loin, anonyme, sourd et aveugle. Chacun veut, et c'est légitime, disposer d'un accès aux institutions, d'un accès humain, en chair et en os, même si le virtuel permet de préparer les choses. C'est aux maires qu'il revient d'assurer cette fonction de proximité, d'écoute, de relais vers les pouvoirs publics aux échelles territoriales ou nationales. A défaut, combien faudrait-il de fonctionnaires pour le faire, et à quel prix ?

L'erreur est de demander aux maires de faire ce qu'ils ne peuvent pas faire. La fonction de lien social, d'animation d'une communauté, pour lui apporter sa cohésion, lui permettre d'exprimer un « *désir d'avenir* », est aujourd'hui primordiale, et doit être assumée par des « *politiques* », des élus, même à une toute petite échelle. Nos 36000 communes sont un atout formidable, à condition de dégager les maires de préoccupations techniques, à transférer à des communautés et autres groupements.

Musique



La musique offre une merveilleuse illustration de ce que peut être le développement durable.

Tout d'abord, une immense variété de genres, baroque, classique, jazz, rap, oriental, celtique, latin, sacré, guerrier, dansant, etc. chacun avec leurs spécificités et leur public, leur histoire : ils ne sont pas concurrents, mais complémentaires ; ils se conjuguent et se fécondent mutuellement, ils composent un paysage riche et diversifié. Ensuite, les mêmes ingrédients, les notes, peuvent être exploités à l'infini, un thème très simple donnant lieu à de multiples variations. Elle évolue en permanence, se recycle, traduisant ainsi l'évolution de nos sociétés, leur sensibilité, leurs angoisses, leurs sonorités, leurs techniques. Les talents individuels sont intégrés dans une œuvre collective, où se conjuguent ceux du compositeur, des interprètes, des luthiers et autres facteurs d'instruments de musique, sans oublier les techniciens qui prennent le son et le transmettent. Chaque interprétation de la même œuvre est différente, la création est permanente, avec ses succès et ses ratés. La création est collective, et chacun doit jouer son rôle, même

s'il y a les chefs d'orchestre, des solistes, des arrangeurs, comme les musiciens d'orchestre et les choristes. La musique crée de la richesse, à la mesure des émotions qu'elle produit, sans prélever de ressources naturelles. Elle contribue à dématérialiser l'économie, et offre des débouchés à une croissance qui ne sait plus dans quelle direction progresser. Elle n'en est pas moins gratuite, car ne semble pas répondre à des nécessités vitales, comme le manger et le boire, ou encore le logement et la santé. Mais l'émotion artistique ne constitue-t-elle pas un véritable besoin fondamental pour l'équilibre de nos sociétés ? L'homme des cavernes, pourtant en situation bien précaire au fond de sa grotte, éprouvait le besoin d'expression artistique, et de créations dont la valeur est avant tout sociale, et non matérielle.

Enfin, elle peut constituer un « *ascenseur social* » très efficace pour ceux qui ont un peu de chance en plus de leur talent.

Ces qualités ne sont pas propres à la musique, elles se trouvent dans la plupart des activités artistiques. La fabrication de biens matériels étant de plus en plus efficace, la fabrication d'émotions et de valeurs sociales, activité aussi vieille que le monde, est appelée à se développer au-delà de ce qu'elle n'a jamais été. Cette activité n'est pas totalement immatérielle, il faut du cuivre et de l'électronique (dont il ne faut pas pour autant négliger l'impact de la fabrication et de la destruction finale), sans parler de l'ivoire des touches de piano. Il faut des déplacements, des salles de concert, des affiches dans les rues, mais tout ça reste modeste par rapport à la valeur créée et aux flux financiers.

L'art et la musique ne sont pas des activités secondaires, périphériques dans des sociétés matérialistes que l'on a tendance à décrire avec complaisance. Ils constituent une dimension incontournable du développement durable. Ils fournissent des modèles de développement, des occasions de croissance formelle sans impact sur l'environnement et les ressources. Ils permettent d'instiller du talent et de la sensibilité dans le développement durable, indispensables pour stimuler la création technique et le progrès social.

Papier



J'ai un message vous transmettre. Deux solutions s'offrent à moi : je vous envoie un mail, ou bien j'écris mon message sur du papier et je vous l'envoie par la poste. Y a-t-il une formule plus écologique que l'autre ? Compte tenu de l'importance de l'effet de serre, nous pourrions en juger sur les bases d'un bilan carbone. L'exercice a été fait et donne un net avantage au courriel. 19 g de CO₂, contre 30. Va pour le courriel, c'est un bon choix. Méfions-nous cependant. Un piège nous guette. Un simple clic, c'est tellement facile ! Beaucoup plus simple et rapide que d'imprimer la lettre, ou de même de l'écrire à la main, de la mettre dans une enveloppe, de la timbrer et de la mettre à la poste. Et en plus, le mail ne coûte rien. Je peux en envoyer autant que je veux, c'est le même prix.

La comparaison n'est donc pas si simple. Il y a bien sûr d'autres paramètres que le carbone. Un courrier « papier » permet des fantaisies. Selon le destinataire et le degré de familiarité, vous pouvez ajouter de petites notes personnelles qui apportent un message complémentaire à celui qui est écrit sur le papier. Un message parfois même plus important. Mais restons dans le courrier impersonnel, professionnel, sérieux. Seul le message écrit compte. Dans ce cas-là, il n'y a pas photo, il y a net avantage au courrier virtuel. Mais comme je peux en envoyer autant que je veux pour le même prix, et que je n'ai même pas à me déplacer jusqu'à la boîte aux lettres ou à la poste pour acheter un carnet de timbres, la tentation est forte de multiplier les messages, de les diffuser en copie à un tas de gens que cela pourrait peut-être intéresser. Au total, la formidable facilité apportée par le courrier électronique conduit à en envoyer beaucoup plus. Et si au lieu d'écrire deux lettres, écrite à la plume sergent major et avec la plus grande attention, ce sont trois mails que j'adresse vite fait bien fait, l'avantage du virtuel disparaît.

Les chiffres du bilan carbone de l'informatique peuvent être contestés, et ils évoluent sans cesse. On peut donc espérer que les 19 g par message vont se réduire régulièrement, ce qui améliorera la compétitivité du virtuel par rapport au papier. Mais la facilité d'usage, qui devrait toujours s'améliorer avec la convivialité de l'informatique, restera toujours un piège contre lequel il faut se prémunir.

Les livres, en bon papier, agréable à toucher et à manipuler, qui sentent bon pour certaines éditions, vont-ils laisser la place à des formules virtuelles, accessibles sur des tablettes dont le maniement sera de plus en plus banal ? Les comparaisons entre le virtuel et le papier nous éclairent, nous donnent des ordres de grandeur, elles ne peuvent provoquer le choix à elles toutes seules. Surtout, elles ne peuvent pas nous exonérer du minimum de prise de conscience sur nos choix de consommation. Les facilités d'accès, tellement agréables, conduisent souvent à des excès. La tentation est forte de ne pas limiter notre consommation à ce dont nous avons vraiment besoin, ou à ce qui nous fait vraiment plaisir. Puisque c'est facile, allons-y gaiement, nous verrons après ce qui a véritablement été utile ou agréable. C'est une forme de boulimie dont nous pourrions être victimes.

Cadeau



Y a-t-il des cadeaux « durables » ? Mettons de côté la première condition à remplir : faire plaisir. C'est le préalable. Le développement durable consiste avant tout à répondre aux besoins, y compris celui de plaisir, sans doute aussi important que le manger et le boire.

Il y a sûrement les milliers de cadeaux durables, rassurez-vous, qui ne sont pas fabriqués par des enfants dans des conditions inhumaines, qui ne consomment pas de ressources rares, qui ne condamnent pas telle ou telle espèce naturelle

menacée, qui ne polluent pas exagérément, et qui sont facilement recyclables, réutilisables ou réparables. Permettez-moi de faire la publicité d'une catégorie particulière de cadeaux : les cadeaux immatériels.

Un billet pour un spectacle. Un spectacle qui sorte un peu de l'ordinaire, pour que ce soit un vrai cadeau, qui surprenne, avec un air de fête. Selon votre porte-monnaie, ce peut être un concert de musique populaire ou de l'opéra, un billet pour le match de football de division d'honneur ou de première division. Il y en a pour tous les goûts, et pour toutes les bourses. Il y a une gamme de formules, entre le spectacle unique ou l'abonnement.

Un cours de cuisine. Voilà une bonne idée ! Un cadeau qui enrichit son heureux bénéficiaire en lui apportant une compétence nouvelle, grâce à laquelle il va faire à son tour des heureux. Un cadeau qui rend fier, qui affirme un statut particulier dans le groupe familial ou social auquel on appartient. Un cadeau dont vous pourrez bénéficier en retour ! Beaucoup de restaurateurs ont ainsi ouvert des écoles de cuisine, il faut en profiter.

Il y a d'autres types de cours, le choix est immense. Des cours de musique, par exemple. Peut-être pas charitables pour les voisins, qui seront les témoins de répétitions laborieuses. Mais l'apprentissage de la musique, d'un instrument, contribue à l'épanouissement personnel, et pour les plus jeunes, contribue à la formation du cerveau. Dans le cas d'un casus belli avec les voisins, rabattez-vous sur les cours de dessin, plus consensuels et aussi formateurs. Il y a aussi les cours de danse, de natation, de bricolage, etc. sans oublier le jardinage et l'apiculture.

Si les cours ne conviennent pas, pensez aux visites, à la découverte de votre environnement. Pourquoi ne pas devenir, l'espace d'une journée, touriste dans sa propre ville ? Visites de musées ou de monuments, visites guidées sur un thème particulier, l'architecture, les oiseaux, les plantes, les sites industriels, les égouts, etc. Selon votre port d'attache et la curiosité des personnes à gratifier, vous trouverez bien une visite originale, qui permet de découvrir des aspects inédits de sa ville ou de sa région, et d'y prendre plaisir.

Et puis, il y a les livres. Les cadeaux immatériels, ou presque, ne manquent pas. Ils ont un point commun : ils sont constitués de savoir-faire humains. Ils sont doublement durables. En premier lieu, par leur faible impact écologique et la valorisation de ce potentiel humain, justement. Mais surtout parce ce qu'ils offrent au destinataire une ouverture nouvelle sur la vie. Une compétence, un talent, un éclairage inédit. Un enrichissement personnel à faire prospérer, un encouragement à une forme de croissance dont la seule limite est celle du génie humain.

Ils ont un défaut, qu'il faut bien reconnaître : ils ne brillent pas spontanément au pied du sapin de Noël. Il faut les mettre en scène, mais nul doute que vous saurez comment faire !

Un nouveau mode de mode de penser

Les initiatives présentées au précédent chapitre ont toutes nécessité un changement d'état d'esprit, l'abandon de pratiques traditionnelles, et parfois même un défi au bon sens. Nouveau Monde, nouvel état d'esprit, dans la ligne des enseignements d'Albert Einstein⁸. Le développement durable appelle un nouveau mode de penser.

La théorie du Réverbère

Le réverbère est bien commode pour chercher les clés que l'on a perdues. Vous connaissez tous cette histoire du bonhomme qui ausculte en détail le sol, dans le halo de lumière généreusement offert par un réverbère. Il y cherche ses clés. Il les a perdues ailleurs, il le sait bien, mais là, il y voit clair ! Nous sommes toujours tentés de chercher des solutions là où nous sommes à l'aise, dans un univers où nous pensons contrôler les choses, même si nous savons bien que c'est ailleurs que ça se passe.

Pour dire les choses autrement, nous préférons rester dans une impasse que l'on connaît bien, plutôt que de s'aventurer dans des territoires inconnus. Le risque de l'immobilisme, risque absolu car nous savons qu'il ne peut conduire qu'à la ruine, est préféré à celui d'explorer de nouvelles voies.

Le développement durable consiste justement en cette exploration. Le prolongement, même modernisé, des tendances du passé mène à l'impasse. Il faut donc imaginer des avenir originaux, et créer des dynamiques sociales qui vont permettre de les trouver. Il va bien falloir se résoudre à chercher au-delà du halo de lumière du réverbère.

Il va falloir aller au-delà de notre culture, et de nos savoirs. Nous faisons *comme avant* tout simplement parce que nous ne savons pas faire autrement. C'est un luxe (ou une paresse intellectuelle) que nous ne pouvons plus nous permettre, si nous voulons éviter l'*effondrement*, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Jared Diamond, dont le sous-titre est éloquent : *Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*⁹.

Trois changements pour sortir du halo de lumière

1945 : Une date clé, l'époque de référence pour la plupart de nos politiques économiques et sociales, et pour nos institutions, Françaises et internationales. Des objectifs nous étaient donnés, produire plus de denrées agricoles pour être autonomes et même exportateurs, faire de nombreux enfants pour repeupler la France et ses colonies, refonder la solidarité, avec des prélèvements sociaux portant sur l'emploi, pour ne prendre que 3 exemples qui font débat aujourd'hui, et qui seront développés plus loin.

Nous savons aujourd'hui que ces objectifs ne sont plus d'actualité. Ils sont même contre-productifs, allant à l'encontre du sens de l'histoire.

- Ce n'est pas chez nous qu'il faut produire plus de denrées alimentaires, mais dans les pays du Sud, qui ont été et sont encore profondément désorganisés par nos exportations. Chez nous, c'est la qualité qui est devenue la préoccupation majeure, mais on a bien du mal à la substituer la quantité, toujours dominante.
- Comment espérer trouver une réponse au vieillissement de nos populations en « *relançant la démographie* » (pauvre science, bien malmenée !), à une époque où le souci principal est la stabilisation de la population mondiale ? Le vieillissement est la conséquence naturelle et incontournable de cette stabilisation, et nous ferions mieux de nous y préparer plutôt que d'essayer vainement de la retarder, et de transmettre ainsi le problème entier aux générations futures.

⁸ Albert Einstein ne disait-il pas *qu'on ne résout pas les problèmes avec l'état d'esprit qui les a créés* ?

⁹ Jared DIAMOND, *Effondrement, comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, 2006

- Et enfin, pourquoi faire peser la protection sociale essentiellement sur les emplois ? On alimente ainsi une spirale négative, moins il y a d'emplois, plus ils sont taxés, moins ils sont compétitifs, et plus on a du mal à les préserver. Il faut casser cette spirale infernale, et découpler les prélèvements sociaux du coût d'un emploi. Comment imaginer qu'un dispositif conçu pour 2 % de chômage puisse encore fonctionner quand il y en a 5 fois plus ?

Nous avons des institutions, des habitudes, des partenaires, des méthodes et des savoirs, une culture : en changer est bien difficile. Ils nous apportent une lumière, ils sont notre réverbère, et s'en éloigner nous fait peur, même si chacun sait pertinemment que les solutions sont ailleurs.

La survie de l'Homme n'est pas sous le réverbère

En plein mois d'août 2012, le journal *Libération* publie un article inspiré de travaux publiés dans la célèbre revue « *Nature* ». Il s'agit de la survie de l'Homme sur la planète, affaire bien éloignée du réverbère, semble-t-il. « *Notre monde est au bord d'un changement d'état, une sorte de basculement vers l'inconnu*¹⁰ ». Ces informations n'étaient pas nouvelles. Ce que les scientifiques nous disent a déjà été annoncé par les économistes de l'OCDE, quelques mois plus tôt : « *La dégradation et l'érosion notre capital environnemental naturel risque de se poursuivre jusqu'en 2050, entraînant des changements irréversibles qui pourraient mettre en péril les acquis de deux siècles d'amélioration des niveaux de vie*¹¹ ».

Nous naviguons gaiement vers des zones inconnues, pleines de récifs et de dangers redoutables, notre « *civilisation* » peut s'effondrer brutalement, mais pourquoi en parler, ce n'est pas sous le réverbère. Le sujet n'est pourtant pas anodin, ni même inintéressant, en pleine crise, au moment où il faut justement trouver des axes forts pour « *tirer* » nos économies hors du marasme où elles se trouvent. Pourquoi un tel aveuglement, qui relève du déni, tellement les avertissements sont clairs et concordants, mais malgré tout rejetés.

Plusieurs réponses peuvent être avancées. Tout d'abord la maladresse des porteurs du message d'alerte. Il n'est pas facile de jouer les Cassandres, de troubler le jeu quand tout le monde s'amuse. Peut-être ne faut-il pas, justement, se vêtir des attributs de Cassandre, malgré les bonnes raisons que l'on peut avoir de le faire. La manière de faire passer le message ne s'improvise pas, surtout si le message dérange. Mais ce n'est pas parce que le message a été maladroitement présenté qu'il est faux pour autant. Il y a des exagérations et des fantasmes, des inquiétudes millénaristes sans fondement véritable, mais sachons faire le tri, *Nature* et l'OCDE ne sont pas des plaisantins ni des affabulateurs. Les raisons de s'inquiéter sont fondées.

Une autre raison peut être le pessimisme qui accompagne l'information. Selon *Libération*, certains membres de l'équipe scientifique mobilisée par *Nature* sont « *terrifiés* » par les conclusions de leurs travaux. Nous aurions déjà atteint un point de non-retour, nous allons inexorablement vers des catastrophes. C'est le rôle des scientifiques de décrire la situation et ses conséquences probables, mais l'observation et l'analyse ne font pas appel aux mêmes qualités que l'entreprise et l'innovation. Il faut des changements profonds dans nos modes de production et de consommation, les scientifiques peuvent le mettre en évidence, mais ce ne sont pas eux qui trouveront ces nouveaux modes de production et de consommation. La sortie de crise doit être éclairée par la science, mais elle ne viendra pas des scientifiques. S'il faut imaginer des ruptures, ce sont les « *hommes d'action* », animés par l'esprit d'entreprise, les entrepreneurs de tous genres et de tous statuts, qui les trouveront. On pourrait aussi parler d'aventuriers ou d'explorateurs, mais ces mots pourraient faire peur. Nous conserverons le terme d'*entrepreneur*, au sens large, celui qui n'a pas peur de s'éloigner du réverbère.

10 *La Terre voit venir le changement d'ère*, par Laure Noualhat, *Libération*, 10 août 2012

11 *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : les conséquences de l'inaction*. Mars 2012

L'esprit d'entreprise pour s'éloigner du réverbère

Le déni est aussi le fruit d'une culture. Notre apprentissage de la vie nous a donné des repères, un cadre de pensée, à la lumière de notre réverbère personnel. Tout ce qui ne rentre pas dans ce cadre est difficile à admettre, nous ne savons pas l'insérer dans notre système mental. L'évidence des phénomènes nous conduit parfois à les accepter formellement, du bout des lèvres, dans les discours, mais nous sommes souvent incapables d'en tirer la moindre conclusion opérationnelle. Il en résulte un attentisme généralisé, où chacun s'observe, avec l'espoir que les vrais problèmes se manifesteront plus tard, quand d'autres auront pris la relève. Une sorte de comportement d'autruche pourrait-on dire. Merci pour les générations futures.

L'attitude de l'entrepreneur est à l'opposé. Un nouveau monde se dessine sous nos yeux, avec de nouvelles règles du jeu : voilà une occasion d'innover, d'intégrer les incroyables avancées scientifiques des dernières années, le niveau exceptionnel de connaissance auquel nous sommes parvenus sur la matière et le vivant, bref toutes nos capacités humaines pour imaginer une nouvelle forme du « progrès ». Pour bousculer le déni et transformer les dangers en défis fondateurs d'une nouvelle étape dans la vie de l'humanité, il faut que les « entrepreneurs » s'emparent du développement durable, eux qui n'hésitent pas à s'éloigner de leur réverbère.

Ce n'est pas facile d'admettre que la vision que l'on a du monde est limitée. On considère immuables et définitifs des postulats qui ne sont que le produit d'une pensée marquée par son époque. Le vieux principe « *croissez et multipliez* » a repris toute sa vigueur en 1945, et l'immensité des besoins donnait une orientation claire pour les économies, il fallait produire plus. Le débat, les confrontations se polarisaient sur le meilleur moyen d'y parvenir, mais l'objectif général a imprégné les mentalités. Les économistes sont nés avec la religion de la croissance, et comme ils n'en ont pas d'autre de rechange, il faut bien que cette croissance soit éternelle. Nous savons aujourd'hui que ce ne peut être le cas que si cette croissance est *immatérielle*, et si les *rejets* font l'objet d'autant d'attentions que les *ressources*. Et nous avons encore tant de choses à apprendre !

Prendre du recul par rapport à l'univers qui vous a donné toutes vos références, est bien difficile. « *On a toujours fait comme ça* » est la réponse classique à toute demande de changement. Mais le monde bouge, et il importe de ne pas rester fixé sur des théories émanant d'un contexte particulier. Jared Diamond nous a montré comment le maintien contre vents et marées d'un mode de vie et de valeurs, a conduit bien des civilisations à leur disparition. A l'inverse de la « *libre pensée* », les codes rigides et intangibles ferment le champ du possible, et empêchent de prospecter sur de nouvelles terres. Il faut donc abandonner l'idée que nos références sont absolues, surtout si nous avons baigné dedans depuis l'enfance. Elles ne sont que relatives, contingentes et affaire de circonstances, pour ne pas dire de réverbères. *Adaptabilité, réversibilité*, sont quelques maîtres mots du développement durable. Ils ne concernent pas uniquement les réalisations, ils doivent aussi s'appliquer à nos modes de pensée.

Les réverbères pervers

Le débat public est marqué par des termes marquants ou des affirmations définitives, qui en constituent les points de référence. Le malheur veut que ces expressions, malgré ou à cause de leur vigueur, soient souvent fallacieuses. Au lieu d'éclairer des échanges, elles apportent de la confusion en introduisant une sorte de péché originel dans la manière même d'organiser le débat. Ces expressions font fonction de réverbère, en projetant une lumière particulière sur un phénomène. Mais l'éclairage qu'elles fournissent est trompeur, et il vaut mieux s'éloigner de ces réverbères, qui pervertissent les modes de pensée.

Voici trois affirmations bien connues et souvent reprises. Des classiques qui détournent le débat des vrais enjeux.

Travailler plus pour gagner plus

« *Travailler plus pour gagner plus* » est une formule trompeuse.

Trompeuse parce qu'elle laisse entendre que le fruit du travail est proportionnel au temps passé. La productivité est passée sous silence, alors que c'est une variable essentielle. Le sens du travail, ce à quoi il sert, l'attachement que l'on peut avoir à son travail, la solidarité dans une équipe, les conditions de travail, la reconnaissance du travail bien fait, et la qualité du management, voilà autant de paramètres dont dépend la production. L'esprit « *petit chef* » et le contrôle permanent sont démobilisant, alors que la confiance entretient l'esprit de responsabilité et la motivation. Des écarts importants de productivité du travail sont enregistrés en fonction de tous ces paramètres qualitatifs, bien au-delà des 10 % d'écart entre 35 et 39 heures, pour ne retenir que cette référence. Les seules conditions de travail dans les bureaux, qualité des locaux, confort et ambiance générale dans les bureaux produisent des écarts de productivité de l'ordre de 15 %. Rappelons que Google laisse à son personnel une liberté de 20 % de son temps au travail, et qu'il n'est pas perdant. En son temps, et dans une autre économie, Henry Ford l'avait bien pressenti en instituant la semaine de 5 jours sans réduction de salaire : « *Nous constatons que les hommes reviennent frais et dispos, après un repos de 2 jours, et qu'ils sont capables de mettre leur esprit ainsi que leurs mains immédiatement au travail* ¹² ».

La formule est trompeuse car elle ignore la nature de l'activité et ses contraintes. A quoi bon travailler plus si le marché est saturé, si c'est pour entrer en concurrence avec les acteurs infiniment mieux placés, ou pour fabriquer des biens d'un autre temps ? C'est la nature de l'activité qui est la variable déterminante, et non son volume. C'est une des raisons de la stagnation de la croissance en France. L'attention et les discours dominants portent essentiellement sur les facteurs de production, et notamment le coût du travail, alors que la vraie question porte sur la nature de ce qui est produit, rarement mise en cause. La qualité, l'intelligence des biens ou services, leur capacité à séduire, l'originalité de l'approche, en bref le talent pour ne pas dire le génie, voilà les moteurs véritables du développement, où l'économique et le social sont intimement mêlés. C'est le génie Français qu'il faut mobiliser, au lieu de s'acharner à faire durer artificiellement des productions d'un autre temps, ou de s'accrocher à des modèles venus d'ailleurs et peu compatibles avec notre culture.

La formule est trompeuse car elle fait oublier que *gagner* n'est pas une fin en soi. Ce n'est qu'une manière d'obtenir des ressources pour vivre, et ce sont bien *la vie* et *la qualité de la vie* qui sont les vraies valeurs à défendre. La formule « *perdre sa vie à la gagner* » résume clairement le danger : à quoi servirait de gagner plus si c'est pour vivre moins bien ? Le travail motivé uniquement par le gain d'argent pour pouvoir consommer perd son sens, son utilité sociale. Inféodé au désir de consommation, le travail ne répond plus aux besoins de la communauté, et le sentiment de tenir un rôle dans la société se perd inévitablement. Chacun se définit alors par ce qu'il consomme, et non par ce qu'il produit. La « *valeur travail* », pourtant célébrée avec ostentation, est mise à mal, puisque le travail n'a d'autre fin que de permettre de consommer. Les concepts de métier et de compétence se diluent derrière le seul « *emploi* », lui-même ravalé à la recherche de pouvoir d'achat.

L'emploi est bien autre chose qu'une clé pour la distribution de pouvoir d'achat. C'est un moment important de la vie. C'est un lieu de socialisation, c'est participer à la production de biens ou de services utiles à la société, c'est l'appartenance à un groupe social, c'est un statut dans la communauté, c'est une tranche de vie, même si celle-ci a une tendance historique à se réduire quantitativement. C'est une occasion de montrer ce dont on est capable, avec le sentiment de fierté qui l'accompagne. Les carences entraînées par la perte d'emploi montrent en négatif que l'emploi représente bien plus que l'accès à un pouvoir d'achat. Il s'agit notamment de dignité et d'indépendance, exigences auxquelles le travail doit apporter une réponse consistante. Comment exalter la « *valeur travail* » si celui-ci est vidé de sens ?

12 World's work, octobre 1926

La formule est trompeuse parce que le travail « *pour gagner plus* » est le travail marchand, salarié ou libéral. Elle néglige le travail domestique, tout aussi important en volume que le travail « *professionnel* », et de grande valeur sociale. Elle néglige l'autoproduction, et le potager, sans parler du travail « *collaboratif* », souvent gratuit mais gratifiant et enrichissant. La sphère du travail productif n'est pas limitée à celle du travail marchand, il s'en faut. Les nouvelles formes de travail montrent en plus l'interpénétration des statuts, et la difficulté de les distinguer.

S'il faut une formule lapidaire pour désigner un objectif d'ordre politique ou sociétal, ce serait « *travailler mieux pour vivre mieux* ». Il faut peu de choses pour transformer le sens d'une phrase. Deux mots, *mieux* et *vivre*, à la place de *plus* et *gagner*. Et le débat prend une tout autre orientation.

La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde

Une petite phrase, et tout est dit. Un message fort, qui restera la toile de fond de tous les discours sur le sujet sensible et complexe de l'immigration. L'immigration serait une bonne action, la BA du boy scout, une charge que l'on accepte pour des raisons humanitaires, avec un zeste de sentiment de culpabilité. Le problème est que cet a priori n'est pas fondé, qu'il relève plus d'un ressenti subjectif que d'une analyse objective. Les études sérieuses sur le sujet le disent de manière continue, l'immigration est un moteur de croissance, et le coût de l'accueil est largement inférieur aux fruits de cette croissance. Mais attention, les coûts se voient, alors que les bénéfices sont diffus et s'oublent rapidement. Ceux qui en profitent sont d'ailleurs les premiers à le cacher. Quand les choses vont mal, quand la croissance est en panne, quand l'ascenseur social ne fonctionne plus, il se manifeste un réflexe de refus, de « *ras le bol* ». Tous les discours de générosité se retournent contre leurs auteurs, au motif que « *charité bien ordonnée commence par soi-même* ». Le « *bon sens* » s'est fait une opinion, et aller à son encontre est un défi que peu de responsables politiques ou professionnels ont envie de relever, ce serait suicidaire. Un seul discours subsiste, celui du « *fardeau* », et cette situation empêche la mise en place de la seule politique convenable face au phénomène de l'immigration, organiser l'accueil pour que ça se passe bien (apprentissage de la langue, formation professionnelle, reconnaissance des talents et des diplômes, respect des cultures, brassages de populations, etc.), véritable condition du succès. Par exemple, le service civil (ou militaire), qui revient à la mode, pourrait être un puissant instrument d'intégration, s'il était ouvert à tous les nouveaux arrivants comme aux Français.

Le « *fardeau* » est un terme récurrent. En matière de lutte contre le dérèglement climatique, le mot est officiel, il est omniprésent dans de nombreux documents. La lutte contre l'effet de serre est donc présentée dès le départ comme une charge à laquelle il faut faire face. Bravo, on ne ferait pas mieux pour compliquer la mobilisation, voire la rendre impossible. On retrouve un appel à la générosité, un rappel de toutes nos fautes, notre consommation débridée, notre irresponsabilité, dont il faut assumer les conséquences. Dans ces conditions, le discours affirmant que la réaction pourrait être une bonne affaire, que les initiatives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre seront à l'origine de progrès en tous genres, et que le fardeau n'est, en définitive, qu'un investissement rentable, devient inaudible. L'opinion est réservée, et n'attend qu'un prophète climatosceptique pour remettre à plus tard ces investissements. Mauvais calcul, qui pourrait coûter très cher. En matière d'environnement, nombreux sont les discours de ce type. Au lieu de mettre l'accent sur les bienfaits d'une approche plus respectueuse des milieux et des ressources, nous avons fait de l'environnement un ensemble de contraintes et de directives fondées sur la dénonciation des fautes commises. Il y a effectivement danger à continuer à prélever sans précaution les ressources que la nature nous offre, et à polluer notre milieu de vie, mais il y a aussi beaucoup à gagner en respectant l'environnement, bien plus qu'en le dégradant.

La lutte contre les inégalités se situe dans le même contexte. Le sentiment dominant est que c'est une affaire d'ordre moral. Les hommes naissent libres et égaux, voilà la ligne de conduite, le principe à respecter. Bien sûr, mais ce n'est pas tout. Les fortes inégalités sont un frein à la croissance, et leur aggravation, que l'on observe actuellement, devient un véritable problème économique. Le concept de croissance inclusive, qui

permet d'inclure tout le monde dans sa dynamique, est devenu un élément de langage récurrent de la part de grandes organisations telles que l'OCDE. La lutte contre les inégalités n'est pas une œuvre sociale, c'est une politique économique. Un « *double dividende* » en perspective, voilà qui est durable.

En matière d'environnement comme en matière sociale, l'approche morale a fait beaucoup de dégâts. Elle parle au cœur, et revêt toutes les apparences d'une vérité incontournable, alors qu'elle n'est qu'une vision partielle et souvent partielle des choses. Elle va souvent à l'encontre des objectifs poursuivis, surtout dans les contextes de crise, et où le repli sur soi devient le refuge face à l'adversité. Cela ne veut évidemment pas dire que le cynisme et l'amoralité doivent gouverner les politiques sociales et environnementales, mais cela doit nous alerter sur les sentiments à mobiliser dans la communication. Cette mobilisation est indispensable, à la fois pour faire remonter les perceptions et les désirs de toutes les catégories d'acteurs, et pour obtenir leur adhésion aux mesures à mettre en place.

Le double dividende, gagnant-gagnant, a du mal à se faire accepter de l'opinion. Il faut qu'il y ait des gagnants et des perdants, un prix à payer pour chaque chose, une punition pour chaque faute. Le double dividende n'est pas de droit, il ne tombe pas du ciel, il faut le construire, et pour cela être convaincu qu'il est possible de gagner sur plusieurs tableaux à la fois. L'observation des faits, pour l'immigration, la lutte contre le réchauffement climatique, et les inégalités, montre que le double dividende est possible, et même que ne pas le rechercher conduit à la double peine, au double échec. Loin de s'opposer, les objectifs se conjuguent. Qu'attendons-nous pour être heureux ?

La bonne santé démographique de la France

La France fait plus d'enfants que les autres pays développés, réjouissons-nous. Le débat politique récent laisserait même penser qu'un coup de pouce à la natalité serait une bonne chose. Et pourtant, ce sont souvent les mêmes qui se félicitent de cette démographie vigoureuse, et qui s'inquiètent de la démographie galopante, et voient dans la surpopulation le risque principal couru par la planète. Comme le nuage de Tchernobyl, la nécessaire maîtrise de la population mondiale s'arrête à nos frontières. Les pays « *développés* » ne peuvent échapper à une modération démographique.

La croissance démographique offre des facilités. Elle donne de la souplesse, du fait du renouvellement des générations, et permet de tirer des chèques sur l'avenir. Si nos descendants sont plus nombreux, la charge pour chacun d'eux sera plus supportable. La stabilisation de la population change la donne, et devrait mathématiquement alourdir cette charge, au point que l'on parle de plus en plus de conflit de générations. Faut-il pour autant faire plus d'enfants, pour pouvoir faire comme avant, engager des dépenses dont la facture leur sera présentée ? Pourquoi pas, dans l'idée que le monde est infini, et nombreux sont encore ceux qui le croient. Pour ceux qui, comme Paul Valéry, ont pris conscience que « *le temps du monde fini a commencé* », cette perspective n'est pas raisonnable. La stabilisation de la population mondiale doit commencer en priorité dans les sociétés où la consommation par tête est la plus importante, dans les pays industrialisés. C'est là où il y a les plus grands gisements d'économies de ressources naturelles. Refuser cette évolution, ou la retarder, c'est faire cadeau des difficultés de la transition aux générations futures, un cadeau dont elles se passeraient volontiers. Paradoxalement, les tenants d'une politique nataliste préparent à leurs descendants des lendemains qui ne chantent guère.

Le débat sur les politiques familiales, sociales, et démographiques ne peut se fonder sur l'affirmation rassurante de la bonne santé démographique de la France. Un discours qui fausse les réflexions sur les retraites, sur la place des vieux dans notre société, la place de l'immigration, la santé publique, l'aménagement du territoire, etc. Nous avons une transition démographique à opérer, qui concerne tous les aspects de la vie. La stabilisation de la population se traduit inéluctablement par un vieillissement, sauf à un recours massif à l'immigration. Nous devons donc nous préparer à cette évolution, à défaut, nous la subirons dans les plus mauvaises conditions. Le discours lénifiant sur la bonne santé démographique est trompeur, il masque les enjeux, et retarde le lancement de la transition, et la rend ainsi plus compliquée.

Ce sera une épreuve, occasion de s'interroger sur de nombreux volets de notre organisation sociale, mais aussi économique. Aucune société ne peut considérer comme un fardeau un tiers de sa population, et l'enjeu sera

de changer d'attitude vis-à-vis des vieux, qu'il faudra bien considérer comme des producteurs potentiels, et non comme des assistés, hypothèse de référence dans les modèles économiques actuels. L'âge intermédiaire entre l'âge actif au sens habituel et le grand âge, qui émerge aujourd'hui, prendra toute son importance. Les formes d'activité vont changer, et le report de l'âge de la retraite ne peut être une solution. La frontière entre actif et inactif sera plus floue, et la production non marchande devra être prise en considération, comme évoqué ci-dessus. La transition démographique concerne aussi les jeunes, et l'équilibre de toute la société, qui doit garder un dynamisme malgré le poids accru des vieux. L'immigration est bien sûr une voie à explorer, et permet de repenser la question démographique Française dans une approche mondiale. L'apport de jeunes des pays du Sud peut résoudre nos problèmes, comme ceux des pays d'origine, submergés par l'excès des moins de 20 ans. Encore faut-il que cette politique soit assumée, et fasse l'objet de mesures propres à assurer l'accueil et l'intégration, dans l'intérêt partagé des pays d'accueil et d'origine.

*

* *

Ces trois exemples nous montrent que la manière de cristalliser un débat, les phrases qui les lancent et les structurent dans l'esprit des citoyens, peuvent aisément tromper l'opinion. Un débat mal posé ne trouvera jamais de bonne issue. Les cautères sur les jambes de bois ne sont pas loin, les fausses solutions qui posent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. Le développement durable, qui n'est autre que la recherche collective de nouveaux modèles sociaux et économiques, adaptés à la « *finitude* » du monde, suppose une large remise à plat d'évidences héritées d'un monde « *infini* », et qui ont structuré nos mentalités. Encore faut-il poser les problèmes sans a priori, et se méfier des éclairages des réverbères trompeurs.

12 mots pour illustrer « le nouveau mode de penser »

Autrement
Créativité
Nez
Regard

Bénéficiaire
Acteur
Frileux
Contre-courant

Contradiction
Nombre
Aventure
Bidon

Autrement



Les déficits publics qui font l'actualité aujourd'hui sont comme la fièvre : il faut la combattre, car ses effets peuvent être redoutables, mais il faut aussi et surtout en connaître la cause, pour guérir le patient. Une thérapie trop exclusivement portée sur la fièvre pourrait bien se tromper d'objectif, et affaiblir au lieu de soigner. Avec le risque de mourir « *bien portant* », après avoir avalé toutes les potions prescrites par les grands professeurs. Les méfaits d'une austérité brutalement administrée sont souvent évoqués. Il faut impérativement trouver la cause du mal, de manière à pouvoir reprendre une croissance sans effets pervers, il va falloir vivre, consommer, produire, se déplacer autrement. Le développement durable est la recherche de cet « *autrement* ».

Le déficit public témoigne d'une mauvaise gestion d'ensemble de l'économie, alliant des rigidités de statuts à des rigidités dans les esprits. L'absence d'anticipation du secteur du textile face à l'ouverture des marchés européens à la Chine, pourtant annoncée 10 ans à l'avance, a été un des nombreux exemples de la difficulté qu'éprouvent les acteurs économiques privés à changer de business plan, à s'adapter au monde qui change. Il n'y a pas que l'Etat qui traîne les pieds.

C'est que les 30 glorieuses ont marqué les esprits. C'était le temps béni, où toutes les erreurs étaient réparées ou masquées par la croissance. Certaines de ces erreurs étaient structurelles, et elles se révèlent aujourd'hui bien difficiles à assumer. C'est le cas d'un aménagement conçu pour soutenir l'industrie de l'automobile, et qui se traduit par une consommation importante d'énergie et d'espace ; c'est le cas d'une agriculture oublieuse des sols, transformés en simples supports pour des « *intrants* » d'origine industrielle. On se souvient aussi des concours à la télévision, entre villes, sur la consommation d'électricité, considérée alors comme la mesure suprême du progrès. Les solutions industrielles avaient reformaté l'énoncé des problèmes. L'offre s'est imposée à la demande. Avec les années, les esprits, les cultures, les organisations sociales, les formations ont intégré ces nouvelles données, conçues à une époque où les limites du monde n'étaient pas perçues à leur juste valeur. L'efficacité n'était pas mesurée de la même manière, le « *toujours plus* » était roi, les ressources, le capital nature, l'espace disponible, semblaient infinis.

Tout ça donne de mauvaises habitudes. Au-delà des structures industrielles, d'aménagement, ce sont les mentalités qui ont été marquées. L'impossibilité de continuer « *comme avant* » est ressentie comme une entrave, provoquant le réflexe de s'en défaire, plutôt que comme un signal, celui de la nécessité de changer. La décroissance sera notre lot si nous ne changeons pas, si nous ne trouvons pas de nouveau modèle de développement. L'Etat et les acteurs publics dans leur ensemble ont un rôle à jouer dans cette recherche, mais les acteurs privés, notamment les groupements professionnels et associatifs, ainsi que les entreprises leaders, ne doivent pas être en reste.

La pression provoquée par le Grenelle de l'environnement offre une bonne illustration de ce besoin de changer de modèle. Un des secteurs les plus concernés est le bâtiment. Un secteur préservé pour l'essentiel de la concurrence internationale, et qui n'était pas considéré comme un des plus dynamiques. Les objectifs ambitieux retenus dans le Grenelle ont totalement changé la donne. L'innovation devient une obligation, et tout le monde s'y est mis, des fournisseurs (industriels) de matériaux aux concepteurs et aux entreprises. Faire *autrement* ne s'improvise pas, il faut créer les conditions du changement en instaurant la confiance dans l'avenir. Demain sera mieux qu'aujourd'hui à condition de faire *autrement*.

Créativité



Nous n'irons pas vers le développement durable sans créativité. Comment la stimuler ? Il y a bien des théories à ce sujet. Concentrons notre attention sur un aspect particulier : le croisement des cultures, la confrontation constructive d'approches différentes, la remise en perspective de certitudes qui ne devrait pas en être, l'ébranlement des dogmes.

La diversité est un facteur de créativité. On parle beaucoup aujourd'hui de mixité, mixité sociale, mixité fonctionnelle, mixité générationnelle. En écologie, on sait que la productivité biologique est sensiblement plus forte dans les zones de contact entre plusieurs milieux, dans les lisières, dans les marges. Peut-on transposer cette observation dans les milieux construits, dans les villes, les villages, les banlieues, et les quartiers ?

Qu'est-ce qui détermine la créativité d'un territoire ? Les occasions de rencontres. Historiquement, on peut mentionner l'importance des foires, des grands

marchés qui ont permis à des villes de s'établir et de prospérer. Les réflexions menées aujourd'hui sur le rôle des gares et des centres d'échanges dans les villes témoignent de la permanence de cette fonction de rencontres, à revisiter et à actualiser à la suite de l'irruption du virtuel. La manière de se rencontrer se diversifie elle-même. Il faut malgré tout veiller à ce que ces rencontres soient productives. L'exemple les zones d'activité construites à la sortie des échangeurs d'autoroute montre que ce n'est pas toujours le cas. La juxtaposition d'entreprises n'entraîne pas forcément leur collaboration. Le concept de parc industriel, à l'inverse, est fondé sur la qualité des échanges des entreprises entre elles, que ce soit pour les biens matériels (ressources et rejets), les services, et les hommes.

La ville durable ne peut qu'être une ville créative. Elle doit bien sûr satisfaire les exigences d'efficacité technique : elle doit être économe en matières premières et en énergie, elle doit trouver ses ressources vitales, et notamment son alimentation, à proximité, elle doit être ouverte à une faune et une flore originale, elle doit apaiser le régime des eaux, etc. Elle doit aussi permettre à ses habitants, à ceux qui y travaillent, ceux qui la fréquentent d'une manière générale, de s'y épanouir et d'y exprimer tous leurs talents.

La référence à la densité ne suffit pas. Une densité monotone, fondée sur un seul paramètre comme la population, l'emploi ou le chiffre d'affaires, n'est pas synonyme de créativité. La perception de la densité intègre d'ailleurs la diversité. Les seuils de densité admissibles sont vite atteints dans les territoires à vocation unique. L'exclusivité au logement, ou à la production agricole est mal supportée soit des hommes soit des milieux. À l'inverse, la combinaison sur un même territoire d'activités multiples et d'intérêts diversifiés permet d'apprécier la densité. L'exemple des grandes villes et de Paris en particulier illustre l'attractivité que représente la densité dans un contexte composite, complexe, contrasté. L'intensité permet la densité.

L'organisation de l'espace est une des clés de la créativité, de la productivité physique, matérielle, comme de la capacité à innover dans la vie culturelle et sociale. La spécialisation, le rejet de certaines activités en périphérie, les difficultés de communication sont autant de freins à la créativité.

L'intelligence à plusieurs, telle est la marque du développement durable.

Nez



Ce qui est amusant, avec le nez, c'est de le fourrer dans les affaires des autres. Intéressant quand on veut prôner la transversalité, la maîtrise des effets collatéraux, les enchaînements de phénomènes. L'environnement est un magnifique cheval de Troie, il permet d'entrer dans l'univers des autres, et de le modifier sensiblement.

Toutes les activités ont un impact sur l'environnement, bon ou mauvais. La vision première de l'environnement porte en général sur un constat. La qualité de l'air, la diversité de la faune et de la flore sauvage, la pollution d'une rivière, etc.

Une situation observée et que l'on peut tenter de corriger en aval, en traitant une eau usée par exemple, ou en posant un écran antibruit. Ce sont des mesures nécessaires, mais chacun voit bien qu'elles sont vaines si elles ne sont pas accompagnées d'une autre forme d'action, en amont. Cette approche élargie s'est vite imposée, il est impossible de s'intéresser aux conséquences sans remonter aux causes.

Dans certains cas, le lien est direct entre telle activité et l'environnement, comme les émissions de polluants ou la mise en circulation de molécules mal connues, qui, par exemple, attaquent la couche d'ozone, ou se concentrent à travers des chaînes alimentaires. Il s'agit alors de réduire ces émissions, d'évaluer les impacts potentiels de ces nouveaux produits.

Dans d'autres, le lien se manifeste par les modes de vie et de consommation. La qualité de l'habitat, sa position par rapport aux services publics, aux commerces, aux emplois, l'organisation de la mobilité, la composition de l'alimentation, le type de loisirs, sont autant de domaines qui influencent fortement la qualité de l'environnement, la préservation des ressources et du patrimoine vivant.

Les leviers qui peuvent être actionnés au titre d'une politique d'environnement sont eux aussi multiples. La réglementation et les sanctions, bien sûr, mais aussi l'éducation, la sensibilisation, les modèles culturels, les relais d'opinion. Et puis, on en parle de plus en plus, la fiscalité, et la modernisation de l'économie, de l'appareil productif, de la nature même de la production.

L'environnement est par nature un thème transversal, qui n'arrête pas de mettre son nez dans les affaires des autres.

En matière d'aménagement, l'introduction du livre vert de l'environnement urbain ⁽¹³⁾ le disait clairement, dès 1990 : « *Pour résoudre les problèmes liés à l'environnement urbain, il faut aller au-delà d'une approche sectorielle. [...] Cela signifie qu'il faut non seulement examiner les causes immédiates de la dégradation de l'environnement, mais également les options sociales et économiques qui sont à la base des problèmes* ».

L'environnement est donc inséparable du développement économique, social, culturel, urbain. Les préoccupations d'environnement sont souvent considérées comme un frein, ce qui est vrai si on n'y pense qu'en fin de course, quand tout est décidé. C'est au contraire une force et un atout si elles sont intégrées dès le départ, c'est ça le développement durable.

13 Commission des communautés européennes, *Livre Vert sur l'Environnement Urbain*, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement, COM(90)218, 27 juin 1990

Regards



Il faut changer de regard sur les vieux et le vieillissement. Ce n'est plus une population à part, dont il faudrait prendre soin par charité ou par respect. Ce sont maintenant de gros bataillons, 15 millions de sexagénaires et plus aujourd'hui, qui pèsent de plus en plus lourd dans les équilibres sociaux.

On parle beaucoup des équilibres financiers, et ils sont importants, mais gardons-nous d'oublier les autres aspects de la question. Le poids des vieux ira grandissant si on ne les considère que comme des charges, et ce phénomène ne peut que provoquer des conflits de générations. Heureusement que les vieux sont aussi des consommateurs, ils contribuent de ce point de vue à l'économie et à la création d'emplois. La « *silver économie* » va les sauver du simple statut d'assistés.

Que les vieux puissent être aussi des producteurs est totalement occulté. Tout se passe comme s'il était convenu que les vieux n'apportent plus rien à la société. Ils ne seraient que des bénéficiaires d'aides diverses, et en aucun cas producteurs de richesses. Changer vraiment de regard, ce serait les voir comme des producteurs potentiels. Les vieux ont des compétences, des savoirs, des envies de faire. Comment les valoriser, tout en prenant en considération leur âge et les handicaps qui en résultent ? Comment les vieux peuvent-ils continuer à participer activement à la vie de la cité, comment leur offrir un statut de citoyen à part entière ?

Il ne s'agit pas de reculer l'âge de la retraite, pour gagner quelques années. Les conditions de travail des « *actifs* » ne leur conviennent plus, et ils ont légitimement obtenu le droit de travailler autrement. Certains métiers permettent de prolonger l'activité jusqu'à un grand âge, le célèbre architecte Oscar Niemeyer était encore à 100 ans devant sa table à dessin, mais c'est évidemment l'exception. Et même si on garde le même métier, on peut l'exercer différemment. Tel comptable se mettra au service d'une institution caritative par exemple. La période post retraite est souvent pleine. Les « *vieux* » sont encore pleins d'énergie, et ils l'utilisent de mille manières, rémunérées ou non. Ils procurent également des services aux autres générations. Leurs enfants et petits-enfants, ou encore leurs parents, qui sont vraiment très vieux.

Le prolongement de l'activité, à un rythme et dans des contextes adaptés, présente de nombreux avantages : pour la société, qui trouve un appoint important, et qui le sera de plus en plus, à la création de richesses, souvent en plus de celles produites par les entreprises traditionnelles. Il y a des besoins considérables qui ne seront jamais solvables. Le marché ne peut satisfaire toutes les attentes, et l'apport des vieux peut être déterminant pour assurer le bien-être de certaines catégories de population.

On sait par ailleurs que l'activité est le meilleur rempart contre le vieillissement. Elle permet surtout de se sentir utile, de « *garder le contact* » et d'avoir une vie sociale, alors que l'isolement et la solitude guettent, qui conduisent rapidement à la dépendance.

La stabilisation de la population mondiale est notre avenir, et la France doit se placer dans cette perspective. Il en résulte un vieillissement inéluctable, et il faut s'y préparer dès maintenant, pour ne pas laisser cette charge à nos enfants. La question n'est pas seulement de retarder et de compenser les effets vieillissement, mais de donner aux vieux une position sociale qui les stimule et leur donne de l'énergie. C'est ça le nouveau regard attendu.

Bénéficiaire



La confusion est fréquente. L'utilisateur d'un service est souvent considéré comme son bénéficiaire. Il l'est en général, et c'est heureux, mais il est rarement le seul. Il y en a beaucoup d'autres, et c'est important d'en faire l'inventaire quand il s'agit de payer.

C'est un classique pour les transports en commun dans les villes. L'utilisateur ne paye qu'une partie du prix de son billet. Le reste est assuré par des subventions et des taxes spécifiques comme le versement transports, payé par les employeurs.

Ceux-ci bénéficient en effet des transports en commun, même s'ils viennent en voiture à leur bureau. Le bassin d'emploi dont ils bénéficient est élargi, ce qui leur offre un plus grand choix pour leurs recrutements, et l'accès à des talents éloignés. Leur bassin de clientèle est aussi étendu, notamment pour les commerces et les services qui s'adressent aux particuliers. Les chiffres d'affaires s'en ressentent, et il est juste que les bénéficiaires du service en payent une quote-part.

En matière de santé, on ne regarde souvent que la dépense. Le coût de la santé est au cœur de nombreux débats, notamment pour le financement de la sécurité sociale. Il est moins souvent question de la valeur d'une société globalement en bonne santé, et de l'attractivité qu'un bon système de santé représente pour un pays. Nous en sommes tous bénéficiaires. Laisser une partie de la population en marge des soins pour des raisons financières serait un danger pour le reste de la population. C'est notamment le cas pour une part significative d'étudiants, ceux qui ne peuvent faire face à certaines dépenses de santé, aggravent de ce fait leur état, et coûtent beaucoup plus cher à la collectivité quand il faut les prendre en charge. Le bénéficiaire de l'aide, si elle est attribuée au bon moment, n'est pas la seule personne qui en profite. C'est toute la collectivité. A l'inverse, laisser se développer des causes de stress et de dégradation de la santé, pour faire des économies ou ne pas alourdir une fiscalité, peut coûter très cher. L'exemple du bruit des transports est à ce titre éloquent : voilà une source de gêne parfois lourde et handicapante qui coûte chaque année des dizaines de milliards d'euros à la France. Beaucoup plus que ce qui serait nécessaire pour endiguer ce fléau.

Elargissons le raisonnement à la lutte contre les pollutions. Le cas de l'eau potable à Munich est emblématique d'une approche « système » : la ville subventionne des agriculteurs qui cultivent dans le bassin où elle puise son eau, pour qu'ils adoptent des méthodes de culture non polluantes. L'eau reste pure, et la ville n'a pas besoin de la traiter. Résultat : une eau à la fois bonne et pas cher, car le montant des subventions est bien inférieur aux économies réalisées par la compagnie des eaux, dispensée d'une opération coûteuse. Les aides sont données aux agriculteurs, mais ce sont les Munichois les vrais bénéficiaires de cet argent.

Gagnant-gagnant, quand les acteurs ont su sortir d'une logique linéaire, du producteur au consommateur, pour entrer dans une approche complexe, faisant intervenir toutes les parties prenantes. Ces dernières doivent se trouver toutes bénéficiaires, même si l'aide n'est accordée formellement qu'à certains des acteurs.

Acteurs



Notre société est cloisonnée, chacun le sait et le déplore. C'est au croisement de plusieurs domaines que les choses se passent, et c'est justement là que nous sommes désarmés. Plusieurs autorités s'y partagent le pouvoir et la connaissance, avec d'inévitables rivalités. Les approches sectorielles, qui ont permis de réels progrès, sont aujourd'hui insuffisantes. Il faut croiser les regards, les analyses, c'est la seule manière d'appréhender la complexité du monde et de la vie. Il faut s'intéresser aux systèmes de production et de consommation, aux modes de vie, en entrant dans le jeu des acteurs.

A côté des approches sectorielles, nécessaires pour voir où l'on va et se fixer des objectifs, pour évaluer les progrès, il faut des stratégies d'acteurs, pour passer aux actes et les porter dans la durée. Nos organisations sectorielles ont trop souvent conduit à privilégier les thèmes plutôt que les acteurs, il ne faut pas s'étonner, alors, que les actes ne suivent pas !

La nécessité d'une approche par les acteurs est souvent reconnue dans les discours, ne serait-ce que pour faire adhérer une profession à une politique, mais elle reste souvent affaire de communication, et ne se retrouve guère dans les organisations et les procédures, le plus souvent liées au thème abordé. La préoccupation des acteurs est parfois trop déterminante, et occulte les objectifs, la gestion d'un groupe particulier devenant l'essentiel d'une politique. L'exemple caricatural du ministère de l'Agriculture, ou des agriculteurs, nous le rappelle. Une politique d'acteurs au service d'objectifs d'intérêt général, voilà donc le bon équilibre à trouver.

L'approche par les acteurs est tout particulièrement importante pour l'environnement, compte-tenu de leur nombre et de leur diversité, mais aussi du fait que ce sont bien les consommateurs, les citoyens, les entreprises, les collectivités, qui font l'environnement, et non pas les administrations ou autres institutions, qui ne peuvent que fixer un cadre et inciter à s'y conformer, ou encore sanctionner ceux qui s'en éloignent délibérément. Il ne suffit pas de fixer les « règles du jeu », il faut qu'elles soient comprises pour être respectées spontanément et de bonne grâce par l'essentiel des acteurs, sachant qu'il faut toujours garder une possibilité de sanction, ne serait-ce que pour montrer le sérieux et l'importance d'une discipline en la matière.

Difficile, voire impossible à prendre en charge par les « spécialistes », la complexité peut l'être par le jeu des acteurs, qui permet de dépasser les cloisonnements sectoriels. Ceux-ci doivent toutefois être maintenus pour évaluer les résultats obtenus. Le mélange des genres est hélas fréquent, qui risque de déboucher sur un découpage de l'action, au motif qu'il est plus facile de ne courir qu'un lièvre à la fois. Les acteurs, s'ils sont bien représentatifs des enjeux, de l'origine d'un projet à sa mise en œuvre, à ses suites et à ses conséquences directes ou indirectes, ne voient pas les choses de la même manière, eux qui ne connaissent pas les mêmes découpages. Trois conditions apparaissent donc, pour que le jeu des acteurs, avec de bonnes méthodes, soit fructueux : bien identifier les acteurs concernés, les introduire le plus tôt possible dans le jeu, et adopter des méthodes de management appropriées.

Frileux



Est-ce l'effet de l'âge? Nos sociétés sont frileuses. Il pourrait s'agir de thermique, il faudrait alors chauffer les logements au-delà des 19°C officiels, mais nous parlerons ici d'attitude face à la vie. Nos sociétés ont peur de l'avenir, elles se recroquevillent sur elles-mêmes, et ne voient plus passer les opportunités que le monde leur offre. Le principe de précaution est ainsi érigé en vertu cardinale, et devient la référence pour toute prise de décision.

Cette observation éclaire notre interprétation de l'attitude face à ce principe, dont le rejet est bien porté dans certains milieux, les « *entrepreneurs* » et les chercheurs notamment. Débarrassons-nous de ce principe qui nous empêche toute prise de risque, et par suite toute innovation, toute initiative d'explorer des champs nouveaux. Haro sur le principe de précaution.

En interrogeant ses principaux contempteurs, on constate vite que c'est la manière dont il est utilisé qui est en cause. Un usage abusif, sans lien avec le principe tel qu'il est décrit dans notre droit. L'incertitude est notre lot, mais nous la supportons mal. Le rêve du « *risque zéro* » se diffuse, et fait des dégâts.

Le problème ne réside pas dans le principe, mais dans l'état d'esprit dominant dans notre société. Plus de confiance dans l'avenir, ni dans ses partenaires potentiels, notamment les pouvoirs publics. L'ardeur que montrent certains à lutter contre le principe de précaution ne fait que détourner sur les institutions un problème qui trouve son origine dans nos mentalités. Celles-ci ont été marquées par nos fastes passés, la puissance coloniale et les 30 glorieuses. La nostalgie entraîne une sorte de morosité, vite déclinée en frilosité. Tout va mal, c'était bien mieux avant, on ne peut plus rien faire ! Ajoutons une hypothèse souvent avancée, celle d'une France de rentiers, plus encline à encaisser les dividendes hérités du passé que de prendre des risques pour entreprendre et préparer l'avenir. Une hypothèse qui ne peut couvrir l'ensemble des mentalités mais qui explique sûrement la résistance au changement manifestée par beaucoup dans notre pays, y compris de nombreux industriels qui ont fait fortune sur des technologies obsolètes, ou dans des secteurs qui ne survivront pas sans profondes transformations. Les puissances d'aujourd'hui se sont construites sur l'économie d'hier, notamment assise sur l'exploitation des énergies fossiles, et tentent désespérément de prolonger cette ère bénie. L'esprit d'entreprise est bien loin !

Il résulte de tout cela une frilosité face au futur, et c'est cette frilosité qu'il faut combattre. Le développement durable est affaire d'entrepreneurs, de vrais entrepreneurs, qui explorent des terres vierges, des procédés innovants. Le principe de précaution trouve tout son sens dans cette recherche, qui expose la société à des risques inédits, qui, quand ils s'avèrent graves et irréversibles, doivent faire l'objet d'une réflexion collective.

Combattre la frilosité ne se fait pas en agitant le spectre de la catastrophe. Bien sûr, l'humanité entre dans une période à risques, et il faut en avoir conscience. Mais il s'agit de construire une société sur de nouvelles bases, compatibles avec la « *finitude* » du monde. C'est en ouvrant des perspectives, en encourageant l'innovation, et en proposant de nouveaux repères pour définir le « *progrès* » que la frilosité ambiante reculera.

Contre-courant



Le bon sens est parfois trompeur. Souvenez-vous du renard. Pendant des années, il a été exterminé au nom de la lutte contre la rage. Jusqu'au jour où on s'est aperçu que leur destruction dans les secteurs non contaminés était contre-productive. En les éliminant, on favorisait la conquête de leurs territoires par des renards en provenance des zones contaminées. Changement de cap à ce moment-là. Au lieu de les chasser, on les a vaccinés. Et ce sont ces renards immunisés qui ont empêché les renards enragés de coloniser de nouveaux espaces.

Le bon sens n'avait pas été de bon conseil. Il est souvent primaire, dans un raisonnement linéaire action/réaction, alors que la vie est complexe, avec des interactions et des interférences. Cette observation est courante en écologie, la science des systèmes. La destruction d'un prédateur, par exemple, au motif de sauvegarder un troupeau de cerfs dans une forêt, s'est révélée catastrophique. La population de cerfs s'est envolée, ce qui a provoqué un surpâturage de la forêt. Les jeunes pousses n'ont

pas survécu à cette pression. Très vite, après un pic de population, le nombre de cerfs pouvant subsister sur ce milieu appauvri est retombé à un niveau inférieur à celui qui préexistait, du temps des prédateurs. Sacré bon sens ! Le rôle de régulation des prédateurs avait été oublié.

Une étude récente sur les loups, réalisée par des chercheurs de l'Université du Wisconsin, conforte cette constatation ⁽¹⁴⁾. Les tuer pour protéger les troupeaux ne serait pas la bonne solution. Ce serait même l'inverse. Il faut, pour le comprendre, entrer dans l'intimité des loups. La première espèce domestiquée par l'Homme, rappelons-le au passage, il y aurait 30 000 ans environ. Les loups ont une organisation sociale, avec des meutes et une hiérarchie bien établie. Il ne faut pas jouer avec ce système sans précaution. Sa destruction entraîne un désordre dont les conséquences sont bien pires que la situation de départ. Le groupe s'éclate, la régulation qui existait disparaît, ce qui favorise la prolifération de ceux qui restent. Résultat : plus de prédateurs. Le bon sens est encore pris en défaut, il faut aller à contre-courant.

La complexité représente un défi, à l'heure de la communication instantanée, souvent très réductrice. Les visions ultra simplificatrices, pour ne pas dire simplistes, s'imposent souvent, et conduisent à des solutions contre productives. Le débat sur la fiscalité est un bon exemple de cette difficulté. La baisse des impôts est une bonne chose pour l'opinion, mais les « *prélèvements obligatoires* » répondent à des besoins. S'il faut payer plus cher pour les satisfaire par le biais du marché, l'avantage est fictif, voire négatif. L'approche système de la question est nécessaire, pour que le coût d'un service donné soit optimisé. Les exemples de ces approches systèmes, qui provoquent des choix à contre-courant de la croyance spontanée, sont nombreux. Citons, par exemple, la régulation du trafic routier, qui consiste parfois à bloquer les voitures pour gagner du temps. La politique de lutte contre la drogue est de même nature. Au-delà de la consommation, il y a tous les réseaux criminels qui sont concernés, qui influencent grandement l'offre de stupéfiants. La réflexion, et par suite les solutions, doivent intégrer cette complexité, ce qui peut conduire à des mesures paradoxales. Le pragmatisme et l'ouverture d'esprit, un esprit scientifique sans a priori, s'avèrent nécessaires dans ces conditions. Il faut bien sûr y ajouter un effort de communication, car la complexité ne répond pas aux règles d'information habituelles. Il faut du talent pour aller à contre-courant.

14 Etude présentée dans le journal Le Monde daté du 11-12 septembre 2016

Contradiction



Aujourd'hui, il est courant d'opposer le besoin de construire et celui de préserver des espaces « naturels ». On parle de la crise du logement, avec en perspective la construction de 500 000 logements par an, pour lequel le simple recyclage de terres actuellement urbanisées ne suffit pas, il s'en faut. De l'autre côté, c'est d'étalement qui est montré du doigt, avec l'urgence de préserver des terres agricoles et « naturelles ». La demande que nous formulons à la terre devient trop lourde. On parle d'empreinte écologique, une forme de représentation schématique de cette pression que nous exerçons. Malgré les approximations et les

conventions toujours un peu artificielles, le verdict est clair : nous demandons à la terre bien plus que ce qu'elle ne peut donner. Il faut inverser le sens que l'histoire a suivi jusqu'à présent. On ne peut plus considérer la terre comme une ressource infinie, où chacun prélève allègrement en fonction de ses envies.

Une manière de faire serait de spécialiser la terre. Autant de fonctions, autant de zones dédiées, habitat, activité, nature, production agricole, équipements, etc. Le zonage, voilà la solution ! Chacun son métier, en quelque sorte. Avec des cloisons pour protéger chaque spécialité. Si je fais de l'habitat, je ne fais pas de nature ni de production vivrière. Si je fais de la nature, je crée une réserve où les autres activités sont interdites.

Il faut sans doute des territoires dédiés à une spécialité, mais admettons que ce doit être l'exception. Difficile de faire paître des moutons là où sont stockés des déchets toxiques, pour prendre un exemple extrême. Mais on peut les laisser sous les capteurs d'une centrale photovoltaïque en plein champ. Mouton et électricité, voilà un modèle économique original, comme le lait et le gaz, avec la vache comme dénominateur commun. La voie d'avenir est sans doute à l'opposé de la spécialisation. Une même terre, plusieurs fonctions harmonieusement combinées. Même l'agriculture semble s'intéresser à cette orientation, contraire à ses tendances affirmées depuis quelques dizaines d'années. Pensez donc, on pourrait faire pousser plusieurs plantes à la fois dans le même champ, et combiner des successions de rotations, sans épuiser la terre. En matière de construction, la captation d'énergie dont est capable toute surface exposée au soleil s'impose progressivement. Solaire passif ou actif selon les cas. La biodiversité s'y invite également, et même la production « hors sol », sur les toits, que l'on végétalise sinon au titre de la pollution atmosphérique, de la régulation du régime des eaux, ou de l'isolation thermique.

Les extensions urbaines sont-elles des ennemies de la biodiversité, sont-elles des consommatrices de nature ? Elles le sont assurément, si l'on n'y prend pas garde, mais il n'y a pas de fatalité. Le développement durable consiste souvent à courir deux lièvres à la fois, et même plus si l'occasion se présente. Accroître la richesse biologique d'un sol à l'occasion d'un aménagement est aujourd'hui possible, et devrait devenir la règle. Profiter d'un lotissement pour requalifier un paysage péri urbain laissé à lui-même, voilà un défi à la portée des collectivités et des professionnels, pour peu qu'ils s'accordent sur des objectifs ambitieux et apprennent à travailler ensemble.

La contradiction entre construire et protéger n'est pas une loi de la nature. Le développement durable consiste justement à surmonter des contradictions, de manière à gagner sur plusieurs plans à la fois. Economique, social et environnemental selon la théorie bien connue. A chacun de transposer cette recherche dans son univers.

Nombre



Les nombres permettent de se comparer. Se comparer avec les autres, ou avec soi-même, pour voir si nous progressons, ce qui est bien normal. Nous nous décrivons ainsi à travers des nombres, nous-mêmes et nos modes de vie, nos activités, notre état physique. Vous lisez votre état de santé sur un ordinateur qui vous dit tout sur votre rythme cardiaque, votre cholestérol, etc.

De plus en plus, la vie est ainsi traduite en nombres. C'est le règne du quantitatif. Au niveau global, vous trouvez le fameux PIB, Produit Intérieur brut, qui s'impose comme le critère majeur d'évaluation

de notre niveau de vie, voire de notre qualité de vie. Les critiques sont nombreuses. Une loi adoptée en 2015, impose au gouvernement de rendre public chaque année, avec le projet de budget, *un rapport présentant l'évolution, sur les années passées, de nouveaux indicateurs de richesse, tels que les indicateurs d'inégalités, de qualité de vie et de développement durable*. Ces indicateurs ont par ailleurs vocation à enrichir l'évaluation de toutes les politiques publiques. Sortons des aspects purement financiers !

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette évolution, qui a recueilli un large assentiment au sein des assemblées, et qui prolonge les travaux engagés depuis quelques années sur les indicateurs de progrès. Il reste la question de ces indicateurs. Encore des nombres. Nous voulons traduire la vie en une série de nombres, toujours le souci de mesurer et de comparer.

Cette transposition en chiffres de la complexité de la vie est évidemment réductrice. Il y a l'effet trompeur des moyennes, et surtout le fait que de nombreux phénomènes ne peuvent être chiffrés, tout simplement. La vie est faite d'interrelations, de satisfactions et d'émotions qui ont bien du mal à entrer dans un système comptable. Diversifier les paramètres chiffrés, ce qui est proposé en complément du PIB, est un progrès, mais gardons-nous bien de croire que cette loi suffit à nous diriger vers le bonheur, le bonheur national brut comme plaisantait Bertrand de Jouvenel.

On retrouve cette affaire d'indicateurs dans de nombreux domaines. Paradoxalement, les normes de qualité sont le plus souvent fondées sur les indicateurs quantitatifs. Il est question de seuils à atteindre, ou de plafonds à ne pas dépasser. Des exigences chiffrées, qui permettront à des auditeurs indépendants de vérifier la conformité. Comme pour les examens, à l'école, où il faut obtenir des notes minimums, avec une moyenne à atteindre pour vous ouvrir l'étape suivante.

Ne jetons pas pour autant les labels et les diplômes, ils sont bien utiles, à condition de ne pas en attendre plus que ce qu'ils peuvent apporter. Ils tentent de transcrire des indices quantitatifs en une indication de qualité. La force des nombres reste toujours là. Ils exercent une sorte de fascination, avec le risque de proposer une image de la réalité, commode et rassurante, mais bien éloignée de la vie. L'amour des nombres pourrait ainsi nous entraîner dans une logique implacable qui mettrait nos vies à la merci de calculs dont nous ne comprendrions plus le sens. Les échanges boursiers réalisés par des ordinateurs en quelques microsecondes, dont peuvent dépendre l'avenir des entreprises et de leurs personnels, est une illustration éloquente de cette dérive.

Les nombres sont bien sûr utiles, mais d'autres formes de mesure doivent être imaginées, d'autres systèmes de référence notamment sur les valeurs, qui ne se quantifient pas, et la qualité des relations humaines, source de richesses inépuisable et seul gisement qui permette une croissance infinie dans un monde fini.

Aventure



Il s'agit de redéfinir le « *progrès* ». L'idée même du progrès donne un sens à l'histoire, et chacun se trouve rassuré de s'inscrire dans un grand mouvement qui emporte tout. Le « *main stream* », qui tire sa légitimité de son ampleur même, et qui porte le monde. Rien de plus inquiétant que de sortir du rang, seul ou à peu près, pour contester cette marche puissante, dont beaucoup refusent de voir qu'elle nous mène vers le précipice, tels des lemmings.

Le développement durable n'est pas l'affaire des conservateurs, qui tentent de faire durer le passé plutôt que de tourner la page et d'entrer dans une ère nouvelle. Les efforts de nombreuses grandes entreprises pour prolonger l'ère de l'énergie carbonée sont à ce titre significatifs. Il est vrai que l'alternative dérange. Elle change les habitudes, demande de nouvelles compétences, s'appuie sur une organisation sociale différente et qui reste à mettre sur pied. Ces difficultés font penser que le changement coûte cher, et c'est vrai si on se contente d'un calcul tronqué, où l'exploration de voies nouvelles n'est pas valorisée. Continuons donc comme avant.

La vraie aventure, celle qui nous conduit vers un avenir durable, n'est pas l'exploitation des pôles, mais la recherche d'un mode de vie qui nous permette de les préserver tout en continuant à améliorer notre qualité de vie. Le « *facteur 4* », deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources, représente une ambition autrement plus exaltante de que prolonger à tout prix une situation condamnée à terme.

Le principe d'innovation, tant sociale que technologique, est constitutif du développement durable. Un autre principe vient brouiller les cartes : le principe de précaution. Il est là, justement, pour éviter les aventures malheureuses. Le Docteur Frankenstein n'est jamais très loin, et l'enthousiasme des chercheurs pour l'objet de leurs recherches peut les aveugler. L'innovation entraîne inévitablement une prise de risque, et il faut à la fois la favoriser et l'encadrer. Cette double injonction peut paraître contradictoire, et elle peut l'être en effet si l'encadrement est excessif. Tous les risques ne doivent pas être pris, quand leurs conséquences seraient trop lourdes pour l'humanité. Ce n'est évidemment pas aux chercheurs d'en décider, qui seraient alors juges et parties. Le principe de précaution n'a de sens que dans les cas extrêmes, ce qui est d'ailleurs affirmé dans notre constitution, et il doit libérer la créativité du simple fait qu'il protège la société des abus potentiels.

Les principes d'innovation et de précaution sont donc étroitement liés, et offrent son cadre à l'aventure du développement durable. C'est comme pour les voitures : la puissance du frein doit être proportionnelle à celle du moteur.

Le progrès n'est plus ce qu'il était. Ses bénéfices, autrefois évidents, ne le sont plus et son coût apparaît souvent exorbitant. Il faut en redéfinir les contours, et lui redonner un sens, pour orienter la soif de dépassement de soi qui caractérise l'espèce humaine, pour qu'elle puisse poursuivre son aventure.

Bidon



Le développement durable est parfois présenté comme un simple discours, sans intérêt sur le fond. C'est du bidon ! Et c'est vrai que pour beaucoup, le développement durable est devenu un thème à la mode, un concept « valise », auquel il est bon de faire référence, mais qui ne change rien dans la pratique. Pour certains défenseurs de l'environnement, de son aspect biologique notamment, le développement durable tend à intégrer leur préoccupation principale dans un ensemble plus vaste, avec d'autres légitimités à faire cohabiter, ce qui autoriserait, selon eux, à faire n'importe quoi. Et il est vrai qu'un des maîtres mots du développement durable est « intégration », et que l'intégration peut facilement se transformer en dilution, en compromis dont des valeurs essentielles seraient les victimes. Le voisinage du pot de fer et du pot de terre, on sait ce que ça donne.

Et pourtant, si l'écueil existe bien, il ne faut pas en avoir peur. Le monde est complexe, et il est impossible d'isoler une dimension, sans la mettre en péril à plus ou moins long terme. De même qu'il est impossible de négliger une dimension importante sans qu'elle ne se manifeste à un moment ou à un autre. Ce devoir ou nécessité d'intégration est parfaitement défini dans l'article 4 de la déclaration de Rio (1992) : *Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement, et ne peut être considérée isolément.*

Le discours tiendrait donc, parfois, lieu d'actions, et le développement durable en serait une bonne illustration. Et bien chiche ! Le développement durable ne se décrète pas, comme beaucoup d'autres choses, mais il se construit progressivement, et collectivement. Et il n'y a pas de construction collective sans un beau discours mobilisateur. Tant pis s'il est opportuniste, l'important est qu'il engage une dynamique. La présence de grands groupes industriels au sommet de Johannesburg, en septembre 2002, a été parfois prise pour une provocation, compte-tenu du rôle tenu par ces grands groupes dans la situation de la planète et des pays du Sud. Était-ce du bidon ? Il y a à l'évidence une attitude de récupération, qui ne surprendra que les naïfs, mais aussi une prise de conscience de nouveaux enjeux pour ces sociétés. Quand on sait la relation forte qui existe, au sein d'une entreprise, entre les communications externes et internes, on ne peut douter que cette présence ne puisse déplacer certains équilibres. Il faudra du temps, il y a encore bien des résistances aux changements, et la question est plutôt celle du rythme des transformations face à la vitesse des dégradations de la planète.

Le discours, c'est aussi un engagement public. Les promesses n'engagent, dit-on, que ceux qui y croient, mais sortons du champ de la morale, et adoptons le parti de l'efficacité. Le discours est la base des démarches « qualité », l'engagement de la direction, première étape incontournable pour que les efforts des collaborateurs prennent un sens. Cet engagement est traduit en actions que l'on décrit, ou plutôt que l'on écrit. « On écrit ce que l'on fait, et on fait ce que l'on a écrit », est la présentation synthétique des démarches qualité. Le défaut de cette présentation est que ça tourne facilement en rond si la qualité n'est pas orientée vers un objectif d'ordre général, qui mobilise les troupes et donne son sens à l'action du groupe. Le développement durable est une sorte de démarche qualité, dotée de surcroît d'une signification forte et mobilisatrice. Le discours, même s'il est *bidon* au départ, n'est pas à négliger, car il entre en résonance avec des préoccupations de plus en plus partagées. « *Faites semblant de croire, et bientôt vous croirez* » !

Donner envie, lever les obstacles

Pour mobiliser nos concitoyens, leur donner envie d'aller vers les changements et de les construire au lieu de les subir, il faut ouvrir des perspectives.

Des mythes, pour construire le futur

La montée du fondamentalisme et des phénomènes de repli sur soi nous inquiètent à juste titre. La recherche de nouveaux modèles de développement nécessite d'abandonner ceux d'hier, et c'est bien difficile. Pour surmonter cet obstacle, il faut mobiliser les imaginaires, au-delà de la simple raison. « *La sensibilité est le moteur de l'intelligence* » disait Paul Valéry. Il faut des mythes pour construire le futur.

Nos dirigeants sont incapables de faire naître des perspectives attractives. Les discours ont perdu toute crédibilité, et aucun mythe fondateur ne vient offrir de vision de l'avenir. Nous sommes dans la crainte du futur. Nous naviguons en pleine incertitude, sans repères, sans boussole. Il en résulte pour beaucoup le retour aux vieilles valeurs, celles du passé. La nature a horreur du vide. C'est la montée du fondamentalisme religieux, du créationnisme et des mouvements populistes, pour lesquels « *tout allait mieux avant* », et qui tentent de tromper l'incertitude en s'accrochant à un passé imaginaire ou à un ordre divin.

Pour comprendre là où nous allons, des lendemains encore inconnus puisqu'il nous revient de les construire, il faut offrir un imaginaire du futur. Un imaginaire qui ne cache pas sa nature, une forme de rêve, mais qui soit assez puissant pour occuper le terrain, nos cerveaux, et chasser les fantasmes qui nous envahissent et compromettent toute tentative de renouveau. Le développement durable a besoin de mythes. Non pas de certitudes, qui sont par nature fallacieuses et porteuses de déceptions, mais bien de mythes, auxquels aucune personne sensée ne croit réellement, mais qui nourrissent des espoirs en nous donnant *l'esprit du futur*, à défaut d'en donner les détails. Des mythes, et non pas des discours.

La vie politique traditionnelle est dominée par des gestionnaires. Les financiers ont pris le contrôle, solidement installés sur leurs comptabilités. Nous savons, et eux aussi, que ces comptabilités ne reflètent guère la vie réelle, mais une sorte de fondamentalisme s'est emparé de nos dirigeants, qui les conduit à se soumettre aux exigences comptables formelles. Il leur faut un cadre de référence qui les rassure. Cette approche gestionnaire a pu donner de bons résultats dans des villes, « *belles endormies* » qui attendaient un souffle nouveau pour se réveiller, mais elles n'offrent pas de vision sur le monde de demain. Les améliorations cumulées au fil des années sont agréables, mais elles ne donnent pas de représentation claire de l'avenir, elles ne nous donnent pas de bonnes raisons de faire des efforts.

Ce sont donc les visions anciennes qui dominent toujours les grands choix. Les Nations Unies ne sont que la juxtaposition des intérêts des nations, et ont bien du mal à faire valoir des intérêts communs aux peuples de la planète. Les objectifs du millénaire, devenus ceux du développement durable ⁽¹⁵⁾ ne progressent que bien lentement et restent hors de portée, alors que le monde a su mobiliser les milliards et une grande inventivité financière pour sauver les banques. Il le fallait sans doute, mais nous ne voyons pas la même énergie se manifester pour d'autres causes tout aussi urgentes, comme le climat ou la biodiversité. La gestion domine la vision. « *Les discours s'étaient substitués aux mythes* ⁽¹⁶⁾ ».

Il nous faut intégrer deux exigences, l'une globale, la finitude du monde et à l'opposé, les valeurs de proximité, de reconnaissance personnelle. Deux exigences complémentaires, pour marquer la cohérence

15 <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

16 Alejo Carpentier, *Le partage des eaux*, Gallimard 1956

des approches individuelles (croissance du bien-être et de la qualité de vie) et de l'approche collective, la planète étant à présent exploitée au-delà de ses possibilités.

Il nous faut des mythes qui stimulent nos imaginaires et ceux de nos dirigeants sur les défis du monde de demain. Le développement durable n'a pas su, jusqu'à présent, les secréter. Ils ne peuvent être construits sur le rejet, comme la peur des catastrophes, approche trop fréquente aujourd'hui. Ils doivent à l'inverse susciter l'adhésion à une vision séduisante et stimuler l'envie de s'engager. Nous ne les trouverons pas sans puiser dans notre culture. « *Ah! Frappe-toi le cœur, c'est là qu'est le génie* », nous dit Alfred de Musset. Voilà la piste romantique. Il y a aussi *les Lumières*, qui ont permis de sortir de l'ancien régime et de ses rigidités. Quelle est la formule qui transformera le XXI^e siècle ? Elle devra faire siennes les exigences de la finitude du monde, une découverte dont Paul Valéry a été une des premiers porte-parole. C'était en 1931, et elle aurait dû bouleverser nos manières de penser depuis longtemps, et provoquer un contrepoids aux approches purement individualistes.

Deux fois plus de bien-être

Le progrès est une quête de bonheur, et le développement durable y ajoute un bonheur partagé qui cultive et enrichit la planète. Prenons comme référence le facteur 4, au sens du Club de Rome¹⁷, « *deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources* ». Le développement durable est donc un défi que nos sociétés doivent relever, tout le contraire d'un repli sur soi frileux et conservateur. Un défi auquel nous devons nous préparer, car le succès n'est pas donné d'avance. La réponse est le plus souvent l'anticipation, face aux tentations de déni qui retardent l'action et la rendent ensuite plus difficile.

Le dérèglement climatique nous offre une bonne illustration de cette approche. Il faut nous préparer. La communauté internationale a fixé des objectifs en décembre 2015 à Paris, un réchauffement limité à 2°, et même 1,5 si possible. Nous savons que ces hausses de température auront des conséquences sur nos vies, nos modes de production, nos alimentations, nos habitats. Plutôt que de se laisser surprendre et de subir les événements, préparons-nous. On parle d'adaptation au dérèglement climatique, lequel sera beaucoup plus violent dans certaines parties du monde que dans d'autres. Notre climat tempéré humide, soumis à des influences multiples, océanique, continentale, méditerranéenne, nous apporte une résilience particulière, mais ne nous y trompons pas, la France sera affectée, en métropole et dans les outremer.

La première préoccupation est de se préparer aux épreuves connues. Les canicules, les avancées de la mer et le recul du « *trait de côte* », la fonte des glaciers, les cyclones aux Antilles et à la Réunion, autant d'événements que nous connaissons déjà. Ils pourraient devenir plus fréquents et plus intenses, mais nous avons une première expérience qui permet de se préparer. Nos réglementations, par exemple d'urbanisme et de construction, prendront en compte la vigueur des événements climatiques, les techniques constructives également. Et surtout, ce sont les migrations qui vont prendre de l'ampleur. Les « *migrants climatiques* », dont le déplacement est rendu obligatoire pour cause de montée des eaux ou de dégradation des conditions climatiques, formeront des vagues de grande ampleur, qu'il faudra accueillir. Selon que nous nous y serons préparés ou non, le phénomène pourra être la meilleure ou la pire des choses. Le refus de l'inéluctable ne donne que de mauvais résultats, son acceptation ouvre souvent des opportunités.

Il faudra aussi apprendre à se passer du carbone. Même si on admet un réchauffement modéré, auquel nous nous adapterons, il reste nécessaire de tendre vers zéro émission de gaz à effet de serre, et ça n'est pas rien. C'est tout notre appareil productif qui est concerné, et nos modes de vie.

En premier lieu, la production d'énergie. Ce n'est pas la première mutation que nous vivrons. Nous sommes passés du renouvelable au fossile, et nous devons faire de chemin inverse. Vent, soleil et biomasse ont été notre première source d'énergie, et nous y reviendrons avec des techniques bien différentes, qui permettent

¹⁷ Facteur 4, *deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources*, Rapport au Club de Rome de Ernst U. Weizsäcker, Amory B. Lovins, L. Hunter Lovins, 1997.

des rendements inimaginables aux temps héroïques. Car il n'y avait que quelques centaines de millions d'hommes à la surface de la planète, et avec des besoins limités. Aujourd'hui, les mêmes sources devront approvisionner 9 milliards d'humains d'ici 2050, des humains autrement plus gourmands.

Même avec des trésors d'innovation, le succès dépend aussi de la modération de notre demande. Peut-on conserver le même niveau de confort, de santé, de bien être en consommant moins d'énergie ? C'est le pari du facteur 4, mais ça ne tombera pas du ciel, il faut s'y préparer, par exemple dans notre alimentation. Celle-ci sera plus végétale, collera avec les saisons, demandera moins d'énergie pour la cuisson. Le défi est de trouver la manière de profiter de ces changements pour trouver de nouvelles saveurs, de nouveaux plaisirs culinaires. Il faudra pour cela puiser dans notre savoir-faire ancien et tirer profit des talents de nos chefs pour mettre au point les recettes de demain, à la fois goûteuses et économes en ressources.

Et si nous ne tenons pas la limite des 2°C, c'est à l'inconnu qu'il faudra se préparer. Une capacité à réagir à des événements inédits, à saisir des opportunités, à soutenir ceux qui seront victimes de changements trop brutaux. Il vaudra mieux s'en tenir à 2°, c'est encore la meilleure manière de réduire les risques.

Les fausses évidences

La question du climat est centrale aujourd'hui, et elle donne lieu à bien des fantasmes, des discours trompeurs, des solutions fantaisistes. Dans bien d'autres domaines, les fausses évidences, les certitudes infondées sont légion. Elles nous aveuglent et nous empêchent de trouver des solutions durables. Ce sont des idées anciennes, pour reprendre la citation de J.M. Keynes, dont il faut s'affranchir. En voici quelques-unes, dont nous devrions nous défaire pour construire le monde de demain.

La fascination de la taille. Plus grand est toujours mieux, plus fort. C'est cette logique qui conduit à faire des grandes régions, des super ministères et des directions générales, et à penser, dans les affaires économiques, au travers du prisme des grandes entreprises, « *fleurons de notre industrie* », au détriment des PME. Si la taille était la clé du succès, nous aurions du souci à nous faire, nous qui représentons à peine 1 % de la population mondiale. L'ère n'est plus aux grandes unités, mais aux unités pertinentes, inventives, reliées aux autres par des réseaux. Des unités où chacun se sent à l'aise, et a envie de s'éclater, et d'apporter le meilleur de lui-même. L'important n'est pas la taille, mais la personnalité, le caractère, la culture, et les liens avec une multitude d'acteurs eux-mêmes créatifs et réactifs. La fascination des « *grands* » nous amène à vouloir les imiter à tout prix, pour « *jouer dans la cour des grands* ». Une imitation doublement perdante : nous resterons petits malgré tout, et nous perdons ce qui fait notre identité, ce qui a produit le rayonnement de notre culture.

La magie du chef. Il faut un chef, qui donne la direction, ou un sauveur, homme providentiel, « *grand homme* ». Un commandement fort, face aux « *gaulois* » que nous sommes, incapables de nous mettre d'accord. C'est tout le contraire dont nous avons besoin, une organisation qui, loin de vouloir réduire cette propension au désordre, soit capable de la valoriser. Il nous faut aujourd'hui imaginer des futurs originaux, et la discipline autour d'un chef n'est pas la meilleure manière d'y parvenir. Il s'agit non pas d'apporter à la société un modèle à suivre, si attractif qu'il puisse être, mais de stimuler la société, de la mettre en situation de produire elle-même ces nouveaux modèles. Une gouvernance pour faire émerger des réponses du plus profond de notre culture, de notre génie, et non pour imposer les solutions d'en haut.

Dans la même logique, *le mythe de l'Etat protecteur*, nouvel avatar de l'Etat providence. Bien sûr, l'Etat doit garantir la sécurité et la solidarité, entre les nations et entre les citoyens, mais ce n'est qu'une partie de ses missions. Pour tenter un parallèle osé, le filet tendu sous les acrobates est nécessaire mais ce n'est pas la raison d'être du cirque. Ce dernier doit fournir un spectacle qui enthousiasme les spectateurs. L'Etat doit aussi susciter de l'envie, de l'envie de participer à la vie collective. La mise en avant du côté protecteur, loin de libérer les énergies, met en évidence les dangers et pousse au repli sur soi. C'est d'un « *coach* » dont la société a besoin, pour qu'elle sorte d'elle-même et parvienne à se dépasser. Un Etat « *entraîneur* », pour parler Français.

Un entraîneur qui valorise tous les joueurs de l'équipe. *Les retraités ont tôt fait d'être considérés comme improductifs*, pour ne pas parler d'une « charge » pour les actifs. Un potentiel important est ainsi négligé, alors que de nombreux besoins ne sont pas satisfaits dans notre pays. Comment tirer parti de cette masse de personnes à la fois âgées et pleines de potentiel ? Certainement pas en prolongeant l'âge « actif » officiel, avec ses règles du jeu rigides, et sans perspectives pour les séniors. L'idée que les vieux sont inutiles est insupportable, aussi bien pour eux-mêmes que pour la société, et elle le sera de plus en plus au fur et à mesure que le vieillissement, inéluctable, progressera. Trouver de nouveaux modes d'intégration des vieux à la production de richesses, à l'intérieur ou en dehors du marché, est une exigence incontournable, à l'encontre des schémas dominants.

Un vieillissement inéluctable si on refuse *l'immigration*. Celle-ci n'est pas *un frein au développement*, mais un moteur, à condition de l'accepter et de s'y préparer. Un jeune adulte qui arrive chez nous en cherchant un travail est une aubaine, et la formation complémentaire dont il a besoin pour s'intégrer coûte infiniment moins cher que la prise en charge d'un nouveau-né, son éducation et sa formation professionnelle jusqu'à son âge adulte. La natalité pour rajeunir notre population est un leurre qui coûte cher. Un leurre car on ne voit pas comment la stabilisation de la population mondiale pourrait, ne pas nous concerner. Mais l'immigration réussie n'est pas chose facile, il faut la préparer et s'en donner les moyens, c'est à dire en premier lieu en accepter l'idée. Les migrations climatiques viendront s'ajouter à celles que nous connaissons, pour causes économiques ou politiques (les deux étant souvent liées) et aucun mur ne saura endiguer ce flux.

Ces exemples montrent que le malheur ne vient pas toujours des autres, des événements extérieurs. Ils viennent largement de nos modes de pensée, de notre vision du monde, de nos rigidités. Paradoxalement, ceux qui refusent l'ouverture au monde, et qui se présentent comme les défenseurs de notre culture, de notre identité, en sont les fossoyeurs. Ils propagent l'idée que nos atouts sont insuffisants pour affronter le monde et continuer à y exercer une influence. Des défaitistes en quelque sorte.

Le monde ancien résiste, et il est puissant. Parmi ses armes pour retarder les échéances, le scepticisme tient un rôle privilégié. Une arme plus subtile que la calomnie, n'en déplaise à Beaumarchais

Les ravages du scepticisme

On ne dira jamais assez combien le scepticisme fait de mal. A ne pas confondre avec le doute. Le doute est souvent dévalorisé, il est présenté comme une faiblesse, alors que le scepticisme est l'apanage des esprits forts. C'est tout le contraire. Le doute est fort utile, et facteur de progrès. Il oblige à se remettre sans cesse en question, et quand il faut trouver un nouveau modèle de développement, il est bon de faire le ménage dans ses certitudes, de se libérer des vieux schémas, de prendre de la distance par rapport aux modèles qui ont façonné nos cerveaux. Il nous amène à chercher des procédures pour avancer dans l'incertitude, à cheminer dans le brouillard, à réduire les risques de la nécessaire exploration de terres inconnues. Les « vérités » ne sont plus établies une fois pour toutes, et le développement durable est justement le cadre conceptuel qui permet d'avancer, malgré tout, dans l'incertitude. Ce cadre intègre le concept de doute, avec le principe de *précaution*, à utiliser dans des circonstances rares mais précises : en présence de risques à la fois graves et irréversibles pour lesquels des présomptions sérieuses existent, même si le doute subsiste. C'est le garde-fou complémentaire à « *l'ardente obligation* » d'innover, donc de prendre des risques. A distinguer de la *prévention*, où il s'agit de se prémunir contre des risques avérés, comme le tabagisme qui provoque le cancer.

Mis en œuvre à bon escient, le principe de précaution s'appuie sur le doute pour passer à l'action, et lancer les recherches nécessaires à sortir du doute, tout en prenant entre temps des mesures conservatoires, car le retard dans l'action pourrait coûter très cher. Vive le doute, donc, et sachons le valoriser pour progresser. Le scepticisme relève d'un autre registre. Au lieu de pousser à l'action, il provoque l'attentisme. Peu importe la nature du risque, remettons la décision à plus tard. Faisons comme avant, puisque nous n'avons pas de certitude sur ce qui nous attend. Le scepticisme est le principal allié du conservatisme. Quand on connaît la force des résistances au changement, on mesure les dangers que le scepticisme peut engendrer. Chacun

se raccroche à l'espoir que « *le pire n'arrive pas toujours* », que le danger pourrait ne pas exister. Alors, pourquoi changer? Pourquoi mettre en péril un équilibre bien installé, des modes de vie, de gouvernance, de production et de consommation? Dans un tel contexte, la moindre expression qui permettrait de penser que l'on pourrait échapper au châtime est reçue avec enthousiasme et soulagement. Depuis le déluge, les catastrophes sont en effet rapportées à des fautes humaines, et on entre vite dans un univers moralisateur, peu propice au doute et à la recherche de la vérité.

Les résistances du monde ancien

Le monde ancien, les puissances établies, économiques, institutionnelles, culturelles, et leurs lobbys ont beau jeu d'activer le scepticisme. Le scepticisme s'est notamment développé à propos du changement climatique. Les bouleversements qui ont résulteront affecteront les grandes entreprises tout comme les activités ménagères les plus modestes, et l'adaptation sera une épreuve pour beaucoup, même si elle ouvre des perspectives nouvelles de développement. Chacun ressent en son for intérieur que ladite épreuve est incontournable, mais plus tard, et pourquoi pas pour mes enfants ou mes petits-enfants. Un peu de scepticisme est à cet égard une formidable aubaine. Attendons encore, pour agir avec justesse dans un univers bien balisé de certitudes. Ne faisons rien pour l'instant.

Malgré tout, sous la pression des faits, le scepticisme vis-à-vis du réchauffement climatique recule. Phénomènes climatiques extrêmes, remontée des océans, conséquences sur la biodiversité, sur l'agriculture, etc. Le réchauffement climatique change profondément la physionomie de la planète, et les entreprises humaines doivent s'y adapter. Les grands groupes établis à travers le monde prennent conscience du phénomène, et adoptent une politique d'adaptation. Il semble que le message touche aujourd'hui les grands décideurs, réjouissons-nous.

La nostalgie des vieux modèles

Il leur faut malgré tout abandonner leurs vieux modèles, et prendre du recul par rapport aux références qui marquent encore les esprits. En ces périodes de stagnation, nous rêvons d'une croissance régulière, de l'ordre de 3 à 4 % par an, qui permette de proposer des emplois à tous et d'assurer une hausse continue du pouvoir d'achat. N'a-t-on pas en tête la nostalgie des 30 glorieuses? Le bon temps où les problèmes se résolvaient d'eux-mêmes par cette montée régulière de la production et de la masse monétaire. Les problèmes du moment pouvaient aisément être résolus avec des chèques sur l'avenir. Celui-ci était hypothéqué pour une part, mais il était tellement prometteur que l'on pouvait se permettre toutes les audaces.

Il convient de s'interroger sur les traces que ces 30 glorieuses ont laissées, voire les factures que nous payons encore aujourd'hui, et peut-être pour longtemps. Nos institutions, politiques, économiques et sociales, ont en effet été construites sur des bases qui sont aujourd'hui ébranlées, mais qui ont structuré durablement notre mode de vie, nos villes et nos campagnes.

Les 30 glorieuses ont marqué notre système productif, et notre organisation du territoire. Il fallait produire beaucoup, pour reconstruire le pays après la guerre, pour assurer le statut de grande puissance, pour remplir une « *mission civilisatrice* », pour exporter des produits manufacturés dans nos usines. L'automobile a été un secteur clé de cette croissance, entraînant la métallurgie, et de nombreux sous-traitants. L'agriculture a reçu pour mission de satisfaire nos besoins propres, et ensuite d'exporter et de nourrir le monde, tout en se modernisant pour fournir une main d'œuvre à l'industrie. Les résultats ont été spectaculaires, mais sont-ils durables?

Un héritage à assumer

Il ne serait pas venu à l'esprit, alors, d'évaluer ces orientations et leurs conséquences au filtre du développement durable, ou même du long terme. Les ressources étaient abondantes, il fallait juste les extraire et les incorporer dans les processus de production. Le concept d'empreinte écologique n'existait

pas, nous n'avions pas encore franchi le cap de la « première planète ». Celle dont nous disposons, la Terre, produisait alors plus de richesses que nous en consommions. Personne n'imaginait qu'il faudrait trois planètes pour produire ce dont nous aurions besoin si toute l'humanité adoptait de standard de vie européen, si on se réfère aux déclarations de Jacques Chirac à la conférence de Johannesburg, en 2002. Nous avons adapté nos vies et nos territoires à cette nécessité de production de masse. Les paysages ruraux et la richesse biologique qu'ils recelaient ont été sacrifiés sur l'autel d'une productivité immédiate, les villes ont été adaptées à l'automobile, les tramways mis au rebut. La civilisation de la voiture s'est traduite dans notre habitat, et dans nos villes qui se sont étendues au fur et à mesure que les systèmes de transport, individuels ou collectifs, permettaient d'aller plus loin dans le même temps. L'industrialisation imposait son dictat à la satisfaction des besoins et à l'organisation de la société. Le monde à l'envers.

Le résultat est double. D'une part, nous avons créé une dépendance forte de notre économie à des ressources que nous n'avons pas chez nous. Nous devons donc alimenter en continu un flux massif d'euros en direction des pays producteurs de pétrole et de gaz. D'autre part, nous avons orienté notre économie vers des productions qui, progressivement, sont prises en main par d'autres pays dans des conditions plus avantageuses. Les « avantages compétitifs » de la France avec cette stratégie étaient condamnés à terme, à moins que l'on ait considéré que les pays aujourd'hui émergents seraient incapables d'émerger, ou le feraient sous notre contrôle. Un reste d'esprit colonial, sans doute.

400 fromages à valoriser

Le confort d'une forte croissance immédiate nous a éloignés d'une structure de production qui privilégierait notre potentiel propre, et en premier lieu le talent et le savoir-faire que notre histoire et notre culture nous ont apportés. La production de masse nous met par nature en concurrence avec tous les pays riches en ressources ou en main d'œuvre. Avec 1 % environ de la population mondiale, comment espérer se tailler une place sur les productions de masse ? Les 30 glorieuses ne pouvaient pas durer, il fallait prévoir dès le départ comment profiter de l'élan qu'elles apportent pour trouver une base plus durable à notre développement. Après la nécessaire reconstruction, ne fallait-il pas jouer une carte plus fine, à partir de nos spécificités, des produits personnalisés à haute valeur ajoutée, des « 400 fromages », à valoriser sans modération.

Cette remise en perspective des 30 glorieuses à l'aune du développement durable n'a pas pour but de dénigrer une période de notre histoire, mais d'en tirer des enseignements au moment où la compétitivité est sur toutes les langues. Le développement durable, c'est trouver des solutions qui ne seront pas les problèmes de demain.

Une révolution dans les mentalités

Les 30 glorieuses ont marqué notre appareil productif et l'organisation de notre territoire. Elles ont aussi laissé des traces dans nos esprits, nos comportements, nos mentalités.

On s'habitue vite à la croissance, et aux facilités qu'elle offre. La croissance démographique, naturelle ou migratoire, qui offre la main d'œuvre dont on a besoin, et la croissance économique qui permet de contracter des dettes à payer par les surplus de demain. Au cours des « 30 glorieuses », l'arrivée sur le marché de nombreux équipements, de la télévision à la machine à laver la vaisselle, et bien sûr de l'automobile, a créé une dynamique de consommation qui a dopé la croissance. Chacun voulait accéder à ces richesses, aussi bien pour des questions de statut social que pour le service rendu par ces biens. Des instruments financiers ont permis aux ménages d'anticiper leurs achats, le crédit est devenu un des moteurs de la consommation, et par suite de la croissance.

De nouveaux concepts pour fonder une « autre croissance »

Les 30 glorieuses nous ont conduits sur la voie de la société de consommation, et non de réponse à des besoins. La croissance pour la croissance, modèle non durable car il porte en soi les causes de sa disparition.

La machine tourne sur elle-même, elle n'est plus en prise avec la société. Pas de problème, si on considère que le monde est infini, que ses ressources sont illimitées, qu'il a les capacités de digérer tous les rejets que nous émettons. Dans toute cette agitation, il y aura bien quelques avantages à engranger, Dieu reconnaîtra les siens en quelque sorte.

Hélas, le monde n'est pas infini, et notre mentalité n'en a pas encore bien pris conscience. Le souci d'économie, qui caractérise les sociétés traditionnelles, a été bousculé au cours des 30 glorieuses. Au diable l'avarice. Il va falloir y revenir, et fonder la croissance sur de nouveaux concepts, ou plutôt des concepts anciens revisités. La réponse aux besoins, toujours plus importants car nous sommes plus exigeants, nous vivons plus longtemps, nous sommes plus nombreux, et nous voudrions bien que chacun sur la planète puisse vivre en toute dignité.

La morosité que les sondages mettent en évidence dans notre pays est la conséquence d'une défiance. Nous ne croyons plus au progrès, et l'idée que « *c'était mieux avant* » se propage. La nostalgie des 30 glorieuses sans doute. Il est vrai que nos enfants vivront moins bien que nous si nous ne changeons pas de modèle de développement, mais nous sommes attachés à ce modèle et peinons à en changer. Ceux qui dénigrent les énergies renouvelables rêvent d'aller chercher les ressources dont nous avons besoin sur la Lune ou sur Mars. Les vieux modèles coloniaux sont encore bien vivants.

Les risques que contient tout changement sont mis en avant, et les solutions alternatives, avec les incertitudes et les inévitables ajustements qu'elles exigeront, sont encore bien fragiles. Il est alors facile d'être sceptique, et de mettre en avant les risques inhérents à toute innovation. Toutes les nouvelles pratiques, toutes les nouvelles techniques, suivent ce que l'on appelle des « *courbes d'apprentissage* », qui représentent leur trajectoire vers la maturité. Il y aura des fausses pistes, des impasses, des retours en arrière, et c'est normal. Mais si le scepticisme est trop fort, la société ne donnera pas sa chance à ces innovations pourtant absolument nécessaires, si l'on veut trouver de nouveaux modèles de développement.

Selon que vous serez puissant ou misérable...

L'affaire de l'abandon des subventions aux énergies renouvelables (ENR) est symptomatique à cet égard. La Commission européenne avait souhaité supprimer toutes les aides aux ENR dès 2015. Pour l'instant, ce ne sont pas les ENR qui coûtent cher aux finances publiques, mais les énergies fossiles. 8 % des recettes publiques à l'échelle de la planète, soit plus de 2 % du PIB mondial¹⁸. Des subventions soit en aides à la production soit en aides à la consommation. Le FMI recommande de les supprimer car elles provoquent de nombreuses distorsions et s'avèrent anti économiques. Au lieu de cela, haro sur les ENR ! *Selon que vous serez puissant ou misérable...*

Nous pourrions observer ce combat avec la philosophie de La Fontaine, mais la situation n'est pas anodine, et ne concerne pas que les énergéticiens. Tout se passe comme si l'Ancien Monde, celui de l'économie carbonée, que l'on sait condamnée d'ici quelques dizaines d'années (et le dernier rapport du GIEC le confirme s'il en était besoin), voulait empêcher le nouveau d'émerger. Nous savons bien que les crises se manifestent à la charnière entre un monde ancien, qui n'en finit pas de mourir et use de tous les artifices pour obtenir une prolongation, et un monde nouveau qui peine à sortir des limbes. Ce n'est pas nouveau, mais le changement climatique, qui sera aggravé du fait de ces lenteurs, risque fort de bouleverser nos sociétés, et de mettre en péril nos civilisations.

La résistance de l'économie carbonée

Bien sûr, les subventions aux énergies nouvelles ont pu être maladroites, créer des rentes de situation, déséquilibrer des échanges commerciaux. Il faut les évaluer, les adapter aux vrais besoins, et les corriger au fur et à mesure que les ENR progressent sur leur courbe d'apprentissage et s'approchent de leur maturité. De là à les supprimer, il y a un gouffre, à moins de supprimer également les subventions aux autres énergies,

¹⁸ Selon une note du FMI : *Réforme des subventions à l'énergie. Enseignements et conséquences*, 28 janvier 2013

carbonées ou nucléaires. Nous savons que cette dernière thérapie serait trop violente, qu'elle n'est pas réaliste. On ne peut pas tout supprimer d'un coup, mais une baisse peut être programmée, avec un objectif de suppression à terme.

L'offre d'énergie carbonée a structuré nos économies modernes, issues de la révolution industrielle. Elle a permis à des empires de se constituer. Les intérêts dominants aujourd'hui sont liés à l'économie ancienne, et s'opposent à l'émergence de la nouvelle, qui se constitue sur de nouvelles bases et redistribue les cartes de la prospérité. Ils s'efforcent de retarder l'échéance, alors qu'il est clair que chaque retard pris dans la lutte pour l'atténuation du changement climatique sera cher payé.

Le souhait exprimé par la Commission européenne de supprimer les aides aux ENR arrivait dans ce contexte. L'ancienne économie ne veut laisser aucun espace à la nouvelle. Le risque est grand que cette dernière ne se développe ailleurs, et prenne son essor hors de l'Europe. Celle-ci aura alors loupé le train du futur, en s'accrochant à des valeurs périmées. Dommage car elle a tous les atouts pour prendre le leadership de la nouvelle économie, avec un capital humain et un savoir-faire industriel exceptionnels. Ne laissons pas un scepticisme de circonstance bloquer toute recherche de nouvelles orientations pour nos sociétés, de nouveaux moteurs pour notre développement.

12 mots pour « donner envie du développement durable, et lever les obstacles mentaux »

Chemin

Continuité

Mode

Proximité

Bouton

Appropriation

Banque

Client

Opinion

Techno

Levier

14 juillet

Chemin



« *On ne sait pas où on va, mais on y va !* ». Cette interpellation a eu son heure de gloire, en mai 1968 notamment. Une manière d'alerter une société qui s'emballe, qui tourne à plein régime sans savoir dans quelle direction elle va. Il n'y a plus de pilote dans l'avion. Elle manifeste un besoin de reprendre son destin en main.

Retournons la proposition, avec une autre approche, que beaucoup d'auteurs ont défendue et que l'on peut résumer d'une phrase : *Peu importe la destination, l'important c'est le voyage.*

Le développement durable n'est pas une « destination ». Ce n'est pas un état stable, qui nous attend comme une terre promise. Il prend des formes diverses... N'écoutez pas ceux qui vous vendent le DD clé en main, ce sont des fous ou des escrocs.

Il existe sans doute une série de chemins possibles, qui conduisent à des développements durables différents, et c'est bien comme ça. Pourquoi faudrait-il qu'il n'y en ait qu'un seul ? La diversité nous offre des choix, et elle est gage de résilience.

Il est bien difficile de s'engager sans savoir précisément où on va. Nous avons besoin de nous rassurer pour accepter de quitter notre situation et nos lieux actuels, même si on sait que nous ne pourrions y rester. Comment faire, dans ces conditions pour ébranler la société sur le chemin du développement durable ? Voilà quatre approches qui peuvent faciliter les choses.

Baliser le chemin. A défaut de savoir où on va, il faut donner des repères. Les dangers ou les impasses sont en partie connus. La fragilité de la biodiversité, la finitude de la planète et des ressources qu'elle nous procure, et une déclinaison plus fine sur notre environnement immédiat.

Rassurer face à l'inconnu. Proposer des points d'appui, des étapes où il sera possible de consolider les expériences acquises tout au long du chemin. Le patrimoine sous toutes ses formes, la culture et la richesse de la vie sociale, peuvent constituer des havres.

Donner envie d'y aller, promouvoir le goût de l'aventure, de la découverte. Nous sommes au début d'une ère d'exploration des futurs, et nous avons besoin de grands explorateurs, d'aventuriers, vedettes de la société de demain.

Donner à voir, pour stimuler l'imaginaire et pas pour enfermer la pensée. Donner des images du possible, sans pour autant enfermer le futur dans une vision figée. C'est au contraire la créativité qu'il faut provoquer, pour offrir un panorama des avènements possibles.

Et puis il y a ce qu'il ne faut jamais faire. Ne pas jouer sur la peur, qui provoque le repli sur soi, et paralyse les meilleures volontés. Éviter à tout prix un discours anxiogène, « *on n'a pas le choix* », la carte forcée, qui pousse à résister et à y aller à reculons, sans l'ouverture d'esprit qui serait si utile pour explorer les futurs possibles.

Préférer des grandes fresques, des grands récits qui font rêver, qui donnent envie d'aller explorer les futurs et les terres inconnues, comme l'Odyssée avait enchanté le monde en son temps. Homère, pour donner l'envie du développement durable.

Continuité



La rupture tant voulue par certains, face aux crises multiples que nous vivons depuis quelques années, est-elle la bonne manière d'obtenir le changement de comportement, de mode de consommation et de production qui semble nécessaire? Bien sûr, le temps presse, la planète chauffe, et chaque année perdue compte. Mais la solidité du changement, son appropriation par les acteurs, et surtout la réduction des résistances qui se manifestent un peu partout sont également incontournables, et s'opposent souvent à la stratégie de rupture.

Celle-ci est vite assimilée à l'inconnu, à l'aventure, et elle fait peur. Elle peut tenter quelques explorateurs téméraires, mais s'il convient de faire bouger la grande majorité, la rupture est un mot délicat à manier. D'autant que les habitudes et les comportements sont toujours en mouvement, et qu'il suffit souvent de repérer les bonnes tendances et de les encourager. « *Faire avec le plus possible, contre le moins possible* », disait Gilles Clément (19).

Pour certains, c'est le système D, la débrouillardise, pour faire face à la crise et à la baisse du pouvoir d'achat constatée. Hier obligatoire pour justifier d'un statut social, la possession d'un matériel ne semble plus une nécessité. Il suffit d'y avoir accès, et de paraître ainsi plus malin. Une nouvelle économie du partage et de l'usage se développe ainsi, grâce notamment aux nouvelles technologies qui permettent la constitution de réseaux d'échange. Le covoiturage en est une des illustrations les plus marquantes. Il est frappant de constater le changement de nom du principal opérateur en France: *covoiturage.fr* s'est transformé en *blablacar*. La voiture pour se parler, bla bla. Au début, il s'agissait d'être malin et de faire des économies; aujourd'hui, c'est aussi une manière de partager le temps du voyage, de faire des rencontres. Le volet « *vie sociale* » est venu s'ajouter au volet « *service rendu* », et il est même devenu prédominant si l'on en croit le nom de l'opérateur.

Voici donc la clé d'un changement dans la continuité: profiter de la crise et des modifications qu'elle a imposées pour faire découvrir et apprécier des modes de vie nouveaux, rendus faciles et accessibles à tous. Nous sommes en plein dans la logique du facteur 4, augmentation du service rendu, diminution des ressources dépensées. Deux fois plus de bien-être, en consommant deux fois moins de ressources. Cette transformation affectera au départ qu'une partie de la population, mais le pari peut être pris que ce noyau, qui porte également des valeurs de simplicité et de durabilité, ne fera que s'étoffer compte-tenu du contexte et du poids des normes sociales.

Au lieu de prêcher la rupture, mieux vaut accompagner les changements spontanés, réponses choisies par la population face aux défis quotidiens qu'ils doivent relever. Des comportements nouveaux, dans la vie personnelle comme dans la vie professionnelle, qui méritent bien sûr une évaluation, mais qui constituent le terreau des modifications à venir.

19 Dans *Le jardin planétaire*, Albin Michel, 2000

Mode



Mode et Développement durable, deux termes souvent antagonistes. La mode pousse à la consommation. Il faut être *à la mode*, et pour cela jeter des vêtements encore en très bon état. Ce renouvellement accéléré des garde-robes n'est pas très durable, sauf si ce n'est qu'une manière de démarrer la vie d'un habit, qui va, après une époque flamboyante où il est *à la mode*, passer sur d'autres épaules et alimenter une filière de récupération.

C'est le cycle de vie du vêtement qui compte, avec tous les usages successifs qu'il va avoir avant sa fin de vie. Que devient-il alors, ses éléments sont-ils récupérés et intégrés dans de nouveaux produits, ou bien vont-ils polluer des paysages ou des milieux naturels? La mode est un accélérateur de la consommation, ce qui mérite un examen particulier sous un regard critique, mais elle provoque aussi du plaisir, et il serait bien méchant de la condamner sans aller voir plus loin quel est son véritable bilan environnemental et social. Ce bilan sera sans doute l'occasion de s'interroger sur la durée de vie normale des biens de consommation courante mis sur le marché, sur les matières

premières nécessaires, sur la toxicité éventuelle de certains composants, et en définitive de manifester une exigence sur les produits eux-mêmes. La mode ne concerne pas que les vêtements, et touche d'autres biens sensibles pour l'environnement, comme les téléphones portables. La mode, oui, mais pas pour des produits nocifs, trop gourmands, ou trop pénalisants pour l'environnement ou les personnels qui les fabriquent.

La question de la mode se pose aussi sur le concept même de développement durable. Ce serait, diront certains, une mode, passagère comme toutes les modes. Politiquement correct pourrait-on dire, d'une autre manière. Nous savons bien que ce n'est pas vrai. Le développement durable bouscule l'ordre établi, il va marquer profondément le XXI^e siècle. Mais pourquoi refuser les bénéfices d'un phénomène de mode? La mode est une vague porteuse de comportements nouveaux. Ceux-ci sont en général de courte durée, mais ils peuvent suffire à entraîner certaines modifications dans la perception des choses et dans les comportements. Un phénomène passager peut avoir des suites durables. La mode du développement durable va permettre d'en parler abondamment, dans les supports très variés, de toucher des catégories de personnes en dehors des circuits traditionnels de la communication sociale, économique ou environnementale. Cet afflux est attendu, mais il est vrai que sa soudaineté, et la conversion trop rapide de faiseurs de modes peuvent constituer un danger. Surfer sur la mode est un art délicat, mais si on le maîtrise, il peut accélérer la nécessaire prise de conscience, populariser le sujet, et diffuser de bonnes idées pratiques pour responsabiliser nos concitoyens. La dérive du gadget est bien connue, et il faut bien sûr la combattre, mais faut-il pour autant abandonner les facilités qu'offre une mode, bien pilotée?

Les modes, nous en avons besoin pour diffuser des comportements nouveaux. Jusqu'à présent, elles ont plutôt joué à l'encontre du développement durable. Et pourquoi n'essaierions-nous pas de les exploiter à son profit?

Il va falloir manger moins de viande, qui occupe trop de surface pour nous nourrir, par rapport à des végétaux. Il va falloir manger des produits de saison, et les cuisiner sans consommer trop d'énergie. C'est donc une nouvelle culture alimentaire qu'il faut créer et promouvoir, et ce n'est pas rien au pays de Gargantua, des 400 fromages, et du Charolais (ou autres limousins, salers, etc.). Il faut substituer de nouveaux plaisirs à ceux qui ne sont pas « durables », pour que le changement ne soit pas synonyme de privation. La mode peut être le vecteur de diffusion de cette nouvelle culture, avec des vedettes que chacun s'efforcera d'imiter, de copier. Le développement durable a besoin que les comportements vertueux soient valorisants, que chacun d'entre nous y trouve un profit à engranger pour son bien-être, son image et son statut social.

Proximité



En matière d'environnement, l'accent a été mis sur les problèmes mondiaux. Ils sont importants, voire vitaux, et ils ont été souvent négligés dans les politiques locales ou nationales. L'effet de serre et l'appauvrissement de la biodiversité ont ainsi pris une importance croissante, et il faut s'en réjouir. Le problème est que l'on a un peu tendance à les substituer à d'autres problèmes, plus traditionnels ceux-là, mais qui n'en sont pas moins réels et vécus au quotidien par les vivants d'aujourd'hui. Le « *global* » remplace le « *local* ». La proximité, thème si important dans la vie réelle, comme on dit, en prend un sacré coup.

N'oublions pas que le développement durable se situe à deux moments, *aujourd'hui* et *demain*. *Demain*, le long terme, a été longtemps négligé au profit de l'immédiat, et il reste encore beaucoup à faire de ce point de vue, mais sa progression s'est faite en partie au détriment d'*aujourd'hui*, ce qui n'est pas une bonne chose. Le conflit entre les deux époques n'a évidemment aucun sens, il faut résoudre les problèmes d'aujourd'hui sans compromettre l'avenir, gagner sur les deux tableaux à la fois. Le beurre et l'argent du beurre. Aujourd'hui et demain.

L'effet de serre et la biodiversité ont ainsi pris la vedette au bruit et au paysage. Notre esprit cartésien nous a peut-être conduits à séparer les problèmes pour les résoudre, et ce faisant retenir des priorités. Mais ces problèmes-là ne s'opposent pas, ils se conjuguent. Quel que soit le thème retenu pour aborder les questions d'environnement, il n'est qu'une pièce dans un système, et c'est l'ensemble de ce système qu'il faut avoir en tête. Le cloisonnement dans les esprits reste puissant, et empêche d'avoir une vue d'ensemble et cohérente. Pour ne prendre qu'exemple trivial, l'accumulation de sacs plastiques constitue aujourd'hui un danger majeur pour la vie marine : Le lien est fort entre la proximité et le quotidien d'une part, et les enjeux globaux d'autre part, mais il n'est pas évident et n'influence guère les comportements. Il faut le rendre plus visible. Voilà un chantier à ouvrir, au-delà des discours et des explications logiques, à base d'*approches systèmes* bien loin des préoccupations de nos concitoyens. Il faut entrer dans la pratique, avec des offres de produit (comme le sac papier, qui s'impose aujourd'hui), des politiques et des services publics, des règlements qui conduisent les acteurs professionnels à proposer des choix pour la consommation courante intégrant les préoccupations globales. L'éco conception et l'étiquetage des produits sont deux pistes, l'une du côté des producteurs, et l'autre destinées au consommateur, à promouvoir à ce titre.

Il reste la « *culture populaire* ». Une culture qui s'inscrive progressivement dans les neurones des uns et des autres. Des questions que l'on ne se pose plus, internalisées. C'est là l'enjeu pour que la « *demande sociale* » porte la préoccupation du long terme avec celle de la proximité et de l'immédiateté.

Le message ne serait pas perçu s'il n'était pas repris par les pouvoirs publics. Les achats publics sont un levier significatif pour faire évoluer l'offre de produits et des services. L'exemple des cantines scolaires qui se fournissent à proximité est clair à ce sujet. Le discours peut alors se développer, en complément des actes. Un discours qui donne le sens de toute cette mobilisation, et qui favorise une adhésion réelle à un projet où la qualité de vie, ici et maintenant, est synonyme de respect du futur et du reste du monde. Proximité et global ont une vie à créer en commun.

Bouton



Pour allumer et éteindre, pour manifester sa présence, pour ouvrir et fermer, pour appeler, pour faire exploser une bombe, il suffit d'appuyer sur un bouton. C'est tellement simple ! C'est la société « *presse-bouton* ».

Les techniques modernes ont une tendance générale à nous faciliter la vie. Rendre les choses plus commodes. Démarrer une voiture en appuyant sur un bouton est plus facile que de tourner une

manivelle, appuyer sur un interrupteur électrique, c'est quand même mieux que d'allumer un bec de gaz. Par extension, au-delà du bouton, on pourrait aussi citer le robinet. Ouvrir un robinet ou aller chercher l'eau au puits, voici une alternative où chacun aura vite fait de choisir. Le « *progrès* » simplifie la vie, et c'est tant mieux.

Il y a toutefois un prix à payer. Cette facilité fait oublier que ces services ne sont rendus par le bouton qu'en apparence, que le bouton n'est que le dernier maillon d'une chaîne longue et complexe. La lampe qui s'allume si gentiment au signal est l'aboutissement d'un mécanisme où l'on produit de l'électricité, la transforme une fois, la transporte, la retransforme et la conduit jusqu'à votre compteur. Et le produit ainsi livré doit satisfaire à des exigences qualitatives de plus en plus strictes. La consommation de cette électricité produit ses effets désirés, favorables en principe (à moins que vous n'oubliez votre rôti dans le four ou que vous n'envahissiez de décibels la cour de votre immeuble), mais aussi défavorables, comme des émissions de polluants dans l'air autour des centrales thermiques, la disparition de vallées pour l'hydraulique, ou la production de déchets « *durables* » pour le nucléaire. Citons aussi les lignes à haute tension, et on aura un rapide panorama de ce qui est concerné par la simple pression sur un bouton d'alimentation électrique.

Tout ça est bien normal, il ne faut pas dramatiser. L'embêtant est juste d'en perdre la conscience, de l'oublier. La commodité masque aisément les réalités, complexes par nature, et atténue, voire annihile, tout sentiment de responsabilité. Ce n'est pas en allumant ma télévision que je crée des déchets radioactifs, quand même ! L'étape suivante, dans la simplification de la vie, est la régulation, le recours à l'automatisme. Le sentiment de responsabilité est encore évoqué quand il s'agit d'éteindre la lumière en sortant. Mais pourquoi s'embêter, alors qu'un capteur peut détecter la présence ou l'absence de personnes dans une pièce, et gérer la lumière en conséquence ? Avec des variateurs, on peut même, quand il y a du monde, régler la puissance de la lumière pour intégrer la lumière du jour. On nous dit, pour des bâtiments d'usage collectif, que ces dispositifs permettent de diviser la consommation par deux !

Bravo, mais on voit bien que cette voie va accentuer la distance entre comportement du consommateur et réalités physiques. Sans doute est-ce une bonne chose, simplifier la vie, c'est un rêve pour beaucoup, mais une contrepartie semble s'imposer : la pédagogie, l'information et la sensibilisation, qui apparaissent absolument nécessaires pour recréer cette conscience des phénomènes physiques, qui nous ramènent inéluctablement aux réalités du milieu proche comme de la planète.

Appropriation



« *Nous vivons une époque formidable* », nous disait Reiser. Une époque aux grands enjeux pour l'histoire de l'humanité, car elle a atteint les limites de la Terre. Un siècle où la population atteindra un niveau de 9 à 10 milliards, où le climat peut basculer et transformer profondément notre planète.

Ce bouleversement n'est pas encore survenu, mais il a démarré ici et là et chacun ressent que le futur ne sera pas le prolongement du passé, ce qui suscite inquiétudes et résistances. La mutation rapide du monde provoque un sentiment de perte d'emprise sur l'avenir. Demain ne sera pas meilleur qu'aujourd'hui, et il pourrait même se dégrader si l'on en croit les sondages auprès des Français, qui pensent en majorité que leurs enfants vivront moins bien qu'eux-mêmes. Ils ont bien sûr raison si on continue comme avant, comme aux temps bénis où la planète était infinie.

Il faut donc trouver de nouvelles voies de progrès, pour ouvrir de nouvelles perspectives et continuer une marche en avant de l'humanité, et cette

recherche doit être portée par la société tout entière, qui doit ensuite s'en approprier les conclusions. Les grands enjeux du *xxi*^e siècle doivent être populaires. Ce n'est pas évident, pour deux raisons au moins : leur complexité, et les difficultés de bien les décrire, avec une part importante d'inconnues ; le jeu des acteurs et des institutions, inquiets des changements qui vont modifier les équilibres et redistribuer les cartes du pouvoir. La première raison donne aux acteurs tous les arguments dont ils ont besoin pour brouiller les cartes et rendre encore plus impénétrables les voies non pas du Seigneur mais du progrès.

Comment sortir de ces contradictions, pour distiller dans la population l'envie de participer à cette recherche collective ? Les discours généraux sont toujours bienvenus, mais ils semblent tellement lointains, qu'ils ne mobilisent guère, dans les actes. Une première réponse est de produire des repères simples.

Un exemple nous est donné par la couche d'ozone. Voilà une question bien compliquée, avec des effets retards, une dimension globale, à l'échelle de la planète, et avec des intérêts économiques lourds. La communication a été très simple, un symbole sur les bombes aérosol, et les changements de comportements immédiats. Les produits de substitution ont été plébiscités. Et les résultats sont là : au bout de 30 ans, les scientifiques qui observent la couche d'ozone nous donnent de l'espoir. Une réponse claire a été apportée à la question : *que puis-je faire, moi, dans ma sphère d'influence, ici et maintenant ?*

La collecte sélective des déchets serait un autre exemple. Que n'a-t-on entendu sur les Français, qui n'accepteraient jamais de répartir leurs déchets dans plusieurs poubelles ? Partout où le discours a été clair, en accompagnement d'une politique technique solide, les habitants se sont appropriés le tri. Bien d'autres exemples de « *bonnes actions* » pourraient être donnés, tels que le commerce équitable.

Il reste que cette constellation d'initiatives partielles ne donne pas une perspective forte et mobilisatrice. Il reste à donner à cet ensemble disparate une dimension fédératrice, qui ajoute à chaque action, au-delà de son effet propre, une dimension collective, qui lui donne du sens.

Le développement durable s'est développé aux deux échelles, du grand discours et des actes concrets, mais il manque encore le lien entre elles, pour que « *chacun sache ce qu'il a à faire* ». Encore un effort pour l'appropriation.

Banque



La transition vers le développement durable demande de l'argent, bien sûr, et de nombreuses résistances au changement utilisent cet argument. Comment intéresser les banques au développement durable ?

La première constatation est que cet argent, nous l'avons déjà. Il est juste mal employé, et la question est de l'orienter différemment. Un exemple pratique peut être trouvé dans la gestion quotidienne des espaces publics dans les villes. Le passage au « *zéro phyto* », l'abandon des produits phytosanitaires, s'est réalisé dans beaucoup de villes à budget constant, voire en diminution comme le contexte des finances

locales d'exige parfois. Un personnel mieux formé, motivé, des choix d'aménagement et de plantations plus judicieux, une sensibilisation des habitants, voilà de nouvelles dépenses qui remplacent l'achat et l'épandage d'herbicides et autres pesticides. Une autre allocation de l'argent, et pas de « *surcoût* ». On peut développer l'exemple dans la construction. Une conception performante, une meilleure écoute des besoins et une compréhension des modes de vie, une réalisation rigoureuse, et les économies de fonctionnement équilibreront et au-delà les dépenses nouvelles.

Cette observation ne suffit pas. Comment expliquer que les milliards d'euros ou de dollars soient encore investis dans la recherche de nouveaux gisements de pétrole, alors que nous savons que nous ne devons pas utiliser toutes ces réserves, et qu'il faut fortement réduire notre consommation d'énergie fossile ? Il faut bien l'avouer : nous ne sommes pas parvenus à sensibiliser les milieux financiers. Le monde de la finance a sa propre culture, ses repères, et ceux de l'écologie n'y figurent pas.

Les choses sont en train de changer. Le risque climatique émerge progressivement. Il s'agit de faire prendre en considération le réchauffement climatique dans les prévisions à long terme. Le risque climatique est le plus souvent absent des prévisions des grandes institutions comme le FMI. C'est en définitive une sorte de révolution culturelle du monde de la finance qu'il faut entreprendre, et pour cela toutes les bonnes idées sont bonnes. Introduire le risque climat dans les « *crash tests* » des banques est une autre voie à explorer, pour prendre un exemple. La loi sur la transition énergétique comprend dans son article 48, des mesures à destination des entreprises, banques, investisseurs privés et publics en faveur de la finance bas-carbone. L'analyse des risques financiers liés aux changements climatiques et les mesures que prend l'entreprise pour les réduire devront désormais figurer dans le rapport du président du conseil d'administration.

La mobilisation de l'épargne des particuliers est le complément de l'action auprès des entreprises et des grandes institutions financières. Quelques banques mettent sur le marché de l'épargne des produits « *verts* », pour les investisseurs privés. La question de la reconnaissance de ces produits, comme authentiquement bons pour le climat ou le développement durable est posée, pour éviter des dérives ou des obligations faussement vertes.

Le nerf de la guerre est souvent cité dans les discours sur l'environnement et le développement durable, mais souvent en termes méfiants ou défavorables. Comment inverser la tendance et le mobiliser en faveur de la transition écologique ? Le mouvement est en marche, et le risque du « *rien faire* » en est le moteur principal. Mieux vaut tard que jamais...

Client



Le client est roi, c'est bien connu. Ça tombe bien, puisque le développement durable nous demande de partir de la demande, du besoin, et non de l'offre, suspectée a priori de vouloir s'imposer, et de « pousser à la consommation », avec un risque de gaspillage de nos ressources.

Le client, le consommateur, ne demande souvent que ce qu'on lui propose, il choisit parmi ce qu'il trouve sur les étagères. Parfois, il n'imagine même pas qu'il puisse y avoir d'autres produits que ceux aux quels il est habitué. Il joue plutôt un rôle de censeur, par sa capacité à refuser certaines offres. Par

exemple, quand les logos « *protège la couche d'ozone* » ont été apposés sur les bombes aérosol sans CFC, les consommateurs ont exprimé clairement leurs préférences, et rejeté les autres bombes. Plus récemment, l'étiquetage sur les consommations d'énergie des matériels électroménagers, qui s'étend actuellement à de nouveaux produits comme les voitures ou les logements, a modifié l'offre, puisque les industriels ont progressivement retiré des magasins les matériels les moins performants, manifestement boycottés par les consommateurs.

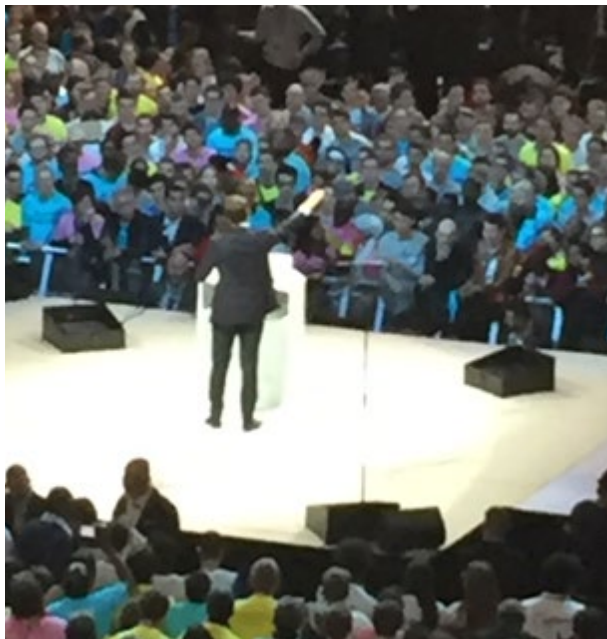
La demande s'exprime par rapport à l'offre, et donner au consommateur un rôle exclusif dans la définition des biens et services serait en outre un frein à l'innovation. L'important, c'est de rendre le dialogue entre client et fournisseur, producteur et consommateur, aussi équilibré et fécond que possible. Le danger, c'est une position dominante de l'un par rapport à l'autre.

Le déséquilibre au profit des producteurs est parfois inscrit dans nos institutions. Le ministère en charge de l'énergie est celui de la production d'énergie, quelle que soit la configuration administrative précise, alors que les consommations se situent aux trois quarts dans les secteurs du bâtiment et des transports. De même, le ministère de l'Agriculture, c'est une banalité de le dire, est le ministère des agriculteurs, créé avant tout pour s'occuper de cette population. L'adjonction récente du terme « *alimentation* » à son titre ne fait pas illusion. Cette situation entraîne une suspicion sur les politiques menées, dont on se demande toujours si elles ont pour première vocation de satisfaire au mieux des besoins, ou de répondre aux exigences d'une profession. Les mesures prises en faveur des biocarburants, par exemple, sont-elles les meilleures pour lutter contre l'effet de serre, ou une planche de salut pour les agriculteurs ? Les deux objectifs sont importants, et méritent d'être atteints, mais la manière de les atteindre n'est-elle pas biaisée par la puissance des organisations agricoles ? La forêt semble être un bien meilleur capteur d'énergie qu'un champ de maïs ! Le terme client fait référence à un marché. On le sait, le marché est myope, il a du mal à voir loin. Le client, tout roi qu'il soit, est souvent tendu, tout comme son fournisseur, vers la recherche d'un intérêt égoïste et à court terme. L'intérêt général, toujours si difficile à définir, est le grand absent de cette relation qui se noue entre partenaires d'une transaction.

Il s'agit donc d'éclairer le marché, de lui apporter des informations qui dépassent les intérêts directs des protagonistes, et les mettent en perspective. C'est ce qui se fait avec l'étiquetage, ou avec des labels qui témoignent notamment de qualités autres que celles qui profitent directement au consommateur, par exemple pour signaler un « *commerce équitable* » ou la bonne exploitation de la forêt. L'information ne suffit pas. Il faut souvent organiser une évolution de l'offre, exiger d'elle une progression régulière des performances proposées aux consommateurs. La réglementation est la réponse à ce besoin, qui encadre le marché, qui fixe des limites au jeu des acteurs et à leurs échanges. Les directives européennes ont ainsi guidé l'évolution du marché automobile, avec des exigences croissantes sur les émissions de gaz d'échappement.

Un client roi, mais un monarque éclairé et une monarchie constitutionnelle !

Opinion



Nos villes sont envahies d'herbes folles. C'est le résultat d'une politique sympathique a priori d'abandon des herbicides et autres produits phytosanitaires. Moins de polluants dans les sols, les eaux et l'air que nous respirons. Zéro phyto, pour faire court. On laisse ainsi pousser l'herbe pour elle-même, qu'elle se ressème, s'enrichisse et se développe, mais aussi pour la faune qui y trouve le gîte et le couvert. Certaines périodes sont particulièrement sensibles, avec les couvées et les jeunes, ce qui conduit aussi à espacer les coupes mécaniques. L'herbe va donc pousser et envahir nos rues et nos trottoirs. Aucune gêne pour se déplacer, mais l'idée que ce n'est « *pas propre* », tant nous avons été habitués à une nature « *au cordeau* », vient facilement à l'esprit. Que fait la ville? Comment laisser un tel désordre? C'est un scandale !

Les changements de modes de gestion doivent donc être présentés, le plus tôt possible, avant le changement lui-même, et ils doivent être adaptés aux réactions de l'opinion. Celle-ci ne change pas de modèle facilement, et il faut faire avec. C'est un dialogue qu'il faut instaurer, où les services chargés de l'entretien des espaces publics auront un rôle particulier à tenir. La nécessité de ces échanges et d'un accompagnement a été reconnue pour la collecte sélective des déchets. Des campagnes d'information, des « *ambassadeurs du tri* », des animations dans les écoles, et bien d'autres bonnes idées ont été mises en pratique pour expliquer et obtenir l'adhésion du public au nouveau mode de collecte. Pour la végétation, l'adhésion est nécessaire pour des raisons de démocratie locale, mais aussi parce que cette politique a besoin de prolongements chez les particuliers. Eux aussi utilisent des produits, dans leurs jardins ou sur leurs balcons, et la seule évolution des espaces publics n'aurait guère de sens si elle n'entraînait pas les particuliers. Le nécessaire dialogue n'est pas que verbal. Il prend aussi la forme de plantations nouvelles, qui font réagir, comme les fleurs à papillon, ou plantes mellifères. Le changement passe aussi par le plaisir des yeux ou des sens, pas uniquement sur des arguments écologiques.

Autre exemple, les logements. Eux aussi évoluent. Les exigences viennent liées soit de la demande, pour le confort, la santé, la qualité de vie en général, soit de raisons d'ordre général comme la lutte contre le réchauffement climatique. Elles entraînent une évolution dans la conception des logements, et dans la manière de les entretenir. Là il ne s'agit plus d'une politique publique à faire bien accueillir, mais d'un « *produit* » à vendre. Le logement doit rester une affaire simple et à la portée de tous. Il n'y a pas de « *permis d'habiter* » à passer, comme de permis de conduire. L'opinion doit être associée à la conception des nouveaux logements, et aux innovations qu'ils contiendront. La législation y conduit, d'ailleurs, puisque les promoteurs seront tenus à des obligations de résultats. Le comportement des habitants est une des clés de la réussite. Il faudra que l'opinion adhère aux nouveaux modèles qui vont naître, à la suite d'un dialogue avec les professionnels. Les « *représentations* » que se font les habitants de leur logement sont la clé de la réussite, tout comme les fleurs des champs, sauvages, font évoluer la « *demande sociale* » pour les espaces publics.

Techno



La force et l'intimidation, le recours au sacré et à la crainte de Dieu, la totale maîtrise de l'information, tous ces modes de gestion du changement ont pu avoir leur heure de gloire dans le passé, mais il semble bien, et on peut l'espérer, que ces temps sont révolus. On n'impose pas le bonheur ni le progrès. Les « *sachants* », ceux qui voient loin, doivent convaincre le plus grand nombre des changements nécessaires, et leur en donner l'envie.

Pour cela, les mots ont de l'importance. Ceux qui désignent des concepts nouveaux, des approches différentes du quotidien, tout particulièrement. L'usage d'un vocabulaire codé est le signe d'une dérive bien fréquente. Les « *spécialistes* » tiennent à leur spécificité, ils restent dans leur univers. Aux autres, au « *bon peuple* » de chercher à comprendre. Les mots constituent une sorte de rempart qui sépare les initiés du reste du monde. Si l'on accepte l'idée que le développement durable désigne la

recherche collective d'un futur qui ne soit pas le prolongement du passé, l'enfermement des technocrates, les « *technos* », dans un vocabulaire abscons apparaît absurde et contre-productif. Il faut des mots compris de tout le monde, même si quelques inévitables ambiguïtés demeurent. Car les réponses aux questions que nous nous posons ne proviennent pas seulement des « *milieux autorisés* ». C'est parfois même le contraire, car ces milieux redoutent plus que tout que les innovations qui seront notre avenir puissent naître ailleurs que dans leur sérail. La recherche des futurs ne peut être confinée à un monde d'experts, au grand dam des technos.

Ceux-ci résistent. Ils sont parfois rejoints par des militants, qui en veulent toujours plus, et deviennent rapidement plus royalistes que le roi. *Développement durable* est dépassé, affirment-ils. Ce concept a été vidé de son sens, il nous faut autre chose. Vive la *transition énergétique* ! Bien joué pour reprendre la main. Comme le mot Environnement il y a 40 ans, le mot développement durable peine à trouver sa place. Trois dimensions à prendre simultanément en charge, un esprit de système, du circulaire plutôt que du linéaire, la complexité, il faut du temps pour que ces composantes du développement durable entrent dans les esprits. D'autant que les plus avancés préfèrent à une explication du contenu une bagarre sur les mots « *durable* » ou « *soutenable* ». Le sexe des anges n'est jamais très loin.

Comme le mot Environnement, le Développement durable finit par progresser. Il reste beaucoup de malentendus, mais à la longue, le sens du mot percole. Les exploitations abusives du terme troublent le jeu, mais malgré tout chacun lui donne un sens, qui ferait dresser les cheveux sur la tête des exégètes, mais correspond plus ou moins à ce concept simple, « *on ne peut plus continuer comme ça, il faut trouver autre chose* », avec tous les malentendus possibles sur cet « *autre chose* ».

Contrairement à une idée bien répandue, les concepts ne s'usent pas. Ils évoluent, ils s'enrichissent, ils élargissent leur base. Malgré de nombreuses difficultés, la société commençait à comprendre le concept de développement durable. Panique chez les technos ! Il faut reprendre les choses en main, en se montrant bien sûr à la pointe du combat. Introduire de nouveaux mots est une manière de changer les objectifs. Comme un œuf de coucou dans le nid des autres. Le changement de terminologie n'est pas qu'un simple « *lifting* ».

Levier



Le développement durable est un concept général, universel, et par suite abstrait, et chacun se demande comment y contribuer : il faut le convertir en termes opérationnels, aisément identifiables. Il faut des leviers pour soulever le monde.

Dans le secteur de la construction, il y a eu la démarche haute Qualité environnementale (HQE), lancée en 1996, rejointe, à la suite du Grenelle de l'Environnement, de nouvelles performances en perspective, par les « *bâtiments basse consommation* » (BBC), et les « *bâtiments à énergie positive* » (BEPOS). La réglementation thermique,

qui s'applique depuis 2011, traduit une dynamique spectaculaire. La consommation d'énergie des nouvelles constructions est trois fois plus faible que celle des bâtiments antérieurs. C'est un saut qualitatif. Nombreux sont ceux qui ne croyaient pas à cet engagement du Grenelle, considéré comme utopiste. On constate aujourd'hui que beaucoup d'acteurs se sont mobilisés. Les promoteurs, jadis réticents à toute sévèrisation de la réglementation, anticipent aujourd'hui pour éviter une obsolescence prématurée de leurs ouvrages. La dynamique est en marche. La « *construction durable* » apparaît ainsi comme un de leviers opérationnels du développement durable. Il faut en trouver d'autres.

Comment définir un « *bon levier* » ?

C'est un levier qui intéresse tous les acteurs : les décideurs, les professionnels et le grand public. Celui-ci est riche de connaissances et d'initiatives, il faut les écouter, les reconnaître. C'est ensuite un levier liant la technique, l'imaginaire et les comportements. C'est enfin un levier ancré dans la vie quotidienne, avec des enjeux modestes pour chacun mais lourds par accumulation, un levier pour soulever des masses. Les domaines de ce type sont l'alimentation, la mobilité, la santé, l'habitat, les loisirs, la culture.

Zéro phyto. Zéro produit phytosanitaire. Dans ce domaine, le chemin parcouru ces dernières années est impressionnant. Qui aurait imaginé qu'on laisserait pousser des herbes folles entre nos pavés et au pied des arbres, qui aurait imaginé des gazons transformés en prairies fleuries et parfois pâturées par des moutons devenus ainsi auxiliaires des jardiniers municipaux ? Il est même arrivé que l'on autorise des particuliers à ouvrir le revêtement devant chez eux pour y installer des plantes. Les rêves les plus audacieux sont devenus aujourd'hui des hypothèses de travail reconnues et légitimées par le Grenelle de l'Environnement.

Zéro pesticide constitue un objectif clair, facile à percevoir, ambitieux. Il bénéficie de la légitimité qu'apporte l'exigence de santé publique, avec les effets directs des produits sur les humains, et indirects par suite de la pollution de l'air, des sols et de l'eau.

C'est un levier pour un changement bien au-delà des espaces publics. Il provoque des exigences complémentaires, comme la propreté et la sécurité ; il conduit à travailler autrement, renouvelant ainsi l'attractivité des métiers des espaces publics ; il transforme les représentations sociales de la nature, souvent idéalisée, et ouvre de nouvelles possibilités de dialogue avec le public ; il suscite des recherches, des expériences, et offre du plaisir et des émotions à ceux qui les mènent. Bref il transforme à la fois le paysage et les mentalités : on substitue aux produits que l'on abandonne du savoir-faire et une nouvelle sensibilité.

14 juillet



Quel meilleur symbole du changement vers un monde nouveau que le 14 juillet? Comment sortir de l'ancien régime, issu de la révolution industrielle et des trente glorieuses...

La prise de la Bastille reste le symbole de la Révolution Française. Un moment fort, qui marque la fin d'une époque. La société sort de l'immobilisme où l'avait enfermé l'ancien régime, et part sur de nouvelles bases. C'est un scénario de ce type dont nous aurions besoin, la guillotine en moins, bien sûr. Le développement durable est le terme qui résume cette recherche d'un monde nouveau. L'équivalent des « *Lumières* » du XVIIIe siècle. Une période à risque, mais le risque suprême est de ne rien changer, et de se voir un beau jour confronté à des problèmes insurmontables.

La France a tous les atouts pour basculer vers ce monde nouveau. Encore une fois, un souffle de progrès aurait pu partir de notre pays, bien petit aujourd'hui par rapport à ce qu'il était en 1989. Il représentait à l'époque la moitié de la population de l'Europe, il ne pèse plus que 1 % de la population mondiale. Il n'empêche, sa culture et sa situation de terre d'échange, entre Nord et Sud, entre continent et océan, donnent à la France une place à part.

Il faut inventer une croissance infinie dans un monde fini. Impossible, direz-vous, et vous aurez raison si on se limite aux ressources matérielles, et que nous mesurons la croissance uniquement à l'aune des consommations de biens matériels. Mais impossible n'est pas Français, pour rester dans le ton « *cocorico* » du 14 juillet. Changeons de perspective. L'objectif n'est plus l'accumulation de biens, mais l'amélioration du bien-être. Et on s'aperçoit alors que l'immatériel pèse plus lourd que le matériel. Celui-ci n'est pas à négliger, mais le talent, l'ingéniosité, la sensibilité peuvent contribuer à créer des richesses bien plus importantes que le pétrole.

Une croissance dans les émotions, donc, dans le sport, la culture, les arts, la vie sociale, la qualité. Je ne connais pas le bilan carbone d'un but, d'un panier ou d'un essai, ou encore d'une toile de maître: sans doute pas grand-chose. Sûrement un ratio carbone par euro particulièrement intéressant. Tout comme le plat cuisiné avec des produits sains, issus d'une agriculture de proximité, tout frais et de saison. Voilà de la valeur créée sur toute une chaîne, de la terre à l'assiette, et sans danger pour la biodiversité.

Small is beautiful. La mode est au XXL, aux grandes structures, aux grandes entreprises, aux grandes régions. Pourquoi suivre cette voie qui semble réservée à ceux qui sont déjà grands? C'est rentrer sur leur terrain, alors que notre génie nous pousse plutôt à des productions de forte personnalité, en petites séries, et de grande qualité. Une vision technocratique favorise les grandes structures, sensées plus productives et plus faciles à contrôler, mais nous savons que la richesse se crée aussi et surtout dans les petites entreprises, modestes mais créatives. A l'heure d'Internet et des réseaux, faut-il encore miser sur des grands groupes plutôt que de favoriser le développement des petites unités, souples, mobiles motivées, entreprenantes, interconnectées?

Les avantages qu'apportent les grandes entreprises et le commerce international sont réels, mais ils ne doivent pas marginaliser les bienfaits de la proximité et de la diversité, des particularismes. Une manière de créer de la valeur avec le minimum de ressources naturelles. Sortir de la contradiction « *par le haut* ». Plus de bien-être en consommant moins. Une vraie révolution. Vive le 14 juillet.

Faites vous-même votre bonheur

En donnant du développement durable une image moralisatrice, ascétique ou doux-rêveuse, en ne parlant que la langue des spécialistes ou des militants, en restant « *entre soi* », et en privilégiant l'imminence de la catastrophe comme mode de persuasion, nous faisons nous-mêmes notre malheur. Ce livre-manifeste est bien sûr une réaction à ce triste constat. Mais ce n'est pas sa seule raison d'être, il s'en faut. La première raison est que le développement durable ouvre des perspectives. Il nous propose un futur en donnant un sens au mot progrès.

Une majorité de Français pensent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. Le mot « *progrès* » perd de son sens, nous n'avons plus de boussole pour poursuivre notre développement, autre que l'accumulation de biens matériels. Le désarroi s'accroît, et pousse au repli sur soi, au retour à un passé idéalisé. Comment redonner un sens au mot progrès ? En lui donnant un nouveau visage : le développement durable. Le progrès s'appelle Dédé.

Le développement durable, DD ou Dédé, a été mal « *vendu* ». Le premier acte a connu un réel succès, l'alerte face à la dégradation de l'environnement, victime du « *progrès* ». Un tel succès qu'il occupe encore tout l'espace et empêche le second acte de commencer, celui d'une réaction à l'alerte, de la recherche d'un autre « *progrès* », d'un développement « *durable* ». Ajoutons que l'alerte est souvent associée au sentiment d'une faute collective, ce qui lui donne une note moralisatrice, avec son cortège de « *donneurs de leçons* ». La réaction sera donc réparatrice, avec une dimension morale, et l'appel implicite à la pénitence, à la privation. Peu compatible avec le concept même de « *progrès* ».

L'idée d'une recherche, joyeuse, curieuse et sans préjugés, d'un avenir différent de ce que serait le simple prolongement du passé, est engluée dans la vision moralisatrice, et peine à émerger, malgré de nombreuses initiatives, qui restent partielles et souvent anecdotiques. *Démoralisons* le développement durable, pour le libérer du poids du passé et ouvrir une nouvelle époque.

Cette liberté qu'il nous faut acquérir nous permet d'explorer le futur sans a priori, et de découvrir un monde nouveau pour une nouvelle ère dans la vie de l'humanité. « *Croissez et multipliez* », c'est terminé, et c'est parce que nous avons du mal à l'admettre que nous piétinons, que nous perdons l'espoir d'un avenir meilleur, que nous nous rattachons à des valeurs anciennes, et que nous faisons nous-mêmes notre malheur. Il nous faut notamment imaginer des combinaisons contraires à nos approches traditionnelles, pour rechercher un « *double dividende* ». Le développement durable commence aujourd'hui, et les efforts doivent profiter à la fois à la planète et à chacun d'entre nous. Faisons mentir les dictons « *tel qui rit vendredi dimanche pleurera* », et « *il faut souffrir pour être belle* ».

Le développement durable n'est pas une souffrance, ni une privation. Le parallèle peut être fait avec le travail : on obtient des augmentations de productivité par le contrôle, la surveillance et la pression, mais on sait maintenant que le « *bonheur au travail* » permet de parvenir à des résultats bien meilleurs. Gagnant-gagnant. Travailler mieux pour vivre mieux. Comme le jeu, qui se révèle être un formidable outil d'apprentissage. Il s'agit d'une profonde transformation de nos mentalités, qui permet de conjuguer des objectifs que nous pensions contraires. Le développement durable, c'est sortir des contradictions par le haut. Un état d'esprit détaché de préjugés, qui ouvre le champ du possible.

Le développement durable est en marche, malgré toutes les difficultés, la peur de l'avenir pour les uns, le déni des dangers pour d'autres, ou encore le conservatisme et la défense des situations dominantes. De nombreuses initiatives en attestent, mais il faut pour cela accepter de changer notre regard sur le monde, changer de mode de penser. Ajoutons, comme il ne peut s'agir que d'une recherche collective, le besoin de faire partager l'aventure humaine que représente cette mutation. Il faut donner envie du développement durable, le rendre attractif pour mobiliser le maximum de nos concitoyens, et mettre leur esprit d'entreprise au service de cette recherche.

Le bonheur est dans le pré, mais ne courons pas après, il va filer. Il faut le construire nous-mêmes, en transposant le fameux appel de J.F. Kennedy, « *Ne vous demandez pas ce que le développement durable peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour le développement durable* ».

Qu'attendons-nous pour être heureux ?



L'ACTUALITÉ DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



Le magazine EnR & DD est consacré à la production des EnR, à l'efficacité énergétique et à la lutte contre le changement climatique. La rédaction présente une sélection des meilleures solutions énergétiques durables mises en œuvre ou expérimentées dans le monde. EnR & DD magazine est aujourd'hui un support d'information incontournable de référence utilisé comme outil de formation et d'information dans le monde des énergies renouvelables. Les lecteurs apprécient la pertinence, l'originalité et l'indépendance du contenu rédactionnel. Le magazine s'adresse à des lecteurs éclairés et/ou intéressés, scolaires, professionnels, particuliers, collectivités, enseignants ou chercheurs, concernés par les énergies et les risques qui pèsent sur l'environnement et sur le climat. Le titre est référencé dans de nombreux établissements ou bibliothèques. Il permet d'avoir un avis indépendant sur l'avenir de notre planète et des solutions d'avenir.

- SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE • SOLAIRE THERMO-ÉLECTRIQUE • ÉOLIEN • SMART GRIDS • SMART CITIES • STOCKAGE • PILES À COMBUSTIBLE • EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE • ÉLECTRICITÉ • ÉNERGIE MARINE • VÉHICULES ÉLECTRIQUES & HYBRIDES • BIOMASSE • AUTOCONSOMMATION • ÉMISSIONS DE CO₂ • HYDROGÈNE • COGÉNÉRATION • BIOCARBURANTS BIOGAZ • CHANGEMENT CLIMATIQUE • TRANSITION ÉNERGÉTIQUE • MÉTHANISATION • ÉCLAIRAGE • HYDROÉLECTRICITÉ • TRANSPORT • SÉQUESTRATION DE CO₂ • GÉOTHERMIE

Abonnement 1 an - 3 offres au choix - REF DEF

Prénom : Nom :

Société:

Adresse:

Code Postal/Ville: Tél:

E-Mail : (IMPORTANT)

ou Abonnement papier seulement (FRANCE et DOM TOM) : 1 an - 4 numéros : **29 €** (autres pays) : **35 €**

ou Abonnement numérique 1 an - 4 Numéros PDF + Archives (FRANCE, DOM TOM et étranger) : **39 €**

ou Offre complète 1 an - 4 numéros papier + 4 numéros PDF + archives (FRANCE et DOM TOM) : **49 €** (autres pays) : **55 €**

Paiement : chèque à libeller à l'ordre de Dan Bialod Édition et Conseil - 50, rue du disque 30 3PA - 75013 Paris - tél : 01 77 23 18 33 - fax : 01 79 72 39 71
ou virement sur facture ou par cartes bancaires sur le site Internet web et mobile : <http://www.enrtd.fr/>

Le progrès s'appelle Dédé

Manifeste pour redonner un sens au mot « progrès », avec le développement durable

En 2009, le gouvernement Danois a demandé à des grands cuisiniers comment économiser l'énergie en cuisine. Le résultat a été la découverte de nouvelles recettes et surtout de nouvelles saveurs. L'exigence climatique a produit du plaisir. Une aubaine ! Du *gagnant-gagnant*, la planète et le long terme d'un côté, nous-mêmes et tout de suite de l'autre. Comme le bonheur au travail : Plaisir et productivité vont de pair. Il faut conjuguer ce que l'on a opposé. C'est ça le développement durable.

Il faut pour cela se libérer des anciens codes, des certitudes et des évidences illusoire, des modes de penser issus d'un monde qui n'existe plus. Les repères traditionnels ne fonctionnent plus, la planète n'est plus infinie, et les technologies ont bouleversé nos modes de vie. Il faut inventer le futur, un futur avenant qui nous permette de prolonger la croissance en en changeant le contenu. *Deux fois plus de bien-être, en consommant deux fois moins de ressources*. Tel est le nouvel ordre de marche, qui remplace *croissez et multipliez*.

Un nouveau mode de penser, dégagé des approches moralisatrices, qui font du développement durable une ascèse, militantes, qui font peur et isolent, et technocratiques, qui nous tombent sur la tête. Un nouveau mode de penser partagé du plus grand nombre, condition d'une large mobilisation et d'une adhésion à une démarche collective pour imaginer le progrès de demain.

Demain n'est pas écrit, il se construit chaque jour. Ce manifeste a pour ambition de baliser le chemin, de proposer quelques recettes, de revisiter les grands débats actuels pour offrir des perspectives avenantes et donner envie de construire ce nouveau monde.

15 €

